

**ARCHIVES HISTORIQUES
DE LA COMMISSION**

**COLLECTION RELIEE DES
DOCUMENTS "COM"**

COM (87)558

Vol. 1987/0278

Disclaimer

Conformément au règlement (CEE, Euratom) n° 354/83 du Conseil du 1er février 1983 concernant l'ouverture au public des archives historiques de la Communauté économique européenne et de la Communauté européenne de l'énergie atomique (JO L 43 du 15.2.1983, p. 1) modifié en dernier lieu par le règlement (UE) 2015/496 du Conseil du 17 mars 2015 (JO L 79 du 25. 3.2015, p. 1), ce dossier est ouvert au public. Le cas échéant, les documents classifiés présents dans ce dossier ont été déclassifiés conformément à l'article 5 dudit règlement ou sont considérés déclassifiés conformément aux articles 26(3) et 59(2) de la décision (UE, Euratom) 2015/444 de la Commission du 13 mars 2015 concernant les règles de sécurité aux fins de la protection des informations classifiées de l'Union européenne.

In accordance with Council Regulation (EEC, Euratom) No 354/83 of 1 February 1983 concerning the opening to the public of the historical archives of the European Economic Community and the European Atomic Energy Community (OJ L 43, 15.2.1983, p. 1), as last amended by Council Regulation (EU) 2015/496 of 17 March 2015 (OJ L 79, 27.3.2015, p. 1), this file is open to the public. Where necessary, classified documents in this file have been declassified in conformity with Article 5 of the aforementioned regulation or are considered declassified in conformity with Articles (26.3) and 59(2) of the Commission Decision (EU, Euratom) 2015/444 of 13 March 2015 on the security rules for protecting EU classified information.

In Übereinstimmung mit der Verordnung (EWG, Euratom) Nr. 354/83 des Rates vom 1. Februar 1983 über die Freigabe der historischen Archive der Europäischen Wirtschaftsgemeinschaft und der Europäischen Atomgemeinschaft (ABl. L 43 vom 15.2.1983, S. 1), zuletzt geändert durch die Verordnung (EU) Nr. 2015/496 vom 17. März 2015 (ABl. L 79 vom 25.3.2015, S. 1), ist dieser Akt der Öffentlichkeit zugänglich. Soweit erforderlich, wurden die Verschlussachen in diesem Akt in Übereinstimmung mit Artikel 5 der genannten Verordnung freigegeben; beziehungsweise werden sie auf Grundlage von Artikel 26(3) und 59(2) der Entscheidung der Kommission (EU, Euratom) 2015/444 vom 13. März 2015 über die Sicherheitsvorschriften für den Schutz von EU-Verschlussachen als herabgestuft angesehen.

Bruxelles, le 6 novembre 1987

NOTE POUR MM. LES MEMBRES DE LA COMMISSION

PROCEDURE ECRITE

E/1392/87

Délai:

VENDREDI 13 NOVEMBRE 1987 - 12H

MICHEL

Observations éventuelles à M. WEHRENS (tél. 52362)
tél. secr. 52363, bureau Berl. 11/101

Objet : tissus, velours et peluches, tissés sur métiers à main
- contingents tarifaires communautaires (1988)

Proposition de LORD COCKFIELD

Décision proposée :

- approuver le projet de proposition de règlement du Conseil portant ouverture, répartition et mode de gestion de contingents tarifaires communautaires de certains tissus, velours et peluches, tissés sur métiers à main (1988)
- . Accompagné d'un exposé des motifs

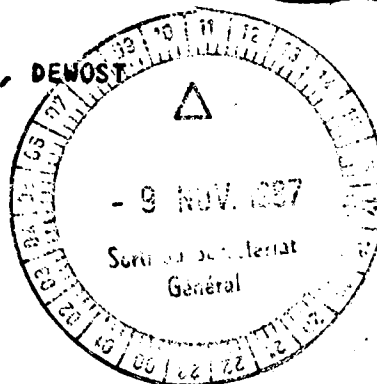
Commentaire

La présente proposition de règlement prévoit d'une part l'ouverture des contingents mentionnés en objet, à raison des montants retenus pour l'année 1987 et d'autre part, la répartition entre les Etats membres d'une partie importante de chacun de ces montants, ainsi que la constitution d'une réserve communautaire destinée à couvrir les besoins supplémentaires des Etats membres. Elle tient compte de l'entrée en vigueur, le 1er janvier 1988, de la nomenclature combinée se substituant au tarif douanier commun.

R. GACHOT
Directeur

Copies à : MM. VILAR, KRENZLER, MOREL, MAYHEW, DEMOST

p.j.



FR 4

NOTE DU SECRETARIAT GENERAL

PREPARATION DU DOCUMENT

Direction(s) générale(s) responsables(s) : UNION DOUANIERE ET FISCALITE
INDIRECTE

Services associés :

-pour accord-

RELATIONS EXTERIEURES : ACCORD

BUDGETS : ACCORD

TASK FORCE PME : ACCORD

-pour avis-

SERVICE JURIDIQUE : Avis favorable

Langue originale : FR.

Le document est disponible au Secrétariat Général (BERL. 11/101) pour consultation dans toutes les langues officielles.

La consultation du Parlement Européen : n'est pas suggérée; son information sera assurée dans le cadre de la procédure spéciale prévue à cet effet (article 113).

La consultation du Comité Economique et Social : Idem.

ANNEXE - CALENDRIER

Justification des indications de ce calendrier :

L'entrée en vigueur des mesures tarifaires doit avoir lieu le 1er janvier 1988.

La publication au Journal Officiel doit, selon la résolution du Conseil du 27.6.1974, être effectuée avant le 20 novembre 1987.

Date préconisée pour :

la décision du Conseil : octobre 1987

Historical Archives of the European Commission

Intitulé de la mesure tarifaire : Proposition de règlement du Conseil portant ouverture, répartition et mode de gestion des contingents tarifaires communautaires de certains tissus velours, peluches, tissés sur métiers à main, relevant des positions ex 50.09, ex 55.07, ex 55.09 et ex 58.04 du T.D.C. (1988)

Objectif : Respect des engagements contractés par la Communauté dans le cadre des négociations Kennedy.

Mode de calcul :

N° du T.D.C. : 50.09, 55.07, 55.09, 58.04
Volumes des contingents : 2 316 000 écus et 2 069 000 écus
Droits à appliquer : 0 %
Droits du T.D.C. : moyennes : 1) 5,9 %
2) 10,1 %

Perte de recettes :

- Globale : $2\,316\,000 \text{ écus} \times 5,9/100 = 136\,644 \text{ écus}$
 $2\,069\,000 \text{ écus} \times 10,1/100 = 208\,969 \text{ écus}$
345 613 écus

- Par rapport à l'année 1987, sans changement.

- Globale : $2\,316\,000 \text{ écus} \times 5,9/100 = 136\,644 \text{ écus}$
 $2\,069\,000 \text{ écus} \times 10,1/100 = 208\,969 \text{ écus}$
345 613 écus
- Par rapport à l'année 1987, sans changement.

FICHE D'IMPACT SUR LA COMPETITIVITE ET L'EMPLOI

Cette proposition est formulée en conformité avec un engagement contractuel de la Communauté. L'impact découlant de cette concession a été pris en considération lors de la prise de décision d'adoption de ce contingent et il n'aura pas un caractère sérieux sur la compétitivité et l'emploi dans la Communauté.

Historical Archives of the European Commission

RESUME DE LA PROPOSITION

Il est proposé à la Commission d'approuver et de transmettre au Conseil la proposition de règlement ci-annexée, portant ouverture, répartition et mode de gestion, pour l'année 1988, des contingents tarifaires communautaires en exemption de droits prévus pour les tissus, velours et peluches tissus sur métiers à main et relevant des positions ex 50.09, ex 55.07, ex 55.09 et ex 58.04 du tarif douanier commun, en faveur de certains pays tiers.

Cette proposition prévoit d'une part l'ouverture des contingents précités à raison des montants retenus pour l'année 1987 et d'autre part la répartition entre les Etats membres d'une partie importante de chacun de ces montants ainsi que la constitution d'une réserve communautaire destinée à couvrir les besoins supplémentaires des Etats membres. Elle tient compte de l'entrée en vigueur, le 1er janvier 1988, de la nomenclature combinée se substituant au tarif douanier commun.

Annexe : une proposition de règlement

COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

Direction Générale
Union douanière et Fiscalité indirecte

XXI/914/87 - FR

XXI/A/2

Proposition de
RÈGLEMENT (CEE) DU CONSEIL

portant ouverture, répartition et mode de gestion de
contingents tarifaires communautaires de certains tissus,
velours et peluches, tissés sur métiers à main (1988)

Historical Archives of the European Commission

EXPOSE DES MOTIFS

1. Dans le cadre de négociations multilatérales au sein du G.A.T.T., la Communauté s'est déclarée prête à procéder annuellement, sous certaines conditions, dont la présentation d'un certificat de fabrication reconnu par les autorités compétentes, notamment à l'ouverture des contingents tarifaires communautaires suivants, en exemption de droits :

2. No du tarif	Désignation des marchandises	Montant du
douanier commun		contingent
ex 50.09	Tissus de soie ou de bourre de soie (schappe), tissés sur métiers à main	1 000 000 U.C.
ex 55.09	Tissus de coton, tissés sur métiers à main	1 000 000 U.C.

Dans le cadre de la mise en oeuvre de la Déclaration d'intention concernant les relations commerciales avec certains pays asiatiques, et pour tenir compte de la participation des nouveaux Etats membres dans l'utilisation de ces contingents, les montants contingentaires ont été portés, à partir du 1er janvier 1974, à 2 000 000 d'unités de compte.

Dans le même cadre, et à la suite d'une demande introduite par le Royaume-Uni, appuyée d'ailleurs par les autorités indiennes et pakistanaïses, le bénéfice des contingents a été étendu, à partir du 1er janvier 1975, à certains articles textiles en soie ou en coton, relevant des positions ex 50.10, ex 55.07 et ex 58.04 du tarif douanier commun.

2. La Commission a été amenée, au cours des années 1975 et 1976, à proposer au Conseil, l'augmentation des montants contingentaires annuels en question de deux à trois millions d'unités de compte. Cette proposition n'a pas été retenue telle quelle, le Conseil ayant, par ses règlements (CEE) n°s 1910/75 du 22 juillet 1975 (1) et 3361/75 du 18 décembre 1975 (2), admis une seule augmentation de 200 000 U.C. du montant contingentaire affecté aux tissus de soie, tissés sur métiers à main. Pour tenir compte de l'adhésion de la Grèce, de l'Espagne et du Portugal, les montants contingentaires ont été majorés par la suite pour être portés respectivement à 2 316 000 et 2 069 000 écus.
3. La présente proposition a pour but d'ouvrir les contingents tarifaires en question pour l'année 1988, à raison des volumes retenus pour 1987, en tenant compte de l'entrée en vigueur, le 1er janvier 1988, de la nomenclature combinée qui remplace à cette date le tarif douanier commun.
La Commission est consciente du fait que la transposition de certaines concessions tarifaires du tarif douanier commun vers la Nomenclature combinée, peut soulever des problèmes nécessitant une mise au point ultérieure. Elle se réserve donc la possibilité de modifier sa proposition en cours de procédure, pour l'adapter, le cas échéant, en fonction des nécessités.
4. En l'absence de données statistiques détaillées, relatives aux produits concernés et sur base des données d'utilisation effective dans les Etats membres des mêmes contingents ouverts précédemment, la répartition proposée est en fait identique à celle retenue pour l'année 1987. Chacun des montants contingentaires a été divisé en deux tranches, la première (1 180 000 Ecus pour les tissus de soie, 1 386.230 Ecus pour les produits en coton) étant répartie entre les Etats membres, la seconde constituant la réserve communautaire.

(1) J.O. N° L 195 du 26. 7.1975, p. 5

(2) J.O. N° L 336 du 31.12.1975, p. 71

4. En ce qui concerne l'article premier, alinéa 4, littera b), du règlement ci-annexé, il convient de ne pas perdre de vue l'opportunité de retenir la solution adoptée pour les années antérieures, en ce qui concerne l'admissibilité d'un plomb en lieu et place d'un cachet apposé au début et à la fin de chaque pièce (voir à cet égard le renvoi en bas de page au texte de l'article 1er alinéa 4 littera b) de la proposition de règlement). A cette fin, il conviendrait d'inscrire à nouveau au P.V. du Conseil la déclaration citée ci-dessus.
5. Comme pour les exercices précédents, le bénéfice de ce contingent est réservé aux importations qui sont accompagnées d'un certificat déterminé qui, jusqu'à présent était rédigé dans les sept langues de la Communauté. En vue de la simplification et de l'uniformisation de ce genre de document, ce certificat est remplacé dorénavant par un seul certificat bilingue. Un délai d'un an est admis pour l'épuisement des anciens certificats.

Proposition de
RÈGLEMENT (CEE) N° DU CONSEIL
du

portant ouverture, répartition et mode de gestion des contingents tarifaires communautaires
de certains tissus, velours et peluches, tissés sur métiers à main (1988)

LE CONSEIL DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,

vu le traité instituant la Communauté économique européenne, et notamment son article 113,

vu la proposition de la Commission,

considérant que, pour des tissus de soie ou de bourre de soie (schappe) et des tissus de coton, tissés sur métiers à main, des positions ex 50.09 et ex 55.09 du tarif douanier commun, la Communauté s'est déclarée prête à procéder à l'ouverture de contingents tarifaires communautaires annuels, en exemption de droits, dans la limite pour chacun d'eux d'une valeur (valeur en douane) qui, pour l'année 1987, s'est élevée à 2 316 000 Écus pour les tissus de soie et à 2 069 000 Écus pour les tissus de coton; que l'admission au bénéfice de ces contingents tarifaires communautaires est toutefois subordonnée à la présentation d'un certificat de fabrication reconnu par les autorités compétentes de la Communauté, à l'apposition d'un cachet agréé par ces autorités au début et à la fin de chaque pièce et au transport direct entre le pays de fabrication et la Communauté; qu'il convient dès lors d'ouvrir, le 1^{er} janvier 1988, les contingents tarifaires en question, à raison, des volumes retenus pour l'année 1987;

considérant que la Communauté a adopté, avec effet à partir du 1.1.1988, une nomenclature combinée des marchandises qui répond à la fois aux exigences du tarif douanier commun et des statistiques du Commerce extérieur de la Communauté et du commerce entre ses Etats membres; que, pour couvrir en même temps des réglementations communautaires spécifiques, ladite nomenclature a été élargie par l'établissement d'un tarif intégré des Communautés européennes (TARIC); qu'à partir de cette date, il y a donc lieu d'utiliser la nomenclature combinée et, le cas échéant, les numéros de code TARIC, pour la désignation des produits visés par le présent règlement;

considérant qu'il y a lieu de garantir, notamment, l'accès égal et continu de tous les importateurs auxdits contingents et l'application, sans interruption, du taux prévu pour lesdits contingents à toutes les importations jusqu'à épuisement de ces derniers; qu'un système d'utilisation des contingents tarifaires communautaires fondé sur une répartition entre les Etats membres paraît susceptible de respecter la nature communautaire desdits contingents au regard des principes dégagés ci-avant; que cette répartition, afin de représenter le mieux possible l'évolution réelle des

marchés des produits en question, devrait être effectuée au prorata des besoins calculés, d'une part, d'après des données statistiques relatives aux importations en provenance des pays tiers durant une période de référence représentative et, d'autre part, d'après les perspectives économiques pour l'année contingentaire considérée;

considérant, toutefois, que les tissus en question, tissés sur métiers à main, ne sont pas spécifiés dans les nomenclatures statistiques; que, dans ces conditions, il n'est pas possible de recueillir des données statistiques suffisamment précises et représentatives; que les imputations sur les quotes-parts attribuées aux États membres sur les contingents tarifaires communautaires ouverts pour certains de ces tissus pour les années 1984, 1985 et 1986 s'établissent comme suit:

1. Tissus de soie ou de bourre de soie

États membres	1984		1985		1986	
	en Écus	en %	en Écus	en %	en Écus	en %
Benelux	31 779	1,82	12 681	0,63	44 284	2,22
Danemark	22 891	1,31	41 784	2,09	60 687	3,04
Allemagne	1 095 862	62,78	1 269 934	63,44	1 452 095	72,75
Grèce	0	0	0	0	0	0
France	306 785	17,58	391 287	19,55	237 718	11,91
Irlande	0	0	0	0	0	0
Italie	130 300	7,47	128 370	6,41	109 000	5,46
Royaume-Uni	157 850	9,04	157 670	7,88	92 298	4,62

2. Tissus de coton

États membres	1984		1985		1986	
	en Écus	en %	en Écus	en %	en Écus	en %
Benelux	59 000	2,91	68 998	3,38	112 000	5,57
Danemark	138 001	6,81	267 999	13,12	294 500	14,66
Allemagne	263 192	12,98	325 655	15,94	511 502	25,46
Grèce	0	0	0	0	0	0
France	1 068 000	52,69	852 600	41,74	799 600	39,80
Irlande	0	0	0	0	0	0
Italie	28 274	1,39	56 805	2,78	15 063	0,75
Royaume-Uni	470 600	23,22	470 600	23,04	276 404	13,76

que ces seuls éléments, en raison notamment des variations intervenues, ne permettent pas de se faire une opinion décisive au sujet des besoins réels de chacun des États membres précités au cours de la période contingentaire envisagée; que les besoins des nouveaux États membres ne peuvent non plus être déterminés avec exactitude; que, dans ces conditions, et en vue de permettre une répartition équitable des contingents tarifaires communautaires considérés, il est permis d'évaluer approximativement comme suit les pourcentages de participation initiale aux montants contingentaires:

États membres	Produits en soie	Produits en coton
Benelux	4,58	3,41
Danemark	4,58	8,72
Allemagne	41,86	13,05
Grèce	3,17	0,82
Espagne	2,16	1,30
France	22,88	37,17
Irlande	3,00	2,24
Italie	9,24	3,45
Portugal	0,84	0,09
Royaume-Uni	7,64	29,75

considérant que, pour tenir compte de l'évolution éventuelle des importations desdits produits, il convient de diviser en deux tranches les montants contingentaires, la première tranche étant répartie entre les États membres, la deuxième tranche constituant une réserve destinée à couvrir ultérieurement les besoins des États membres ayant épuisé leurs quotes-parts initiales; que, pour assurer aux importateurs une certaine sécurité, il est indiqué de fixer la première tranche de chaque contingent communautaire à un niveau relativement important, se situant à environ 51 % pour les produits en soie et à 67 % pour les produits en coton;

considérant que les quotes-parts initiales peuvent être épuisées plus ou moins rapidement; que, pour tenir compte de ce fait et éviter toute discontinuité, il importe que tout État membre ayant utilisé presque totalement l'une de ses quotes-parts initiales procède à un tirage d'une quote-part complémentaire sur la réserve correspondante; que ce tirage doit être effectué, par chaque État membre, lorsque chacune de ses quotes-parts complémentaires est presque totalement utilisée, et ce autant de fois que le permet chacune des réserves; que chacune des quotes-parts initiales et complémentaires doit être valable jusqu'à la fin de la période contingente; que ce mode de gestion requiert une collaboration étroite entre les États membres et la Commission, laquelle doit notamment pouvoir suivre l'état d'épuisement des contingents tarifaires et en informer les États membres;

considérant que si, à une date déterminée de la période contingente, un reliquat important de l'une des quotes-parts initiales existe dans l'un ou l'autre État membre, il est indispensable que cet État en reverse un pourcentage appréciable dans la réserve correspondante, afin d'éviter qu'une partie de l'un ou l'autre des contingents communautaires ne soit pas utilisée dans un État membre alors qu'elle pourrait l'être dans d'autres;

considérant que, le royaume de Belgique, le royaume des Pays-Bas et le grand-duché de Luxembourg étant réunis et représentés par l'union économique Benelux, toute opération relative à la gestion des quotes-parts attribuées à ladite union économique peut être effectuée par l'un de ses membres,

A ARRÊTÉ LE PRÉSENT RÉGLEMENT:

Article premier

1. Du 1^{er} janvier au 31 décembre 1983, les droits de douane applicables à l'importation des produits désignés ci-après sont suspendus au niveau et dans la limite de contingents tarifaires communautaires indiqués en regard:

Numéro d'ordre	Code de la nomenclature combinée	Désignation des marchandises	Volume du contingent (en Écus)	Droit contingentaire (en %)
09.0101	ex 50.07	Tissus de soie ou de déchets de soie : - tissés sur métiers à main	2 316 000	0
	58.03	Tissus à point de gaze, autres que les articles du n° 58.06 :		
	ex 58.03.90-10	de soie ou de déchets de soie - tissés sur métiers à main		
	ex 52.08	Tissus de coton, contenant au moins 85 % en poids de coton, d'un poids n'excédant pas 200 g/m2 : - (1)		
	ex 52.09	Tissus de coton, contenant au moins 85 % en poids de coton, d'un poids excédant 200 g/m2 : - (1)		
09.0103	ex 52.10	Tissus de coton, contenant moins de 85 % en poids de coton, mélangés principalement ou uniquement avec des fibres synthétiques ou artificielles, d'un poids n'excédant pas 200 g/m2 : - (1)	2 069 000	0
	ex 52.11	Tissus de coton, contenant moins de 85 % en poids de coton, mélangés principalement ou uniquement avec des fibres synthétiques ou artificielles, d'un poids excédant 200 g/m2 : - (1)		
	ex 52.12	Autres tissus de coton : - (1)		
	58.01	Velours et peluches tissés et tissus de chenille, autres que les articles du n° 58.06 : de coton :		
	ex 58.01.21-00	Velours et peluches par la trame, non coupés : - (1)		

(1) Produits tissés sur métiers à main

ex 58.01.22-00	Velours et peluches par la trame, non coupés, côtelés :	
	- (1)	
ex 58.01.23-00	autres velours et peluches par la trame :	
	- (1)	
ex 58.01.24-00	Velours et peluches par la chaîne, épinglés :	
	- (1)	
ex 58.01.25-00	Velours et peluches par la chaîne, coupés :	
	- (1)	
ex 58.01.26-00	Tissus de chenille :	
	- (1)	
58.03	Tissus à point de gaze, autres que les articles du n° 58.06 :	
ex 58.03.10-00	de coton	
	- (1)	

(1) Produits tissés sur métiers à main

Dans le cadre des ces contingents tarifaires, l'Espagne et le Portugal appliquent des droits calculés conformément aux dispositions fixées en la matière dans l'acte d'adhésion de 1985.

2. Pour l'application du présent règlement, sont considérés comme :

- a) métiers à main, les métiers qui, pour la fabrication des tissus, sont mus exclusivement par des mouvements des mains ou des pieds ;
- b) valeur en douane, la valeur telle qu'elle est définie par la réglementation communautaire en la matière.

3. Le bénéfice de ces contingents est toutefois réservé aux tissus, velours et peluches :

- a) accompagnés d'un certificat de fabrication reconnu par les autorités compétentes de la Communauté économique européenne et conforme au modèle figurant à l'annexe I (1), visé par l'une des autorités reconnues du pays de fabrication figurant à l'annexe II ;
- b) portant au début et à la fin de chaque pièce un cachet agréé par lesdites autorités (2) ;
- c) transportés directement entre le pays de fabrication et la Communauté économique européenne.

(1) Les modèles de certificats repris à l'annexe I du règlement (CEE) n° 3745/86 du 28 novembre 1986, peuvent toutefois être acceptés jusqu'au 31 décembre 1988.

(2) Il est convenu que cet alinéa ne fait pas obstacle à ce qu'un plomb agréé par les autorités permette de satisfaire aux conditions prévues dans cet alinéa.

4. À cet égard, sont considérés comme transportées directement :

- a) les marchandises dont le transport s'effectue sans emprunt du territoire d'un pays non membre des Communautés européennes. Il est précisé que les escales faites dans les ports de pays non membres des Communautés européennes ne sont pas interruptives du transport direct à condition que les marchandises ne fassent pas l'objet de transbordement lors de ces escales;
- b) les marchandises dont le transport s'effectue avec emprunt du territoire d'un ou de plusieurs pays non membres des Communautés européennes, ou transbordement dans un tel pays, pour autant que la traversée de ces derniers pays ou le transbordement s'accomplissent sous le couvert d'un titre de transport unique établi dans le pays de fabrication.

Article 2

1. Une première tranche, d'un volume correspondant à une valeur de 1 180 000 Écus pour les produits de soie, et à 1 386 230 Écus pour les produits de coton est répartie entre les Etats membres ; les quotes-parts qui, sous réserve de l'article 5, sont valables du 1^{er} janvier au 31 décembre 1988, s'élèvent aux volumes correspondant aux valeurs indiquées ci-après :

- a) pour les produits de soie, visés à l'article 1er, paragraphe 1 :

	(en Écus)
Benelux	54 000
Danemark	54 000
Allemagne	494 000
Grèce	37 400
Espagne	25 500
France	270 000
Irlande	35 400
Italie	109 000
Portugal	10 500
Royaume-Uni	90 200

- b) pour les produits de coton, visés à l'article 1er paragraphe 1 :

	(en Écus)
Benelux	47 270
Danemark	120 380
Allemagne	180 900
Grèce	11 370
Espagne	13 020
France	515 260
Irlande	31 050
Italie	47 825
Portugal	1 250
Royaume-Uni	412 405

2. La deuxième tranche de chacun des contingents visés à l'article 1^{er} paragraphe 1, qui correspond respectivement à 1 136 000 et 682 770 Écus, constitue la réserve.

3. Les règlements (CEE) n° 2779/78⁽¹⁾ et (CEE) n° 289/84⁽²⁾ sont applicables pour le calcul des contrevaleurs en monnaies nationales des montants exprimés en Écus.

Article 3

1. Si l'une des quotes-parts initiales d'un État membre, telle qu'elle est fixée à l'article 2 paragraphe 1, ou cette même quote-part diminuée de la fraction reversée à la réserve correspondante — s'il a été fait application de l'article 5 — est utilisée à concurrence de 90 % ou plus, cet État membre procède sans délai, par voie de notification à la Commission, au tirage d'une deuxième quote-part égale à 15 % de sa quote-part initiale, arrondie éventuellement à l'unité supérieure, dans la mesure où le montant de la réserve le permet.

2. Si, après épuisement de l'une ou l'autre de ses quotes-parts initiales, la deuxième quote-part tirée par un État membre est utilisée à concurrence de 90 % ou plus, cet État membre procède, dans les conditions prévues au paragraphe 1, au tirage d'une troisième quote-part égale à 7,5 % de sa quote-part initiale, éventuellement arrondie à l'unité supérieure.

3. Si, après épuisement de l'une ou l'autre deuxième quote-part, la troisième quote-part tirée par un État membre est utilisée à concurrence de 90 % ou plus, cet État membre procède, dans les mêmes conditions, au tirage d'une quatrième quote-part égale à la troisième.

Ce processus s'applique jusqu'à épuisement de chacune des réserves.

4. Par dérogation aux paragraphes 1, 2 et 3, les États membres peuvent procéder au tirage de quotes-parts inférieures à celles fixées par ces paragraphes, s'il existe des raisons d'estimer que celles-ci risquent de ne pas être épuisées. Ils informent la Commission des motifs qui les ont déterminés à appliquer le présent paragraphe.

Article 4

Chacune des quotes-parts complémentaires tirées en application de l'article 3 est valable jusqu'au 31 décembre 1988

Article 5

Les États membres reversent à la réserve, au plus tard le 1^{er} octobre 1988, la fraction non utilisée de leur quote-part initiale qui, à la date du 15 septembre 1988, excède 20 % du montant initial. Ils peuvent reverser une quantité plus importante, s'il existe des raisons d'estimer que celle-ci risque de ne pas être utilisée.

Les États membres communiquent à la Commission, au plus tard le 1^{er} octobre 1988 le total des importations des produits en question réalisées jusqu'au 15 septembre 1988

et imputées sur chacun des contingents, ainsi que, éventuellement, la fraction de chacune de leurs quotes-parts initiales qu'ils reversent à la réserve correspondante.

Article 6

La Commission comptabilise les montants des quotes-parts ouvertes par les États membres conformément aux articles 2 et 3 et informe chacun d'eux, dès que les notifications lui parviennent, de l'état d'épuisement des réserves.

Elle informe les États membres, au plus tard le 5 octobre 1988 de l'état de chacune des réserves après les versements effectués en application de l'article 5.

Elle veille à ce que le tirage qui épuise l'une des réserves soit limité au solde disponible et, à cet effet, en précise le montant à l'État membre qui procède à ce dernier tirage.

Article 7

1. Les États membres prennent toute disposition utile pour que l'ouverture des quotes-parts complémentaires qu'ils ont tirées en application de l'article 3 rende possibles les imputations, sans discontinuité, sur leur part cumulée, des contingents tarifaires communautaires.

2. Les États membres garantissent aux importateurs des produits en question le libre accès aux quotes-parts qui leur sont attribuées.

3. Les États membres procèdent à l'imputation sur leurs quotes-parts des importations des produits en question au fur et à mesure que ces produits sont présentés en douane sous le couvert de déclarations de mise en libre pratique.

4. L'état d'épuisement des quotes-parts de chaque État membre est constaté sur la base des importations imputées dans les conditions définies au paragraphe 3.

Article 8

À la demande de la Commission, les États membres l'informent des importations effectivement imputées sur leurs quotes-parts.

Article 9

Les États membres et la Commission collaborent étroitement afin que le présent règlement soit respecté.

Article 10

Le présent règlement entre en vigueur le 1^{er} janvier 1983.

⁽¹⁾ JO n° L 333 du 30. 11. 1978, p. 5.

⁽²⁾ JO n° L 33 du 14. 2. 1984, p. 2.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le

Par le Conseil

Le président

Historical Archives of the European Commission

ANEXO I — BILAG I — ANHANG I — ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ I — ANNEX I — ANNEXE I — ALLEGATO I — BIJLAGE I — ANEXO I

MODELOS DE CERTIFICADO DE FABRICACIÓN
MODELLER TIL FREMSTILLINGSCERTIFIKAT
MUSTER DER HERSTELLUNGSBESCHEINIGUNG
ΥΠΟΔΕΙΓΜΑΤΑ ΠΙΣΤΟΠΟΙΗΤΙΚΩΝ ΚΑΤΑΣΚΕΥΗΣ
MODEL CERTIFICATE OF MANUFACTURE
MODÈLES DE CERTIFICAT DE FABRICATION
MODELLI DI CERTIFICATO DI FABBRICAZIONE
MODELLEN VAN CERTIFICAAT VAN VERVAARDIGING
MODELOS DE CERTIFICADO DE FABRICO

Historical Archives of the European Commission

1 Exporter (Name, full address, country) Exportateur (Nom, adresse complète, pays);	2 Number Numéro	00000	
3 Consignee (Name, full address, country) Destinataire (Nom, adresse complète, pays)	CERTIFICATE RELATING TO SILK OR COTTON HANDLOOM PRODUCTS Issued with a view to obtaining the benefit of the preferential tariff regime in the European Economic Community CERTIFICAT CONCERNANT LES PRODUITS DE SOIE OU DE COTON, TESSÉS SUR MÉTIERS À MAIN délivré en vue de l'obtention du bénéfice du régime tarifaire préférentiel dans la Communauté économique européenne		
	4 Country of manufacture Pays de fabrication	5 Country of destination Pays de destination	
6 Place and date of shipment — Means of transport Lieu et date d'embarquement — moyen de transport	7 Supplementary details Données supplémentaires		
8 Marks and numbers — Number and kind of packages — DETAILED DESCRIPTION OF GOODS Marques et numéros — nombre et nature des colis — DÉSIGNATION DÉTAILLÉE DES MARCHANDISES		9 Quantity (1) Quantité (1)	10 FOB value (2) Valeur fob (2)
11 CERTIFICATION BY THE COMPETENT AUTHORITY — VISA DE L'AUTORITÉ COMPÉTENTE I, the undersigned, certify that: — the consignment described above contains only handloom textile products of the cottage industry of the country shown in box No 4, — to each piece is attached: — at the beginning and end, an approved stamp (2). — a seal No (2). Je soussigné, certifie que l'envoi décrit ci-dessus contient exclusivement des produits textiles fabriqués sur métiers à main par l'artisanat rural du pays indiqué dans la case n° 4; — chaque pièce est munie au début et à la fin, d'un cachet agréé (2) d'un plomb n° (2).			
12 Competent authority (Name, full address, country) Autorité compétente (Nom, adresse complète, pays)		At on	

(1) Indiquer s'il s'agit d'un nombre de pièces, de mètres, de m² ou de kilogrammes.
 (2) Dans la monnaie du contrat de vente.
 (3) Biffer la mention inutile.

Archives of the European Commission

ANEXO II — BILAG II — ANHANG II — ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ II — ANNEX II — ANNEXE II — ALLEGATO II — BIJLAGE II — ANEXO II

Pais de fabricación Fremstillingsland Herstellungsland Χώρα κατασκευής Country of manufacture Pays de fabrication Paese di fabbricazione Land van vervaardiging Pais de fabrico	Autoridad competente Kompetent myndighed Zuständige Behörde Αρμόδια υπηρεσία Competent authority Autorité compétente Autorità competente Bevoegde autoriteit Autoridade competente
India Indien Indien Ινδία India Inde India India India India	Textile Committee (para los tejidos de seda) eller (for stoffer af silke) oder (für Gewebe aus Seide) ή (για μεταξωτά υφάσματα) or (for silk fabrics) ou (pour les tissus de soie) o (per i tessuti di seta) of (voor weefsels van zijde) (para os tecidos de seda)
Pakistán Pakistan Pakistan Πακιστάν Pakistan Pakistan Pakistan Pakistan Pakistan Paquistão	Central Silk Board
Tailandia Thailand Thailand Ταϊλάνδη Thailand Thailande Tailandia Thailand Tailândia	Export Promotion Bureau
Bangladesh Bangladesh Bangladesch Μπαγκλαντές Bangladesh Bangladesh Bangladesh Bangladesh Bangladesh Bangladesh	Department of Foreign Trade
Laos Laos Laos Λάος Laos Laos Laos Laos Laos Laos	Export Promotion Bureau
Sri Lanka Sri Lanka Sri Lanka Σρι Λάνκα Sri Lanka Sri Lanka Sri Lanka Sri Lanka Sri Lanka Sri Lanka	Service national de l'artisanat et de l'industrie
	Department of Commerce

Pais de fabricación Fremstillingsland Herstellungsland Χώρα κατασκευής Country of manufacture Pays de fabrication Paese di fabbricazione Land van vervaardiging País de fabrico	Autoridad competente Kompetent myndighed Zuständige Behörde Αρμόδια υπηρεσία Competent authority Autorité compétente Autorità competente Bevoegde autoriteit Autoridade competente
El Salvador El Salvador El Salvador Ελ Σαλβαδόρ El Salvador El Salvador El Salvador El Salvador El Salvador El Salvador	Dirección de comercio internacional
Honduras Honduras Honduras Ονδούρα Honduras Honduras Honduras Honduras Honduras Honduras	Dirección general de comercio exterior
Indonesia Indonesien Indonesien Ινδονησία Indonesia Indonésie Indonesia Indonesië Indonésia	Ministerio de Comercio y de Cooperativas Ministeriet for handel og kooperativer Ministerium für Handel und Genossenschaften Υπουργείο Εμπορίου και Συνεργατισμών Department of Trade and Cooperatives Ministère du commerce et des coopératives Ministero del commercio e delle cooperative Ministerie van Handel en Coöperatieven Ministério do Comércio e das Cooperativas
Guatemala Guatemala Guatemala Γουατεμάλα Guatemala Guatemala Guatemala Guatemala Guatemala	Dirección de comercio interior y exterior
Argentina Argentina Argentinien Αργεντινή Argentina Argentine Argentina Argentinië Argentina	Secretaría de Estado y comercio y negociaciones económicas inter-nacionales

COM(87) 558

NOTE POUR MM. LES MEMBRES DE LA COMMISSION

PROCEDURE ECRITE

E/1392/87

Délai:

VENDREDI 13 NOVEMBRE 1987 - 12H

MICHEL
Observations éventuelles à M. WEHRENS (tél. 52362)
tél. secr. 52363, bureau Berl. 11/101

Objet : tissus, velours et peluches, tissés sur métiers à main
- contingents tarifaires communautaires (1988)

Proposition de LORD COCKFIELD

Décision proposée :

- approuver le projet de proposition de règlement du Conseil portant ouverture, répartition et mode de gestion de contingents tarifaires communautaires de certains tissus, velours et peluches, tissés sur métiers à main (1988)
- . Accompagné d'un exposé des motifs

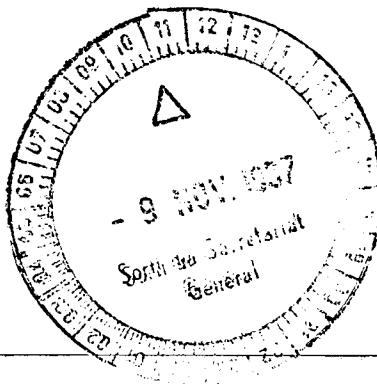
Commentaire

La présente proposition de règlement prévoit d'une part l'ouverture des contingents mentionnés en objet, à raison des montants retenus pour l'année 1987 et d'autre part, la répartition entre les Etats membres d'une partie importante de chacun de ces montants, ainsi que la constitution d'une réserve communautaire destinée à couvrir les besoins supplémentaires des Etats membres. Elle tient compte de l'entrée en vigueur, le 1er janvier 1988, de la nomenclature combinée se substituant au tarif douanier commun.

R. GACHOT
Directeur

Copies à : MM. VILAR, KRENZLER, MOREL, MAYHEW, DEWOST

P.J.



be 1

NOTE DU SECRETARIAT GENERAL

PREPARATION DU DOCUMENT

Direction(s) générale(s) responsables(s) : UNION DOUANIERE ET FISCALITE
INDIRECTE

Services associés
-pour accord-

RELATIONS EXTERIEURES

BUDGETS

TASK FORCE PME

-pour avis-
SERVICE JURIDIQUE

:
:
: ACCORD
: ACCORD
: ACCORD
: Avis favorable

Langue originale

: FR.

Le document est disponible au Secrétariat Général (BERL. 11/101) pour consultation dans toutes les langues officielles.

La consultation du Parlement Européen

: n'est pas suggérée; son
information sera assurée
dans le cadre de la procédure
speciale prévue à cet effet
(article 113).

La consultation du Comité Economique et Social

: Idem.

ANNEXE - CALENDRIER

Justification des indications de ce calendrier :

L'entrée en vigueur des mesures tarifaires doit avoir lieu le 1er janvier 1988.

La publication au Journal Officiel doit, selon la résolution du Conseil du 27.6.1974, être effectuée avant le 20 novembre 1987.

Date préconisée pour :

la décision du Conseil : octobre 1987

Historical Archives of the European Commission

FICHE FINANCIERE

FICHE D'IMPACT SUR LA COMPETITIVITE ET L'EMPLOI

Cette proposition est formulée en conformité avec un engagement contractuel de la Communauté. L'impact découlant de cette concession a été pris en considération lors de la prise de décision d'adoption de ce contingent et il n'aura pas un caractère sérieux sur la compétitivité et l'emploi dans la Communauté.

Historical Archives of the European Commission

RESUME DE LA PROPOSITION

Il est proposé à la Commission d'approuver et de transmettre au Conseil la proposition de règlement ci-annexée, portant ouverture, répartition et mode de gestion, pour l'année 1988, des contingents tarifaires communautaires en exemption de droits prévus pour les tissus, velours et peluches tissus sur métiers à main et relevant des positions ex 50.09, ex 55.07, ex 55.09 et ex 58.04 du tarif douanier commun, en faveur de certains pays tiers.

Cette proposition prévoit d'une part l'ouverture des contingents précités à raison des montants retenus pour l'année 1987 et d'autre part la répartition entre les Etats membres d'une partie importante de chacun de ces montants ainsi que la constitution d'une réserve communautaire destinée à couvrir les besoins supplémentaires des Etats membres. Elle tient compte de l'entrée en vigueur, le 1er janvier 1988, de la nomenclature combinée se substituant au tarif douanier commun.

Annexe : une proposition de règlement

KOMMISSION DER EUROPÄISCHEN GEMEINSCHAFTEN

Generaldirektion
Zollunion und indirekte Steuern

XXI/A/2

Brüssel, den
XXI/914/87 - DE

Vorschlag für eine
VERORDNUNG (EWG) DES RATES

über die Eröffnung, Aufteilung und Verwaltung der Gemeinschafts-
zollkontingente für bestimmte Gewebe und bestimmten Samt und
Plüsch, auf Handwebstühlen hergestellt (1988)

Historical Archives of the European Commission

BEGRÜNDUNG

1. Im Rahmen der multilateralen Handelsverhandlungen im GATT hat sich die Gemeinschaft bereiterklärt, unter bestimmten Voraussetzungen, darunter z.B. der Vorlage einer von den zuständigen Behörden anerkannten Herstellungsbescheinigung, jährlich nachstehende zollfreie Zollkontingente zu eröffnen :

Nr. des Gemeinsamen Zolltarifs	Warenbeschreibung	Kontingents- betrag
ex 50.09	Gewebe aus Seide, Schappe- seide oder Bouretteseide, auf Handwebstühlen herge- stellt	1 000 000 RE
ex 55.09	Gewebe aus Baumwolle, auf Handwebstühlen hergestellt	1 000 000 RE

Zur Verwirklichung der Absichtserklärung über die Handelsbeziehungen mit bestimmten asiatischen Ländern und zur Berücksichtigung der Beteiligung neuer Mitgliedstaaten an der Ausnutzung dieser Kontingente sind die Kontingentsbeträge ab 1. Januar 1974 auf 2 000 000 RE erhöht worden.

Im gleichen Rahmen wurden im Anschluß an einen Antrag des Vereinigten Königreichs, der auch von den Behörden Indiens und Pakistans unterstützt wurde, die Kontingente ab 1. Januar 1975 auf bestimmte Textilwaren aus Seide oder Baumwolle der Tarifnummern ex 50.10, ex 55.07 und ex 58.04 des Gemeinsamen Zolltarifs ausgedehnt.

2. Die Kommission sah sich in den Jahren 1975 und 1976 veranlasst, dem Rat die Erhöhung der betreffenden jährlichen Kontingentsbeträge von zwei auf drei Millionen Rechnungseinheiten vorzuschlagen. Dieser Vorschlag wurde nicht unverändert angenommen, da der Rat mit seinen Verordnungen (EWG) Nr. 1910/75 vom 22. Juli 1975 (1) und 3361/75 vom 18. Dezember 1975 (2) lediglich eine Erhöhung des Kontingentsbetrages für auf Handwebstühle hergestellte Seidengewebe um 200 000 RE genehmigte.

(1) ABl. Nr. L 195 vom 26.7.1975, S. 5

(2) ABl. Nr. L 336 vom 3.12.1975, S. 71

Um den Beitritt Griechenlands, Spaniens und Portugals Rechnung zu tragen, wurden die Kontingentsbeträge auf 2 316 000 bzw. 2 069 000 ECU erhöht.

3. Mit diesem Vorschlag sollen die betreffenden Zollkontingente für das Jahr 1988 nach Maßgabe der für 1987 festgelegten Mengen eröffnet werden, und zwar unter Berücksichtigung des Inkrafttretens der kombinierten Nomenklatur, die den Gemeinsamen Zollltarif ersetzt, am 1. Januar 1988.

Die Kommission ist sich der Tatsache bewußt, daß die Einfächerung bestimmter Zollzugeständnisse des Gemeinsamen Zollltarifs in die kombinierte Nomenklatur Probleme aufwerfen kann, die später geklärt werden müssen. Sie behält sich daher die Möglichkeit vor, ihren Vorschlag im Laufe des Verfahrens abzuändern, um ihn gegebenenfalls den jeweiligen Erfordernissen anzupassen.

4. Detaillierte statistische Angaben zu den betreffenden Waren liegen nicht vor. Anhand der Daten über die tatsächliche Ausnutzung der in den Vorjahren eröffneten gleichen Kontingente durch die Mitgliedstaaten wird für de facto die gleiche Aufteilung wie für das Jahr 1987 vorgeschlagen.

Jeder der Kontingentsbeträge wurde in zwei Raten aufgeteilt, wovon die erste (1 180 000 ECU für Gewebe aus Seide, 1 386 230 ECU für Baumwollwaren) zwischen den Mitgliedstaaten aufgeteilt wird und die zweite Rate als Reserve bestimmt ist.

5. Hinsichtlich Artikel 1, Absatz 4, Buchstabe b) der beigefügten Verordnung sei bemerkt, daß es zweckmässig wäre, die für die Vorjahre angenommene Lösung, d.h. Zulassung einer Plombe anstelle eines Stempels zu Beginn und am Ende eines jeden Webstücks, zu bestätigen (siehe hierzu die Fußnote zum Wortlaut von Artikel 1, Absatz 4, Buchstabe b) des Verordnungsvorschlags).
6. Wie in den vorhergehenden Kontingentszeiträumen ist die Begünstigung des Kontingents den Einfuhren vorbehalten, die von einer bestimmten Bescheinigung begleitet sind, diese war bisher in den Sprachen der Gemeinschaft abgefasst. Im Hinblick auf eine Vereinfachung und Vereinheitlichung dieser Art von Dokumenten wird diese Bescheinigung nunmehr durch eine einzige zweisprachige ersetzt. Eine Frist von einem Jahr ist für den Aufbrauch der vorherigen Bescheinigungen vorgesehen.

Vorschlag für eine
VERORDNUNG (EWG) Nr. DES RATES

vom

zur Eröffnung, Aufteilung und Verwaltung der Gemeinschaftszollkontingente für bestimmte
Gewebe und bestimmten Samt und Plüsch, auf Handwebstühlen hergestellt,
(1988)

DER RAT DER EUROPÄISCHEN GEMEINSCHAFTEN —

gestützt auf den Vertrag zur Gründung der Europäischen
Wirtschaftsgemeinschaft, insbesondere auf Artikel 113,

auf Vorschlag der Kommission,

in Erwägung nachstehender Gründe:

Die Gemeinschaft hat sich bereit erklärt, für Gewebe aus
Seide oder Schappeseide und für Gewebe aus Baumwolle,
auf Handwebstühlen hergestellt, der Tarifnummern
ex 50.09 bzw. ex 55.09 jährlich zollfreie Gemeinschafts-
zollkontingente bis zum Wert (Zollwert) von — nach dem
Stand von 1987 — 2 316 000 ECU bei Geweben aus Seide
und von 2 069 000 ECU bei Geweben aus Baumwolle zu
eröffnen.

Die Zulassung zu diesen Gemeinschaftszollkontingenten ist
jedoch an die Vorlage einer von den zuständigen Behörden
der Gemeinschaft anerkannten Herstellungsbescheinigung,
die Anbringung eines von diesen Behörden zugelassenen
Stempels am Anfang und Ende eines jeden Webstücks und
an die nichtunterbrochene Beförderung vom Herstellungs-
land in die Gemeinschaft gebunden. Die betreffenden Zoll-

kontingente sind demnach am 1. Januar 1988 nach Mass-
gabe der für das Jahr 1987 festgelegten
Mengen zu eröffnen.

Die Gemeinschaft hat mit Wirkung von 1.1.1988 eine Warennomenklatur
angenommen, die den Erfordernissen des Gemeinsamen Zolltarifs
wie auch der Statistik des Aussenhandels der Gemeinschaft und des
Handels zwischen ihren Mitgliedstaaten entspricht. Um die besonderen
Gemeinschaftsregelungen zu erfassen, wurde diese Nomenklatur durch
einen integrierten Tarif der Europäischen Gemeinschaften (TARIC)
erweitert. Ab dem genannten Zeitpunkt sind für die in dieser
Verordnung aufgeführten Waren daher die kombinierte Nomenklatur
und gegebenenfalls die TARIC-Codenummern zu verwenden.

Es ist vor allem sicherzustellen, daß alle Importeure den
gleichen und kontinuierlichen Zugang zu diesen Kontingen-
ten haben und daß der vorgesehene Kontingentszollsatz
fortlaufend auf sämtliche Einfuhren bis zur völligen Aus-
schöpfung der Kontingente angewandt wird. Der Gemein-
schaftscharakter dieser Kontingente kann unter Beachtung
der obigen Grundsätze dadurch gewahrt werden, daß bei
der Ausnutzung dieser Gemeinschaftszollkontingente von
einer Aufteilung der Beträge auf die Mitgliedstaaten ausge-
gangen wird. Damit die tatsächliche Marktentwicklung bei

diesen Waren weitmöglichst berücksichtigt wird, sollte diese Aufteilung entsprechend dem Bedarf vorgenommen werden, der anhand der statistischen Angaben über die während eines repräsentativen Bezugszeitraums getätigten Einfuhren aus dritten Ländern sowie nach den Wirtschaftsaussichten für das betreffende Kontingentsjahr berechnet wird.

Diese auf Handwebstühlen hergestellten Gewebe sind in den Statistiken nicht gesondert aufgeführt. Unter diesen Umständen ist es unmöglich, ausreichend genaue und repräsentative statistische Angaben einzuholen. Die Mitgliedstaaten haben die ihnen zugeteilten Quoten der Gemeinschaftszollkontingente, die 1984, 1985 und 1986 für bestimmte Gewebe dieser Art eröffnet wurden, wie folgt in Anspruch genommen:

1. Gewebe aus Seide oder Schappeseide

Mitgliedstaaten	1984		1985		1986	
	in ECU	in %	in ECU	in %	in ECU	in %
Benelux	31 779	1,82	12 681	0,63	44 284	2,22
Dänemark	22 891	1,31	41 784	2,09	60 687	3,04
Deutschland	1 095 862	62,78	1 269 934	63,44	1 452 095	72,75
Griechenland	0	0	0	0	0	0
Frankreich	306 785	17,58	391 287	19,55	237 718	11,91
Irland	0	0	0	0	0	0
Italien	130 300	7,47	128 370	6,41	109 000	5,46
Vereinigtes Königreich	157 850	9,04	157 670	7,88	92 298	4,62

2. Gewebe aus Baumwolle

Mitgliedstaaten	1984		1985		1986	
	in ECU	in %	in ECU	in %	in ECU	in %
Benelux	59 000	2,91	68 998	3,38	112 000	5,57
Dänemark	138 001	6,81	267 999	13,12	294 500	14,66
Deutschland	263 192	12,98	325 655	15,94	511 502	25,46
Griechenland	0	0	0	0	0	0
Frankreich	1 068 000	52,69	852 600	41,74	799 600	39,80
Irland	0	0	0	0	0	0
Italien	28 274	1,39	56 805	2,78	15 063	0,75
Vereinigtes Königreich	470 600	23,22	470 600	23,04	276 404	13,76

Mit diesen Angaben läßt sich vor allem wegen der inzwischen eingetretenen Änderungen kein endgültiges Bild von dem tatsächlichen Bedarf jedes der genannten Mitgliedstaaten während des kommenden Kontingentszeitraums gewinnen. Der Bedarf der neuen Mitgliedstaaten kann gleichfalls nicht mit Genauigkeit festgestellt werden. Um unter diesen Umständen eine gerechte Verteilung der betreffenden Gemeinschaftszollkontingente zu ermöglichen, läßt sich die erste Beteiligung an den Kontingentsmengen prozentual annähernd wie folgt veranschlagen:

Mitgliedstaaten	Waren aus Seide (ex 50.09 des Gemein- samen Zolltarifs)	Waren aus Baumwolle (ex 55.07, ex 55.09 und ex 58.04 des Gemein- samen Zolltarifs)
Benelux	4,58	3,41
Dänemark	4,58	8,72
Deutschland	41,86	13,05
Griechenland	3,17	0,82
Spanien	2,16	1,30
Frankreich	22,88	37,17
Irland	3,00	2,24
Italien	9,24	3,45
Portugal	0,84	0,09
Vereinigtes Königreich	7,64	29,75

Um der möglichen Entwicklung der Einfuhren der betreffenden Waren Rechnung tragen zu können, sollten die Kontingentsmengen in zwei Raten geteilt werden, wobei die erste Rate unter den Mitgliedstaaten aufgeteilt wird und die zweite Rate als Reserve zur späteren Deckung des Bedarfs derjenigen Mitgliedstaaten, die ihre ersten Quoten ausgeschöpft haben, bestimmt ist. Um den Importeuren eine gewisse Sicherheit zu geben, ist es angezeigt, die erste Rate jedes Gemeinschaftszollkontingents relativ hoch festzusetzen, und zwar auf etwa 51 v. H. für Waren aus Seide und auf 67 v. H. für Waren aus Baumwolle.

Die ersten Quoten können mehr oder weniger rasch ausgeschöpft sein. Um Unterbrechungen zu vermeiden, muß

daher jeder Mitgliedstaat, der eine seiner ersten Quoten fast ganz ausgeschöpft hat, die Ziehung einer zusätzlichen Quote auf die entsprechende Reserve vornehmen. Diese Ziehung muß jeder Mitgliedstaat vornehmen, wenn seine jeweilige zusätzliche Quote fast ganz ausgeschöpft ist, und zwar so oft es die entsprechende Reserve zuläßt. Die ersten und die zusätzlichen Quoten müssen bis zum Ende des Kontingentszeitraums gelten. Diese Art der Verwaltung erfordert eine enge Zusammenarbeit zwischen den Mitgliedstaaten und der Kommission, die vor allem die Möglichkeit haben muß, den Stand der Ausschöpfung der Zollkontingente zu verfolgen und die Mitgliedstaaten darüber zu unterrichten.

Ist zu einem bestimmten Zeitpunkt des Kontingentszeitraums in einem der Mitgliedstaaten ein größerer Restbetrag der ersten Quoten vorhanden, so muß dieser Staat einen erheblichen Prozentsatz davon auf die entsprechende Reserve übertragen, um zu verhindern, daß ein Teil des einen oder anderen Gemeinschaftskontingents in einem Mitgliedstaat nicht ausgeschöpft wird, während er in anderen Mitgliedstaaten verwendet werden könnte.

Da sich das Königreich Belgien, das Königreich der Niederlande und das Großherzogtum Luxemburg zu der Wirtschaftsunion Benelux zusammengeschlossen haben und durch diese vertreten werden, kann jede Maßnahme im Zusammenhang mit der Verwaltung der dieser Wirtschaftsunion zugeteilten Quoten durch eines ihrer Mitglieder durchgeführt werden —

HAT FOLGENDE VERORDNUNG ERLASSEN :

Artikel 1

1. Vom 1. Januar bis zum 31. Dezember 1988 werden die bei der Einfuhr der nachstehend bezeichneten Waren anwendbaren Zollsätze in Höhe und im Rahmen von Gemeinschaftszollkontingenten wie folgt ausgesetzt :

Lfd. Nr	Code der kombinierten Nomenklatur	Warenbezeichnung	Kontingentsmenge (in ECU)	Kontingentszollsatz (in %)
09.0101	ex 50.07	Gewebe aus Seide, Schappeseide oder Bourrette-seide :	2 316 000	0
	58.03	- auf Handwebstühlen hergestellt		
	ex 58.03.90-10	Drehergewebe, ausgenommen Waren der Position 58.06 :		
		aus Seide, Schappeseide oder Bourrette-seide	2 069 000	0
		- auf Handwebstühlen hergestellt		
	ex 52.08	Gewebe aus Baumwolle, mit einem Anteil an Baumwolle von 85 GHT oder mehr und einem Quadratmetergewicht von 200 g oder weniger :		
09.0103		- (1)		
	ex 52.09	Gewebe aus Baumwolle, mit einem Anteil an Baumwolle von 85 GHT oder mehr und mit einem Quadratmetergewicht von mehr als 200 g :	2 069 000	0
		- (1)		
	ex 52.10	Gewebe aus Baumwolle, mit einem Anteil an Baumwolle von weniger als 85 GHT, hauptsächlich oder ausschliesslich mit Chemiefasern gemischt, mit einem Quadratmetergewicht von 200 g oder weniger :		
		- (1)		
	ex 52.11	Gewebe aus Baumwolle, mit einem Anteil an Baumwolle von weniger als 85 GHT, hauptsächlich oder ausschliesslich mit Chemiefasern gemischt, mit einem Quadratmetergewicht von mehr als 200 g :		
		- (1)		
	ex 52.12	Andere Gewebe aus Baumwolle :		
		- (1)		
	58.01	Samt und Plüsch, gewebt und Chenille-gewebe, ausgenommen Waren der Position 58.02 oder 58.06 :		
		aus Baumwolle :		
	ex 58.01.21-00	Schußsamt und Schußplüsch, nicht aufgeschnitten		
		- (1)		

(1) Auf Handwebstühlen hergestellte Waren

ex 58.01.22-00	Rippenschußsamt und Rippenschußplüsch, aufgeschnitten - (1)		
ex 58.01.23-00	anderer Schußsamt und Schußplüsch - (1)		
ex 58.01.24-00	Kettsamt und Kettplüsch, nicht aufgeschnitten (Epinglé) : - (1)		
ex 58.01.25-00	Kettsamt und Kettplüsch, aufgeschnitten - (1)		
ex 58.01.26-00	Chenillegewebe - (1)		
58.03	Drehergewebe, ausgenommen Waren der Position 58.06 :		
ex 58.03.10-00	aus Baumwolle - (1)		

(1) Auf Handwebstühlen hergestellte Waren

Im Rahmen dieser Zollkontingente wenden Spanien und Portugal die nach den entsprechenden Bestimmungen der Beitrittsakte von 1985 berechneten Zollsätze an.

(2) Im Sinne dieser Verordnung gelten als

- a) Handwebstühle: Webstühle, die zur Herstellung von Geweben ausschließlich durch Hand- und Fußbewegungen betrieben werden,
- b) Zollwert: der von der diesbezüglichen Gemeinschaftsregelung definierte Wert.

(3) Zu diesen Kontingenten werden jedoch nur Gewebe, Samt und Plüsch zugelassen,

- a) denen eine von den zuständigen Behörden der Europäischen Wirtschaftsgemeinschaft anerkannte Herstellungsbescheinigung beigelegt ist, die dem in Anhang I (1) aufgeführten Muster entspricht und mit dem Sichtvermerk einer der in Anhang II aufgeführten anerkannten Stellen des Herstellungslandes versehen ist;
- b) die zu Beginn und am Ende eines jeden Webstücks einen von den genannten Behörden anerkannten Stempel tragen (2);
- c) die ohne Unterbrechung vom Herstellungsland in die Europäische Wirtschaftsgemeinschaft befördert werden.

(1) Die in Anhang I der Verordnung (EWG) Nr. 3745/86 vom 25. November 1986 aufgeführten Muster können jedoch bis zum 31. Dezember 1988 verwendet werden.

(2) Die Voraussetzungen dieses Buchstabens sind auch bei Verwendung einer durch die zuständigen Behörden anerkannten Plombe erfüllt.

(4) In diesem Zusammenhang gelten als ohne Unterbrechung befördert:

- a) Waren, deren Beförderung ohne Berührung eines Nichtmitgliedslands der Europäischen Gemeinschaften erfolgt. Es wird darauf hingewiesen, daß Zwischenlandungen in Häfen von Nichtmitgliedsländern der Europäischen Gemeinschaften nicht als Unterbrechung der Beförderung gelten, wenn die Waren bei diesen Zwischenlandungen nicht umgeladen werden;
- b) Waren, deren Beförderung unter Berührung des Gebietes eines oder mehrerer Nichtmitgliedsländer der Europäischen Gemeinschaften erfolgt oder die in einem

solchen Land umgeladen werden, sofern die Beförderung durch diese letztgenannten Länder oder die Umladung aufgrund eines einzigen im Herstellungsland ausgestellten Beförderungspapiers erfolgt.

Artikel 2

(1) Eine erste Rate im Wert von 1 180 000 ECU für die Waren aus Seide und von 1 386 250 ECU für die Waren aus Baumwolle

wird auf die Mitgliedstaaten aufgeteilt; die Quoten, die vorbehaltlich des Artikels 5 vom 1. Januar bis zum 31. Dezember 1987 gelten, belaufen sich auf die den folgenden Werten entsprechenden Mengen:

- a) für die in Artikel 1 Absatz 1 genannten Waren der aus Seide :

	(in ECU)
Benelux	54 000,
Dänemark	54 000,
Deutschland	494 000,
Griechenland	37 400,
Spanien	25 500,
Frankreich	270 000,
Irland	35 400,
Italien	109 000,
Portugal	10 500,
Vereinigtes Königreich	90 200;

- b) für die in Artikel 1 Absatz 1 genannten Waren aus Baumwolle :

	(in ECU)
Benelux	47 270
Dänemark	120 880
Deutschland	130 900
Griechenland	11 370
Spanien	18 020
Frankreich	515 260
Irland	31 050
Italien	47 825
Portugal	1 250
Vereinigtes Königreich	412 405

(2) Die zweite Rate, die für jedes der in Artikel 1 Absatz 1 genannten Zollkontingente einem Wert von 1 136 000 bzw. 682 770 ECU entspricht, bildet die Reserve.

(3) Für die Berechnung der Gegenwerte der in ECU ausgedrückten Beträge in Landeswährungen gelten die Verordnungen (EWG) Nr. 2779/78 ⁽¹⁾ und (EWG) Nr. 289/84 ⁽²⁾.

Artikel 3

(1) Hat ein Mitgliedstaat seine erste Quote gemäß Artikel 2 Absatz 1 oder — bei Anwendung des Artikels 5 — die gleiche Quote abzüglich des auf die entsprechende Reserve übertragenen Teils zu 90 v. H. oder mehr ausgeschöpft, so nimmt er unverzüglich durch Mitteilung an die Kommission — soweit die entsprechende Reservemenge ausreicht — die Ziehung einer zweiten Quote in Höhe von 15 v. H. seiner ersten Quote vor, die gegebenenfalls auf die höhere Einheit aufgerundet wird.

(2) Ist nach Ausschöpfung der ersten Quote die zweite von einem Mitgliedstaat gezogene Quote zu 90 v. H. oder mehr ausgeschöpft, so nimmt dieser Mitgliedstaat gemäß Absatz 1 die Ziehung einer dritten Quote in Höhe von 7,5 v. H. seiner ersten Quote vor, die gegebenenfalls auf die höhere Einheit aufgerundet wird.

(3) Ist nach Ausschöpfung der zweiten Quote die dritte von einem Mitgliedstaat gezogene Quote zu 90 v. H. oder mehr ausgeschöpft, so nimmt dieser Mitgliedstaat unter den gleichen Bedingungen die Ziehung einer vierten Quote in Höhe der dritten Quote vor.

Dieses Verfahren wird bis zur Erschöpfung der Reserve angewandt.

(4) Abweichend von den Absätzen 1, 2 und 3 können die Mitgliedstaaten niedrigere als die in diesen Absätzen vorgesehenen Quoten ziehen, wenn Grund zu der Annahme besteht, daß diese nicht ausgeschöpft werden können. Sie unterrichten die Kommission über die Gründe, die sie veranlaßt haben, diesen Absatz anzuwenden.

Artikel 4

Die in Anwendung von Artikel 3 gezogenen zusätzlichen Quoten gelten bis zum 31. Dezember 1988

Artikel 5

Die Mitgliedstaaten übertragen spätestens am 1. Oktober 1988 von ihrer nicht ausgenutzten ersten Quote den Teil auf die Reserve, der am 15. September 1988 20 v. H. der ursprünglichen Menge übersteigt. Sie können eine größere Menge übertragen, wenn Grund zu der Annahme besteht, daß die betreffende Menge nicht ausgenutzt werden kann.

Die Mitgliedstaaten teilen der Kommission spätestens am 1. Oktober 1988 den Gesamtbetrag der Einfuhren der betreffenden Waren mit, die bis zum 15. September 1988

getätigt und auf die jeweiligen Kontingente angerechnet wurden, sowie gegebenenfalls den Teil ihrer ersten Quoten, den sie auf die entsprechende Reserve übertragen.

Artikel 6

Die Kommission verbucht die Beträge der von den Mitgliedstaaten gemäß den Artikeln 2 und 3 eröffneten Quoten und unterrichtet die einzelnen Mitgliedstaaten über den Stand der Ausschöpfung der Reserven, sobald ihr die Mitteilungen zugehen.

Sie unterrichtet die Mitgliedstaaten spätestens am 5. Oktober 1988 über den Stand der Reserven, die nach den in Anwendung des Artikels 5 erfolgten Übertragungen verbleiben.

Sie sorgt dafür, daß die Ziehung, mit der die einzelnen Reserven ausgeschöpft werden, auf die verfügbare Restmenge beschränkt bleibt, und gibt zu diesem Zweck dem Mitgliedstaat, der diese letzte Ziehung vornimmt, die Restmenge an.

Artikel 7

(1) Die Mitgliedstaaten treffen alle erforderlichen Maßnahmen, um durch die Eröffnung der von ihnen nach Artikel 3 gezogenen zusätzlichen Quoten die fortlaufenden Anrechnungen auf ihren kumulierten Anteil an den Gemeinschaftszollkontingenten zu ermöglichen.

(2) Die Mitgliedstaaten garantieren den Importeuren der betreffenden Waren freien Zugang zu den ihnen zugeteilten Quoten.

(3) Die Mitgliedstaaten rechnen die Einfuhren der betreffenden Waren nach Maßgabe der Gestellung der betreffenden Waren bei der Zollstelle mit einer Anmeldung zur Abfertigung zum zollrechtlich freien Verkehr auf ihre Quoten an.

(4) Der Stand der Ausschöpfung der Quoten der Mitgliedstaaten wird anhand der gemäß Absatz 3 angerechneten Einfuhren festgestellt.

Artikel 8

Die Mitgliedstaaten teilen der Kommission auf deren Antrag mit, welche Einfuhren der betreffenden Waren tatsächlich auf ihre Quoten angerechnet wurden.

Artikel 9

Die Mitgliedstaaten und die Kommission arbeiten im Hinblick auf die Einhaltung dieser Verordnung eng zusammen.

Artikel 10

Diese Verordnung tritt am 1. Januar 1988 in Kraft.

⁽¹⁾ ABl. Nr. L 333 vom 30. 11. 1978, S. 5.

⁽²⁾ ABl. Nr. L 33 vom 4. 2. 1984, S. 2.

Diese Verordnung ist in allen ihren Teilen verbindlich und gilt unmittelbar in jedem Mitgliedstaat.

Geschehen zu Brüssel am

Im Namen des Rates

Der Präsident

Historical Archives of the European Commission

ANEXO I — BILAG I — ANHANG I — ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ I — ANNEX I — ANNEXE I — ALLEGATO I — BIJLAGE I — ANEXO I

MODELOS DE CERTIFICADO DE FABRICACIÓN

MODELLER TIL FREMSTILLINGSCERTIFIKAT

MUSTER DER HERSTELLUNGSBESCHEINIGUNG

ΥΠΟΔΕΙΓΜΑΤΑ ΠΙΣΤΟΠΟΙΗΤΙΚΩΝ ΚΑΤΑΣΚΕΥΗΣ

MODEL CERTIFICATE OF MANUFACTURE

MODÈLES DE CERTIFICAT DE FABRICATION

MODELLI DI CERTIFICATO DI FABBRICAZIONE

MODELLEN VAN CERTIFICAAT VAN VERVAARDIGING

MODELOS DE CERTIFICADO DE FABRICO

Historical Archives of the European Commission

- 11) State whether in pieces, metres, square metres or kilograms.
- 12) The currency of the contract of sale.
- 13) Delete as appropriate.

País de fabricación Fremstillingsland Herstellungsland Χώρα κατασκευής Country of manufacture Pays de fabrication Paese di fabbricazione Land van vervaardiging País de fabrico	Autoridad competente Kompetent myndighed Zuständige Behörde Αρμόδια υπηρεσία Competent authority Autorité compétente Autorità competente Bevoegde autoriteit Autoridade competente
India Indien Indien Ινδία India Inde India India Índia	Textile Committee (para los tejidos de seda) eller (for stoffer af silke) oder (für Gewebe aus Seide) ή (για μεταξωτά υφάσματα) or (for silk fabrics) ou (pour les tissus de soie) o (per i tessuti di seta) of (voor weefsels van zijde) (para os tecidos de seda) Central Silk Board
Pakistan Pakistan Pakistan Πακιστάν Pakistan Pakistan Pakistan Pakistan Paquistão	Export Promotion Bureau
Tailandia Thailand Thailand Ταϊλάνδη Thailand Thaïlande Tailandia Thailand Tailândia	Department of Foreign Trade
Bangladesh Bangladesh Bangladesch Μπαγκλαντές Bangladesh Bangladesh Bangladesh Bangladesh Bangladesh	Export Promotion Bureau
Laos Laos Laos Λάος Laos Laos Laos Laos Laos	Service national de l'artisanat et de l'industrie
Sri Lanka Sri Lanka Sri Lanka Σρι Λάνκα Sri Lanka Sri Lanka Sri Lanka Sri Lanka Sri Lanka	Department of Commerce

País de fabricación Fremstillingsland Herstellungsland Χώρα κατασκευής Country of manufacture Pays de fabrication Paese di fabbricazione Land van vervaardiging País de fabrico	Autoridad competente Kompetent myndighed Zuständige Behörde Αρμόδια υπηρεσία Competent authority Autorité compétente Autorità competente Bevoegde autoriteit Autoridade competente
El Salvador El Salvador El Salvador Ελ Σαλβαδόρ El Salvador El Salvador El Salvador El Salvador El Salvador Honduras Honduras Honduras Ονδούρα Honduras Honduras Honduras Honduras Honduras Indonesia Indonesien Indonesien Ινδονησία Indonesia Indonésie Indonesia Indonesië Indonésia Guatemala Guatemala Guatemala Γουατεμάλα Guatemala Guatemala Guatemala Guatemala Guatemala Argentina Argentina Argentinien Αργεντινή Argentina Argentine Argentina Argentinie Argentina	Dirección de comercio internacional Dirección general de comercio exterior Ministerio de Comercio y de Cooperativas Ministeriet for handel og kooperativer Ministerium für Handel und Genossenschaften Υπουργείο Εμπορίου και Συνεργατισμών Department of Trade and Cooperatives Ministère du commerce et des coopératives Ministero del commercio e delle cooperative Ministerie van Handel en Coöperatieven Ministério do Comércio e das Cooperativas Dirección de comercio interior y exterior Secretaría de Estado y comercio y negociaciones económicas inter-nacionales

COM(87) 558

NOTE POUR MM. LES MEMBRES DE LA COMMISSION

PROCEDURE ECRITE

E/1392/87

Délai :

VENDREDI 13 NOVEMBRE 1987 - 12H

Observations éventuelles à M. WEHRENS (tél. 52362)
tél. secr. 52363, bureau Berl. 11/101

Objet : tissus, velours et peluches, tissés sur métiers à main
- contingents tarifaires communautaires (1988)

Proposition de LORD COCKFIELD

Décision proposée :

- approuver le projet de proposition de règlement du Conseil portant ouverture, répartition et mode de gestion de contingents tarifaires communautaires de certains tissus, velours et peluches, tissés sur métiers à main (1988)
- . Accompagné d'un exposé des motifs

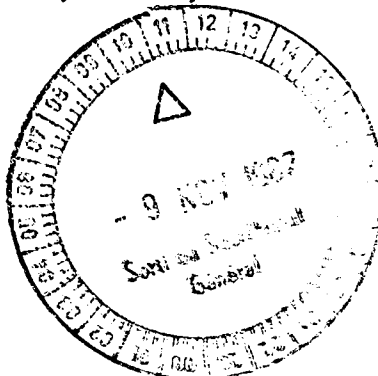
Commentaire

La présente proposition de règlement prévoit d'une part l'ouverture des contingents mentionnés en objet, à raison des montants retenus pour l'année 1987 et d'autre part, la répartition entre les Etats membres d'une partie importante de chacun de ces montants, ainsi que la constitution d'une réserve communautaire destinée à couvrir les besoins supplémentaires des Etats membres. Elle tient compte de l'entrée en vigueur, le 1er janvier 1988, de la nomenclature combinée se substituant au tarif douanier commun.

R. GACHOT
Directeur

Copies à : MM. VILAR, KRENZLER, MOREL, MAYHEW, DEWOST

P.j.



NOTE DU SECRETARIAT GENERAL

PREPARATION DU DOCUMENT

Direction(s) générale(s) responsables(s) : UNION DOUANIERE ET FISCALITE
INDIRECTE

Services associés
-pour accord-

RELATIONS EXTERIEURES

: ACCORD

BUDGETS

: ACCORD

TASK FORCE PME

: ACCORD

-pour avis-

SERVICE JURIDIQUE

: Avis favorable

Langue originale

: FR.

Le document est disponible au Secrétariat Général (BERL. 11/101) pour consultation dans toutes les langues officielles.

La consultation du Parlement Européen

: n'est pas suggérée; son information sera assurée dans le cadre de la procédure spéciale prévue à cet effet (article 113).

La consultation du Comité Economique et Social

: Idem.

ANNEXE - CALENDRIER

Justification des indications de ce calendrier :

L'entrée en vigueur des mesures tarifaires doit avoir lieu le 1er janvier 1988.

La publication au Journal Officiel doit, selon la résolution du Conseil du 27.6.1974, être effectuée avant le 20 novembre 1987.

Date préconisée pour :

la décision du Conseil : octobre 1987

Historical Archives of the European Commission

FICHE FINANCIERE

1. Ligne budgétaire concernée : Chap. 12 art.120
2. Base juridique : art. 113 du traité
3. Intitulé de la mesure tarifaire : Proposition de règlement du Conseil portant ouverture, répartition et mode de gestion des contingents tarifaires communautaires de certains tissus velours et peluches, tissés sur métiers à main, relevant des positions ex 50.09, ex 55.07, ex 55.09 et ex 58.04 du T.D.C. (1988)
4. Objectif : Respect des engagements contractés par la Communauté en marge des négociations Kennedy.
5. Mode de calcul :

N° du T.D.C. : 50.09, 55.07, 55.09, 58.04
Volumes des contingents : 2 316 000 écus et 2 069 000 écus
Droits à appliquer : 0 %
Droits du T.D.C. : moyennes : 1) 5,9 %
 2) 10,1 %
6. Perte de recettes :

- Globale : 2 316 000 écus x 5,9/100 = 136 644 écus
 2 069 000 écus x 10,1/100 = 208 969 écus
 345 613 écus

- Par rapport à l'année 1987, sans changement.

4

FICHE D'IMPACT SUR LA COMPETITIVITE ET L'EMPLOI

Cette proposition est formulée en conformité avec un engagement contractuel de la Communauté. L'impact découlant de cette concession a été pris en considération lors de la prise de décision d'adoption de ce contingent et il n'aura pas un caractère sérieux sur la compétitivité et l'emploi dans la Communauté.

Historical Archives of the European Commission

RESUME DE LA PROPOSITION

Il est proposé à la Commission d'approuver et de transmettre au Conseil la proposition de règlement ci-annexée, portant ouverture, répartition et mode de gestion, pour l'année 1988, des contingents tarifaires communautaires en exemption de droits prévus pour les tissus, velours et peluches tissus sur métiers à main et relevant des positions ex 50.09, ex 55.07, ex 55.09 et ex 58.04 du tarif douanier commun, en faveur de certains pays tiers.

Cette proposition prévoit d'une part l'ouverture des contingents précités à raison des montants retenus pour l'année 1987 et d'autre part la répartition entre les Etats membres d'une partie importante de chacun de ces montants ainsi que la constitution d'une réserve communautaire destinée à couvrir les besoins supplémentaires des Etats membres. Elle tient compte de l'entrée en vigueur, le 1er janvier 1988, de la nomenclature combinée se substituant au tarif douanier commun.

Annexe : une proposition de règlement

Historical Archives of the European Commission

Brussels,

Directorate General for
Customs Union and Indirect Taxation

XXI/914/87 - EN

XXI/A/2

Proposal for a
COUNCIL REGULATION (EEC)

opening, allocating and providing for the administration of a
Community tariff quota for certain handwoven fabrics, pile
and chenille (1988)

EXPLANATORY MEMORANDUM

1. During a round of multilateral negotiations conducted under GATT, the Community expressed its willingness to open every year, subject to certain conditions, one of which was the production of a certificate of manufacture recognized by the relevant authorities, the following quotas :

CCT heading No	Description of goods	Quota amount
ex 50.09	Woven fabrics of silk or of waste silk other than noil, woven on handlooms	1 000 000 UA
ex 55.09	Cotton fabrics woven on handlooms	1 000 000 UA

In pursuance of the Declaration of Intent concerning commercial relations with certain Asian countries and to allow for the participation of the new Member States in the utilization of these quotas, the quota amounts were, with effect from 1 January 1974, stepped up to 2 000 000 units of account.

In addition, following a request put forward by the United Kingdom, which was moreover supported by the Indian and Pakistan authorities, the scope of the quotas was extended, with effect from 1 January 1975, to cover certain silk or cotton textile articles falling within headings ex 50.10, ex 55.07 and ex 58.04 of the Common Customs Tariff.

2. During 1975 and 1976 the Commission proposed to the Council that the annual quota amounts in question should be increased from two million to three million units of account. This proposal was not adopted by the Council, which by Regulations (EEC) Nos 1910/75 of 22 July 1975 (1) and 3361/75 of 18 December 1975 (2), authorized a single increase of 200 000 UA in the quota amount for handwoven silk fabrics. The quota amounts were subsequently increased to 2 316 000 and 2 069 000 ECU respectively to take account of the accession of Greece, Spain and Portugal.
3. The purpose of this Regulation is to open the tariff quotas in question for 1988 at the levels set for 1987 and taking account of the entry into force on 1 January 1988 of the Combined Nomenclature, which replaces the Common Customs Tariff on this date.

The Commission is aware that the transposition of certain tariff concessions from the Common Customs Tariff to the Combined Nomenclature might raise problems which would need to be settled between interested parties. It therefore reserves the right to amend its proposal in the course of the procedure with a view to adjusting it, where appropriate, to requirements.

4. In the absence of detailed statistical data covering the products in question but given the knowledge of the effective use made in the Member States of the same previously opened quotas, the proposed allocation is the same as that adopted for 1987.

Each of the quotas has been divided into two parts, the first (1 180 000 ECU for silk fabrics and 1 386 230 ECU for cotton products) being divided among the Member States and the second being the Community reserve.

5. As regards Article 1 (4)(b) of the annexed Regulation, it is appropriate not to lose sight of the advisability of retaining the solution adopted in previous years regarding the acceptability of a lead seal instead of a stamp marked at the beginning and the end of each item (see the footnote to the text of Article 1 (4)(b) in the proposal for a Regulation). For this purpose the declaration referred to above should again be entered in the Council minutes.
6. As in the preceding periods, the benefit of this tariff quota is reserved for the imports which are covered by a specific certificate. This has hitherto been drawn up in the languages of the Community. In order to simplify and to standardize this type of document the certificate is henceforth replaced by a document in two languages only. One year will be allowed for using up the stocks of old certificates.

Proposal for a
COUNCIL REGULATION (EEC) No
of

opening, allocating and providing for the administration of a Community tariff quota for
certain handwoven fabrics, pile and chenille, (1988)

THE COUNCIL OF THE EUROPEAN COMMUNITIES,

Having regard to the Treaty establishing the European Economic Community, and in particular Article 113 thereof,

Having regard to the proposal from the Commission,

Whereas, as regards handwoven fabrics of silk, waste silk other than noil and cotton, falling within heading Nos ex 50.09 and ex 55.09, the Community has declared its readiness to open annual duty-free Community tariff quotas up to a value (customs value) which, for 1987, amounted to 2 316 000 ECU for silk fabrics and to 2 069 000 ECU for cotton fabrics; whereas products

may be admitted under the Community tariff quota only on production of a certificate of manufacture recognized by the relevant authorities of the European Economic Community, such products being stamped in a manner approved by those authorities at the beginning and end of each item and carried direct from the country of manufacture to the Community; whereas it is,

accordingly, appropriate to open the tariff quotas in question with effect from 1 January 1988, at the levels set for 1987;

Whereas the Community has adopted, with effect from 1 January 1988, a Combined Nomenclature for goods which meets the requirements of the Common Customs Tariff and the Nomenclature of Goods for the External Trade Statistics of the Community and Statistics of Trade between Member States; whereas, in order to accommodate specific Community measures, this Nomenclature has been expanded into an integrated tariff of the European Communities (TARIC); whereas, with effect from the date given above, the Combined Nomenclature and, where appropriate, the TARIC code numbers, should be used for the description of the products covered by this Regulation.

Whereas equal and continuous access to the quotas should be ensured for all Community importers and the rate laid down for the quotas should be applied consistently to all imports until the quotas are used up; whereas, in the light of the principles outlined above, a Community tariff quota arrangement based on an allocation among the Member States would seem to preserve the Community nature of the said quotas; whereas, to represent as closely as possible the actual development of the market in the said goods, the allocation should follow proportionately the requirements calculated both on the basis of statistics of imports from third countries during a representative reference period and on the basis of the economic prospects for the quota year in question;

Whereas, however, in the statistical nomenclatures there is no specific classification for the handwoven fabrics concerned; whereas, in these circumstances, it has been impossible to collect sufficiently precise and representative statistics; whereas the quantities charged against the shares allocated to the Member States for the Community tariff quotas opened for certain of these fabrics for 1984, 1985 and 1986 were as follows:

1. Woven fabrics of silk or of waste silk other than noil
Customs Tariff):

Member States	1984		1985		1986	
	ECU	%	ECU	%	ECU	%
Benelux	31 779	1.82	12 681	0.63	44 284	2.22
Denmark	22 891	1.31	41 784	2.09	60 687	3.04
Germany	1 095 862	62.78	1 269 934	63.44	1 452 095	72.75
Greece	0	0	0	0	0	0
France	306 785	17.58	391 287	19.55	237 718	11.91
Ireland	0	0	0	0	0	0
Italy	130 300	7.47	128 370	6.41	109 000	5.46
United Kingdom	157 850	9.04	157 670	7.88	92 298	4.62

2. Woven fabrics of cotton

Member States	1984		1985		1986	
	ECU	%	ECU	%	ECU	%
Benelux	59 000	2.91	68 998	3.38	112 000	5.57
Denmark	138 001	6.81	267 999	13.12	294 500	14.66
Germany	263 192	12.98	325 655	15.94	511 502	25.46
Greece	0	0	0	0	0	0
France	1 068 000	52.69	852 600	41.74	799 600	39.80
Ireland	0	0	0	0	0	0
Italy	28 274	1.39	56 805	2.78	15 063	0.75
United Kingdom	470 600	23.22	470 600	23.04	276 404	13.76

Whereas, in view of the variations in these figures, no firm conclusion can be reached on the real requirements of each Member State referred to above for the quota period under consideration; whereas the new Member States' requirements can not be accurately determined either; whereas, in order that the Community tariff quotas in question may be allocated fairly among the Member States, the initial percentage shares of the quota volume may be expressed roughly as follows:

Member States	silk goods	cotton goods
Benelux	4,58	3,41
Denmark	4,58	8,72
Germany	41,86	13,05
Greece	3,17	0,82
Spain	2,16	1,30
France	22,88	37,17
Ireland	3,00	2,24
Italy	9,24	3,45
Portugal	0,84	0,09
United Kingdom	7,64	29,75

Whereas, to take account of future import trends for the goods under consideration, each quota volume should be divided into two parts, the first being allocated among the Member States and the second held as a reserve to cover at a later date the requirements of Member States which have used up their initial shares; whereas, to give importers some degree of certainty, the first part of each Community tariff quota should be set at a relatively high level, at approximately 51 % for silk goods and at approximately 67 % for cotton goods;

Whereas the initial shares may be used up at variety rates, whereas, therefore, to avoid any break in the continuity of supplies, any

Member State which has almost used up one of its initial shares should draw a supplementary share from the corresponding reserve; whereas this must be done by each Member State as each one of its supplementary shares is almost used up, and as many times as the reserve allows; whereas each initial and supplementary share must be valid until the end of the quota period; whereas this form of administration requires close collaboration between the Member States and the Commission and the latter must be able to monitor the extent to which the tariff quotas have been used up and inform the Member States accordingly ;

Whereas, if at a given date in the quota period a Member State has a considerable quantity of one of its initial shares left over, it is essential that it should return a significant proportion to the reserve to prevent a part of one or other of the Community quotas from remaining unused in one Member State while it could be used in others;

Whereas, since the Kingdom of Belgium, the Kingdom of the Netherlands and the Grand Duchy of Luxembourg are united within and jointly represented by the Benelux Economic Union, any operation relating to the administration of the quota shares allocated to that economic union may be carried out by any one of its members,

HAS ADOPTED THIS REGULATION :

Article 1

1. From 1 January to 31 December 1988, the customs duties applicable to imports of the following products shall be suspended at the level indicated and within the limits of Community tariff quotas as shown herewith :

Order No	Combined Nomenclature code	Description	Quota volume (in ECU)	Rate of duty
09.0101	ex 50.07	Woven fabrics of silk or of silk waste : - woven on handlooms	2 316 000	0
	58.03	Gauze, other than narrow fabrics of heading No 58.06 :		
	ex 58.03.90-10	of silk or silk waste - woven on handlooms		
	ex 52.08	Woven fabrics of cotton, containing 85 % or more by weight of cotton, weighing not more than 200 g/m2 : - (1)		
	ex 52.09	Woven fabrics of cotton, containing 85 % or more by weight of cotton, weighing more than 200 g/m2 : - (1)		
	ex 52.10	Woven fabrics of cotton, containing less than 85 % by weight of cotton, mixed mainly or solely with man-made fibres, weighing not more than 200 g/m2 : - (1)		
09.0103	ex 52.11	Woven fabrics of cotton, containing less than 85 % by weight of cotton, mixed mainly or solely with man-made fibres, weighing more than 200 g/m2 : - (1)	2 069 000	0
	ex 52.12	Other woven fabrics of cotton : - (1)		
	58.01	Woven pile fabrics and chenille fabrics, other than fabrics of heading No 58.06 : of cotton :		
	ex 58.01.21-00	Uncut weft pile fabrics : - (1)		
	ex 58.01.22-00	Cut corduroy : - (1)		
	ex 58.01.23-00	Other weft pile fabrics : - (1)		

(1) Fabrics woven on handlooms

ex 58.01.24-00	Warp pile fabrics, épinglé (uncut) :		
	- (1)		
ex 58.01.25-00	Warp pile fabrics, cut :		
	- (1)		
ex 58.01.26-00	Chenille fabrics :		
	- (1)		
58.03	Gauze, other than narrow fabrics of heading No 58.06 :		
ex 58.03.10-00	of cotton		
	- (1)		
(1) Fabrics woven on handlooms			

Within the Limits of

these tariff quotas, Spain and Portugal shall apply the duties calculated in accordance with the relevant provisions laid down in the 1985 Act of Accession.

2. For the purposes of this Regulation:

- (a) handwoven fabrics' means fabrics woven on looms moved exclusively by hand or foot;
- (b) customs value' means the value as defined in the relevant Community rules.

3. Admission under these quotas shall, however, be granted only for fabrics, pile and chenille:

- (a) accompanied by a certificate of manufacture recognized by the relevant authorities of the European Economic Community and conforming to one of the examples in Annex I (1) endorsed by one of the recognized authorities of the country of manufacture as given in Annex II;
- (b) bearing, at the beginning and end of each item, a stamp approved by the said authorities (1);
- (c) carried direct from the country of manufacture to the European Economic Community.

4. In this respect, the following shall be considered to have been carried direct:

- (a) goods which, in carriage, do not cross the territory of a not a Member of the European Communities. Goods temporarily held in ports of non-member countries shall not be excluded from the definition of direct carriage provided that they are not transhipped there;
- (b) goods which, in carriage, cross the territory of one or more countries not members of the European Communities or are transhipped in such a country,

- (1) The examples of certificates in Annex 1 to Regulation (EEC) No 3745/86 of 28 November 1986 can however be accepted until 31 December 1988.
- (2) It is agreed that this subparagraph shall not prevent a lead seal approved by the authorities from constituting performance of the terms of this subparagraph.

provided that they cross such territory while covered by a single transport document drawn up in the country of manufacture.

Article 2

1. A first part of the quotas of a value corresponding to 1 180 000 ECU for silk products and 1 386 230 ECU for cotton products shall

be allocated among the Member States; the respective shares of the Member States which, subject to Article 5, shall be valid from 1 January to 31 December 1987 shall correspond to the following values:

- (a) for silk products referred to in Article 1 (1)

	(ECU)
Benelux	54 000
Denmark	54 000
Germany	494 000
Greece	37 400
Spain	25 500
France	270 000
Ireland	35 400
Italy	109 000
Portugal	10 500
United Kingdom	90 200

- (b) for cotton products referred to in Article 1 (1)

	(ECU)
Benelux	47 270
Denmark	120 880
Germany	180 900
Greece	11 370
Spain	18 020
France	515 260
Ireland	31 050
Italy	47 825
Portugal	1 250
United Kingdom	412 405

2. The second part of each of the quotas referred to in Article 1 (1) and corresponding to 1 136 000 and 682 770 ECU respectively, shall constitute the reserve.

3. Regulations (EEC) No 2779/78⁽¹⁾ and (EEC) No 289/84⁽²⁾ shall apply for the purposes of determining the equivalent value in national currencies of amounts expressed in ECU.

Article 3

1. If 90 % or more of one of a Member State's initial shares as specified in Article 2 (1), or of that share Less the portion returned to the reserve where Article 5 is applied, has been used up, that Member State shall without delay, by notifying the Commission, draw a second share equal to 15 % of its initial share, rounded up where necessary to the next whole number, to the extent permitted by the amount of the reserve.
 2. If, after one or other of its initial shares has been used up 90 % or more of the second share drawn by a Member State has been used up, that Member State shall, using the procedure provided for in paragraph 1, draw a third share, equal to 7.5 % of its initial share, rounded up where necessary to the next whole number.
 3. If, after one or other of its second shares has been used up, 90 % or more of the third share drawn by a Member State has been used up, that Member State shall, using the same procedure, draw a fourth share equal to the third.
- This process shall continue to apply until the reserve is used up.
4. By way of derogation from paragraphs 1, 2 and 3, a Member State may draw shares lower than those specified in those paragraphs if there are grounds for believing that they may not be used up. It shall inform the Commission of its reasons for applying this paragraph.

Article 4

Supplementary shares drawn pursuant to Article 3 shall be valid until 31 December 1988.

Article 5

Member States shall return to the reserve, not later than 1 October 1988, the unused portion of their initial share which, on 15 September 1988, is in excess of 20 % of the initial amount. They may return a larger quantity if there are reasons to believe that it might not be used.

Each Member State shall, not later than 1 October 1988, notify the Commission of the total quantities of the said goods imported up to and including 15 September 1988 and charged against the appropriate Community tariff quota, and of any quantities of the initial shares returned to the corresponding reserves.

⁽¹⁾ OJ No L 333, 30. 11. 1978, p. 5.

⁽²⁾ OJ No L 33, 4. 2. 1984, p. 2.

Article 6

The Commission shall keep an account of the shares drawn by the Member States pursuant to Articles 2 and 3 and shall, as soon as it has been notified, inform each State of the extent to which the reserves have been used up.

It shall inform the Member States, not later than 5 October 1988, of the amounts still in reserve after amounts have been returned thereto pursuant to Article 5.

It shall ensure that the drawing which uses up a reserve does not exceed the balance available and to this end shall notify the amount of that balance to the member State making the last drawing.

Article 7

- Article 3 are carried out
1. The Member States shall take all measures necessary to ensure that supplementary drawings of shares pursuant to Article 3 are carried out in such a way that imports may be charged without interruption against their accumulated shares in the Community tariff quotas.
 2. The Member States shall ensure that importers of the products in question have free access to the shares allocated to them.
 3. The Member States shall charge imports of the products against their shares as and when they are entered with the customs authorities for free circulation.
 4. The extent to which a Member State has used up its share shall be determined on the basis of imports charged in accordance with paragraph 3.

Article 8

At the request of the Commission, Member States shall inform it of imports of the products concerned actually charged against their shares.

Article 9

The Member States and the Commission shall cooperate closely in order to ensure that this Regulation is complied with.

Article 10

This Regulation shall enter into force on 1 January 1988.

This Regulation shall be binding in its entirety and directly applicable in all Member States.

Done at Brussels,

For the Council
The President

MODELOS DE CERTIFICADO DE FABRICACIÓN
MODELLER TIL FREMSTILLINGSCERTIFIKAT
MUSTER DER HERSTELLUNGSBESCHEINIGUNG
ΥΠΟΔΕΙΓΜΑΤΑ ΠΙΣΤΟΠΟΙΗΤΙΚΩΝ ΚΑΤΑΣΚΕΥΗΣ
MODEL CERTIFICATE OF MANUFACTURE
MODÈLES DE CERTIFICAT DE FABRICATION
MODELLI DI CERTIFICATO DI FABBRICAZIONE
MODELLEN VAN CERTIFICAAT VAN VERVAARDIGING
MODELOS DE CERTIFICADO DE FABRICO

Historical Archives of the European Commission

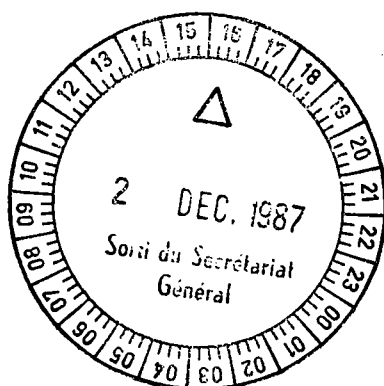
Pais de fabricación Fremstillingsland Herstellungsland Χώρα κατασκευής Country of manufacture Pays de fabrication Paese di fabbricazione Land van vervaardiging Pais de fabrico	Autoridad competente Kompetent myndighed Zuständige Behörde Αρμόδια υπηρεσία Competent authority Autorité compétente Autorità competente Bevoegde autoriteit Autoridade competente
India Indien Indien Ινδία India Inde India India Índia	Textile Committee (para los tejidos de seda) eller (for stoffer af silke) oder (für Gewebe aus Seide) ή (για μεταξωτά υφάσματα) or (for silk fabrics) ou (pour les tissus de soie) o (per i tessuti di seta) of (voor weefsels van zijde) (para os tecidos de seda) Central Silk Board
Pakistán Pakistan Pakistan Πακιστάν Pakistan Pakistan Pakistan Pakistan Paquistão	Export Promotion Bureau
Tailandia Thailand Thailand Ταϊλάνδη Thailand Thaïlande Tailandia Thailand Tailândia	Department of Foreign Trade
Bangladesh Bangladesh Bangladesch Μπαγκλαντές Bangladesh Bangladesh Bangladesh Bangladesh Bangladesh	Export Promotion Bureau
Laos Laos Laos Λάος Laos Laos Laos Laos Laos	Service national de l'artisanat et de l'industrie
Sri Lanka Sri Lanka Sri Lanka Σρι Λάνκα Sri Lanka Sri Lanka Sri Lanka Sri Lanka Sri Lanka	Department of Commerce

Pais de fabricación Fremstillingsland Herstellungsland Χώρα κατασκευής Country of manufacture Pays de fabrication Paese di fabbricazione Land van vervaardiging País de fabrico	Autoridad competente Kompetent myndighed Zuständige Behörde Αρμόδια υπηρεσία Competent authority Autorité compétente Autorità competente Bevoegde autoriteit Autoridade competente
El Salvador El Salvador El Salvador Ελ Σαλβαδόρ El Salvador El Salvador El Salvador El Salvador El Salvador Honduras Honduras Honduras Ονδούρα Honduras Honduras Honduras Honduras Honduras Indonesia Indonesien Indonesien Ινδονησία Indonesia Indonésie Indonesia Indonesië Indonésia Guatemala Guatemala Guatemala Γουατεμάλα Guatemala Guatemala Guatemala Guatemala Guatemala Guatemala Argentina Argentina Argentinien Αργεντινή Argentina Argentine Argentina Argentinie Argentina	Dirección de comercio internacional Dirección general de comercio exterior Ministerio de Comercio y de Cooperativas Ministeriet for handel og kooperativer Ministerium für Handel und Genossenschaften Υπουργείο Εμπορίου και Συνεργατισμών Department of Trade and Cooperatives Ministère du commerce et des coopératives Ministero del commercio e delle cooperative Ministerie van Handel en Coöperatieven Ministério do Comércio e das Cooperativas Dirección de comercio interior y exterior Secretaría de Estado y comercio y negociaciones económicas inter- nacionales

COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

COM(87) 558 final

Bruxelles, le 20 novembre 1987



Proposition de RÈGLEMENT (CEE) DU CONSEIL

portant ouverture, répartition et mode de gestion de
contingents tarifaires communautaires de certains tissus,
velours et peluches, tissés sur métiers à main (1988)

(présentée par la Commission)

COM(87) 558 final

EXPOSE DES MOTIFS

1. Dans le cadre de négociations multilatérales au sein du G.A.T.T., la Communauté s'est déclarée prête à procéder annuellement, sous certaines conditions, dont la présentation d'un certificat de fabrication reconnu par les autorités compétentes, notamment à l'ouverture des contingents tarifaires communautaires suivants, en exemption de droits :

2. No du tarif douanier commun	Désignation des marchandises	Montant du contingent
ex 50.09	Tissus de soie ou de bourre de soie (schappe), tissés sur métiers à main	1 000 000 U.C.
ex 55.09	Tissus de coton, tissés sur métiers à main	1 000 000 U.C.

Dans le cadre de la mise en oeuvre de la Déclaration d'intention concernant les relations commerciales avec certains pays asiatiques, et pour tenir compte de la participation des nouveaux Etats membres dans l'utilisation de ces contingents, les montants contingentaires ont été portés, à partir du 1er janvier 1974, à 2 000 000 d'unités de compte.

Dans le même cadre, et à la suite d'une demande introduite par le Royaume-Uni, appuyée d'ailleurs par les autorités indiennes et pakistanaises, le bénéfice des contingents a été étendu, à partir du 1er janvier 1975, à certains articles textiles en soie ou en coton, relevant des positions ex 50.10, ex 55.07 et ex 58.04 du tarif douanier commun.

2. La Commission a été amenée, au cours des années 1975 et 1976, à proposer au Conseil, l'augmentation des montants contingentaires annuels en question de deux à trois millions d'unités de compte. Cette proposition n'a pas été retenue telle quelle, le Conseil ayant, par ses règlements (CEE) n°s 1910/75 du 22 juillet 1975 (1) et 3361/75 du 18 décembre 1975 (2), admis une seule augmentation de 200 000 U.C. du montant contingentaire affecté aux tissus de soie, tissés sur métiers à main. Pour tenir compte de l'adhésion de la Grèce, de l'Espagne et du Portugal, les montants contingentaires ont été majorés par la suite pour être portés respectivement à 2 316 000 et 2 069 000 écus.
3. La présente proposition a pour but d'ouvrir les contingents tarifaires en question pour l'année 1988, à raison des volumes retenus pour 1987, en tenant compte de l'entrée en vigueur, le 1er janvier 1988, de la nomenclature combinée qui remplace à cette date le tarif douanier commun.
La Commission est consciente du fait que la transposition de certaines concessions tarifaires du tarif douanier commun vers la Nomenclature combinée, peut soulever des problèmes nécessitant une mise au point ultérieure. Elle se réserve donc la possibilité de modifier sa proposition en cours de procédure, pour l'adapter, le cas échéant, en fonction des nécessités.
4. En l'absence de données statistiques détaillées, relatives aux produits concernés et sur base des données d'utilisation effective dans les Etats membres des mêmes contingents ouverts précédemment, la répartition proposée est en fait identique à celle retenue pour l'année 1987. Chaque des montants contingentaires a été divisé en deux tranches, la première (1 120 000 Ecus pour les tissus de soie, 1 386.230 Ecus pour les produits en coton) étant répartie entre les Etats membres, la seconde constituant la réserve communautaire.

(1) J.O. N° L 195 du 26. 7.1975, p. 5

(2) J.O. N° L 336 du 31.12.1975, p. 71

4. En ce qui concerne l'article premier, alinéa 4, littera b), du règlement ci-annexé, il convient de ne pas perdre de vue l'opportunité de retenir la solution adoptée pour les années antérieures, en ce qui concerne l'admissibilité d'un plomb en lieu et place d'un cachet apposé au début et à la fin de chaque pièce (voir à cet égard le renvoi en bas de page au texte de l'article lor alinéa 4 littera b) de la proposition de règlement). A cette fin, il conviendrait d'inscrire à nouveau au P.V. du Conseil la déclaration citée ci-dessus.
5. Comme pour les exercices précédents, le bénéfice de ce contingent est réservé aux importations qui sont accompagnées d'un certificat déterminé qui, jusqu'à présent était rédigé dans les sept langues de la Communauté. En vue de la simplification et de l'uniformisation de ce genre de document, ce certificat est remplacé dorénavant par un seul certificat bilingue. Un délai d'un an est admis pour l'épuisement des anciens certificats.

4

Proposition de
RÈGLEMENT (CEE) N° DU CONSEIL
du

portant ouverture, répartition et mode de gestion des contingents tarifaires communautaires
de certains tissus, velours et peluches, tissés sur métiers à main (1988)

LE CONSEIL DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,

vu le traité instituant la Communauté économique européenne, et notamment son article 113,

vu la proposition de la Commission,

considérant que, pour des tissus de soie ou de bourre de soie (schappe) et des tissus de coton, tissés sur métiers à main, des positions ex 50.09 et ex 55.09 du tarif douanier commun, la Communauté s'est déclarée prête à procéder à l'ouverture de contingents tarifaires communautaires annuels, en exemption de droits, dans la limite pour chacun d'eux d'une valeur (valeur en douane) qui, pour l'année 1987, s'est élevée à 2 316 000 Écus pour les tissus de soie et à 2 069 000 Écus pour les tissus de coton; que l'admission au bénéfice de ces contingents tarifaires communautaires est toutefois subordonnée à la présentation d'un certificat de fabrication reconnu par les autorités compétentes de la Communauté, à l'apposition d'un cachet agréé par ces autorités au début et à la fin de chaque pièce et au transport direct entre le pays de fabrication et la Communauté; qu'il convient dès lors d'ouvrir, le 1^{er} janvier 1988, les contingents tarifaires en question, à raison, des volumes retenus pour l'année 1987;

considérant que la Communauté a adopté, avec effet à partir du 1.1.1988, une nomenclature combinée des marchandises qui répond à la fois aux exigences du tarif douanier commun et des statistiques du Commerce extérieur de la Communauté et du commerce entre ses Etats membres; que, pour couvrir en même temps des réglementations communautaires spécifiques, ladite nomenclature a été élargie par l'établissement d'un tarif intégré des Communautés européennes (TARIC); qu'à partir de cette date, il y a donc lieu d'utiliser la nomenclature combinée et, le cas échéant, les numéros de code TARIC, pour la désignation des produits visés par le présent règlement;

considérant qu'il y a lieu de garantir, notamment, l'accès égal et continu de tous les importateurs auxdits contingents et l'application, sans interruption, du taux prévu pour lesdits contingents à toutes les importations jusqu'à épuisement de ces derniers; qu'un système d'utilisation des contingents tarifaires communautaires fondé sur une répartition entre les Etats membres paraît susceptible de respecter la nature communautaire desdits contingents au regard des principes dégagés ci-avant; que cette répartition, afin de représenter le mieux possible l'évolution réelle des

marchés des produits en question, devrait être effectuée au prorata des besoins calculés, d'une part, d'après des données statistiques relatives aux importations en provenance des pays tiers durant une période de référence représentative et, d'autre part, d'après les perspectives économiques pour l'année contingentaire considérée;

considérant, toutefois, que les tissus en question, tissés sur métiers à main, ne sont pas spécifiés dans les nomenclatures statistiques; que, dans ces conditions, il n'est pas possible de recueillir des données statistiques suffisamment précises et représentatives; que les imputations sur les quotas-parts attribuées aux États membres sur les contingents tarifaires communautaires ouverts pour certains de ces tissus pour les années 1984, 1985 et 1986 s'établissent comme suit:

1. Tissus de soie ou de bourre de soie

États membres	1984		1985		1986	
	en Écus	en %	en Écus	en %	en Écus	en %
Benelux	31 779	1,82	12 681	0,63	44 284	2,22
Danemark	22 821	1,31	41 784	2,09	60 687	3,04
Allemagne	1 095 862	62,78	1 269 934	63,44	1 452 095	72,75
Grèce	0	0	0	0	0	0
France	306 785	17,58	391 287	19,55	237 718	11,91
Irlande	0	0	0	0	0	0
Italie	130 300	7,47	128 370	6,41	109 000	5,46
Royaume-Uni	157 850	9,04	157 670	7,88	92 298	4,62

2. Tissus de coton

États membres	1984		1985		1986	
	en Écus	en %	en Écus	en %	en Écus	en %
Benelux	59 000	2,91	68 998	3,38	112 000	5,57
Danemark	138 001	6,81	267 999	13,12	294 500	14,66
Allemagne	263 192	12,98	325 655	15,94	511 502	25,46
Grèce	0	0	0	0	0	0
France	1 068 000	52,69	852 600	41,74	799 600	39,80
Irlande	0	0	0	0	0	0
Italie	28 274	1,39	56 805	2,78	15 063	0,75
Royaume-Uni	470 600	23,22	470 600	23,04	276 404	13,76

que ces seuls éléments, en raison notamment des variations intervenues, ne permettent pas de se faire une opinion décisive au sujet des besoins réels de chacun des États membres précités au cours de la période contingentaire envisagée; que les besoins des nouveaux États membres ne peuvent non plus être déterminés avec exactitude; que, dans ces conditions, et en vue de permettre une répartition équitable des contingents tarifaires communautaires considérés, il est permis d'évaluer approximativement comme suit les pourcentages de participation initiale aux montants contingentaires:

États membres	Produits en soie	Produits en coton
Benelux	4,58	3,41
Danemark	4,58	8,72
Allemagne	41,86	13,05
Grèce	3,17	0,82
Espagne	2,16	1,30
France	22,88	37,17
Irlande	3,00	2,24
Italie	9,24	3,45
Portugal	0,84	0,09
Royaume-Uni	7,64	29,75

considérant que, pour tenir compte de l'évolution éventuelle des importations desdits produits, il convient de diviser en deux tranches les montants contingentaires, la première tranche étant répartie entre les États membres, la deuxième tranche constituant une réserve destinée à couvrir ultérieurement les besoins des États membres ayant épuisé leurs quotes-parts initiales; que, pour assurer aux importateurs une certaine sécurité, il est indiqué de fixer la première tranche de chaque contingent communautaire à un niveau relativement important, se situant à environ 51 % pour les produits en soie et à 57 % pour les produits en coton;

considérant que les quotes-parts initiales peuvent être épuisées plus ou moins rapidement; que, pour tenir compte de ce fait et éviter toute discontinuité, il importe que tout État membre ayant utilisé presque totalement l'une de ses quotes-parts initiales procède à un tirage d'une quote-part complémentaire sur la réserve correspondante; que ce tirage doit être effectué, par chaque État membre, lorsque chacune de ses quotes-parts complémentaires est presque totalement utilisée, et ce autant de fois que le permet chacune des réserves; que chacune des quotes-parts initiales et complémentaires doit être valable jusqu'à la fin de la période contingentielle; que ce mode de gestion requiert une collaboration étroite entre les États membres et la Commission, laquelle doit notamment pouvoir suivre l'état d'épuisement des contingents tarifaires et en informer les États membres;

considérant que si, à une date déterminée de la période contingentielle, un reliquat important de l'une des quotes-parts initiales existe dans l'un ou l'autre État membre, il est indispensable que cet État en reverse un pourcentage appréciable dans la réserve correspondante, afin d'éviter qu'une partie de l'un ou l'autre des contingents communautaires ne soit pas utilisée dans un État membre alors qu'elle pourrait l'être dans d'autres;

considérant que, le royaume de Belgique, le royaume des Pays-Bas et le grand-duché de Luxembourg étant réunis et représentés par l'union économique Benelux, toute opération relative à la gestion des quotes-parts attribuées à ladite union économique peut être effectuée par l'un de ses membres,

A ARRÊTÉ LE PRÉSENT RÉGLEMENT:

Article premier

1. Du 1^{er} janvier au 31 décembre 1983, les droits de douane applicables à l'importation des produits désignés ci-après sont suspendus au niveau et dans la limite de contingents tarifaires communautaires indiqués en regard:

Numéro d'ordre	Code de la nomenclature combinée	Désignation des marchandises	Volume du contingent (en Écus)	Droit contingentaire (en %)
09.0101	ex 50.07	Tissus de soie ou de déchets de soie : - tissés sur métiers à main	2 316 000	0
	58.03	Tissus à point de gaze, autres que les articles du n° 58.06 :		
	ex 58.03.90-10	de soie ou de déchets de soie - tissés sur métiers à main		
	ex 52.08	Tissus de coton, contenant au moins 85 % en poids de coton, d'un poids n'excédant pas 200 g/m ² : - (1)		
	ex 52.09	Tissus de coton, contenant au moins 85 % en poids de coton, d'un poids excédant 200 g/m ² : - (1)		
09.0103	ex 52.10	Tissus de coton, contenant moins de 85 % en poids de coton, mélangés principalement ou uniquement avec des fibres synthétiques ou artificielles, d'un poids n'excédant pas 200 g/m ² : - (1)	2 059 000	0
	ex 52.11	Tissus de coton, contenant moins de 85 % en poids de coton, mélangés principalement ou uniquement avec des fibres synthétiques ou artificielles, d'un poids excédant 200 g/m ² : - (1)		
	ex 52.12	Autres tissus de coton : - (1)		
	58.01	Velours et peluches tissés et tissus de chenille, autres que les articles du n° 58.06 : de coton :		
	ex 58.01.21-00	Velours et peluches par la trame, non coupés : - (1)		

ex 58.01.22-00	Velours et peluches par la trame, non coupés, côtelés :	
	- (1)	
ex 58.01.23-00	autres velours et peluches par la trame :	
	- (1)	
ex 58.01.24-00	Velours et peluches par la chaîne, épinglés :	
	- (1)	
ex 58.01.25-00	Velours et peluches par la chaîne, coupés :	
	- (1)	
ex 58.01.26-00	Tissus de chenille :	
	- (1)	
58.03	Tissus à point de gaze, autres que les articles du n° 58.06 :	
ex 58.03.10-00	de coton	
	- (1)	

(1) Produits tissés sur métiers à main

Dans le cadre des ces contingents tarifaires, l'Espagne et le Portugal appliquent des droits calculés conformément aux dispositions fixées en la matière dans l'acte d'adhésion de 1985.

2. Pour l'application du présent règlement, sont considérés comme:

- a) métiers à main, les métiers qui, pour la fabrication des tissus, sont mus exclusivement par des mouvements des mains ou des pieds;
- b) valeur en douane, la valeur telle qu'elle est définie par la réglementation communautaire en la matière.

3. Le bénéfice de ces contingents est toutefois réservé aux tissus, velours et peluches:

- a) accompagnés d'un certificat de fabrication reconnu par les autorités compétentes de la Communauté économique européenne et conforme au modèle figurant à l'annexe I (1), visé par l'une des autorités reconnues du pays de fabrication figurant à l'annexe II;
- b) portant au début et à la fin de chaque pièce un cachet agréé par lesdites autorités (2);
- c) transportés directement entre le pays de fabrication et la Communauté économique européenne.

(1) Les modèles de certificats repris à l'annexe I du règlement (CEE) n° 3745/86 du 28 novembre 1986, peuvent toutefois être acceptés jusqu'au 31 décembre 1988.

(2) Il est convenu que cet alinéa ne fait pas obstacle à ce qu'un plomb agréé par les autorités permette de satisfaire aux conditions prévues dans cet alinéa.

4. À cet égard, sont considérés comme transportées directement :

- a) les marchandises dont le transport s'effectue sans emprunt du territoire d'un pays non membre des Communautés européennes. Il est précisé que les escales faites dans les ports de pays non membres des Communautés européennes ne sont pas interruptives du transport direct à condition que les marchandises ne fassent pas l'objet de transbordement lors de ces escales ;
- b) les marchandises dont le transport s'effectue avec emprunt du territoire d'un ou de plusieurs pays non membres des Communautés européennes, ou transbordement dans un tel pays, pour autant que la traversée de ces derniers pays ou le transbordement s'accomplissent sous le couvert d'un titre de transport unique établi dans le pays de fabrication.

Article 2

1. Une première tranche, d'un volume correspondant à une valeur de 1 180 000 Écus pour les produits de soie, et à 1 386 230 Ecus pour les produits de coton est répartie entre les Etats membres ; les quotes-parts qui, sous réserve de l'article 5, sont valables du 1^{er} janvier à 31 décembre 1988, s'élèvent aux volumes correspondant aux valeurs indiquées ci-après :

- a) pour les produits de soie, visés à l'article 1er, paragraphe 1 :

	(en Écus)
Benelux	54 000
Danemark	54 000
Allemagne	494 000
Grèce	37 400
Espagne	25 500
France	270 000
Irlande	35 400
Italie	109 000
Portugal	10 500
Royaume-Uni	90 200

- b) pour les produits de coton, visés à l'article 1er paragraphe 1 :

	(en Écus)
Benelux	47 270
Danemark	120 580
Allemagne	180 900
Grèce	11 370
Espagne	13 020
France	515 260
Irlande	31 050
Italie	47 825
Portugal	1 250
Royaume-Uni	412 405

2. La deuxième tranche de chacun des contingents visés à l'article 1^{er} paragraphe 1, qui correspond respectivement à 1 136 000 et 682 770 Ecus, constitue la réserve.

3. Les règlements (CEE) n° 2779/78 ⁽¹⁾ et (CEE) n° 289/84 ⁽²⁾ sont applicables pour le calcul des contrevaieurs en monnaies nationales des montants exprimés en Écus.

Article 3

1. Si l'une des quotes-parts initiales d'un État membre, telle qu'elle est fixée à l'article 2 paragraphe 1, ou cette même quote-part diminuée de la fraction reversée à la réserve correspondante — s'il a été fait application de l'article 5 — est utilisée à concurrence de 90 % ou plus, cet État membre procède sans délai, par voie de notification à la Commission, au tirage d'une deuxième quote-part égale à 15 % de sa quote-part initiale, arrondie éventuellement à l'unité supérieure, dans la mesure où le montant de la réserve le permet.

2. Si, après épuisement de l'une ou l'autre de ses quotes-parts initiales, la deuxième quote-part tirée par un État membre est utilisée à concurrence de 90 % ou plus, cet État membre procède, dans les conditions prévues au paragraphe 1, au tirage d'une troisième quote-part égale à 7,5 % de sa quote-part initiale, éventuellement arrondie à l'unité supérieure.

3. Si, après épuisement de l'une ou l'autre deuxième quote-part, la troisième quote-part tirée par un État membre est utilisée à concurrence de 90 % ou plus, cet État membre procède, dans les mêmes conditions, au tirage d'une quatrième quote-part égale à la troisième.

Ce processus s'applique jusqu'à épuisement de chacune des réserves.

4. Par dérogation aux paragraphes 1, 2 et 3, les États membres peuvent procéder au tirage de quotes-parts inférieures à celles fixées par ces paragraphes, s'il existe des raisons d'estimer que celles-ci risquent de ne pas être épuisées. Ils informent la Commission des motifs qui les ont déterminés à appliquer le présent paragraphe.

Article 4

Chacune des quotes-parts complémentaires tirées en application de l'article 3 est valable jusqu'au 31 décembre 1988.

Article 5

Les États membres reversent à la réserve, au plus tard le 1^{er} octobre 1988, la fraction non utilisée de leur quote-part initiale qui, à la date du 15 septembre 1988, excède 20 % du montant initial. Ils peuvent reverser une quantité plus importante, s'il existe des raisons d'estimer que celle-ci risque de ne pas être utilisée.

Les États membres communiquent à la Commission, au plus tard le 1^{er} octobre 1988, le total des importations des produits en question réalisées jusqu'au 15 septembre 1988

et imputées sur chacun des contingents, ainsi que, éventuellement, la fraction de chacune de leurs quotes-parts initiales qu'ils reversent à la réserve correspondante.

Article 6

La Commission comptabilise les montants des quotes-parts ouvertes par les États membres conformément aux articles 2 et 3 et informe chacun d'eux, dès que les notifications lui parviennent, de l'état d'épuisement des réserves.

Elle informe les États membres, au plus tard le 5 octobre 1988, de l'état de chacune des réserves après les versements effectués en application de l'article 5.

Elle veille à ce que le tirage qui épuise l'une des réserves soit limité au solde disponible et, à cet effet, en précise le montant à l'État membre qui procède à ce dernier tirage.

Article 7

1. Les États membres prennent toute disposition utile pour que l'ouverture des quotes-parts complémentaires qu'ils ont tirées en application de l'article 3 rende possibles les imputations, sans discontinuité, sur leur part cumulée, des contingents tarifaires communautaires.

2. Les États membres garantissent aux importateurs des produits en question le libre accès aux quotes-parts qui leur sont attribuées.

3. Les États membres procèdent à l'imputation sur leurs quotes-parts des importations des produits en question au fur et à mesure que ces produits sont présentés en douane sous le couvert de déclarations de mise en libre pratique.

4. L'état d'épuisement des quotes-parts de chaque État membre est constaté sur la base des importations imputées dans les conditions définies au paragraphe 3.

Article 8

À la demande de la Commission, les États membres l'informent des importations effectivement imputées sur leurs quotes-parts.

Article 9

Les États membres et la Commission collaborent étroitement afin que le présent règlement soit respecté.

Article 10

Le présent règlement entre en vigueur le 1^{er} janvier 1988.

⁽¹⁾ JO n° L 333 du 30. 11. 1978, p. 5.

⁽²⁾ JO n° L 33 du 14. 2. 1984, p. 2.

11

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le

Par le Conseil

Le président

Historical Archives of the European Commission

ANEXO I — BILAG I — ANHANG I — ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ I — ANNEX I — ANNEXE I — ALLEGATO I — BIJLAGE I — ANEXO I

MODELOS DE CERTIFICADO DE FABRICACIÓN

MODELLER TIL FREMSTILLINGSCERTIFIKAT

MUSTER DER HERSTELLUNGSBESCHEINIGUNG

ΥΠΟΔΕΙΓΜΑΤΑ ΠΙΣΤΟΠΟΙΗΤΙΚΩΝ ΚΑΤΑΣΚΕΥΗΣ

MODEL CERTIFICATE OF MANUFACTURE

MODELES DE CERTIFICAT DE FABRICATION

MODELLI DI CERTIFICATO DI FABBRICAZIONE

MODELLEN VAN CERTIFICAAT VAN VERVAARDIGING

MODELOS DE CERTIFICADO DE FABRICO

1 Exporter (Name, full address, country) Exportateur (Nom, adresse complète, pays)	2 Number Numéro	00000	
3 Consignee (Name, full address, country) Destinataire (Nom, adresse complète, pays)	CERTIFICATE RELATING TO SILK OR COTTON HANDLOOM PRODUCTS issued with a view to obtaining the benefit of the preferential tariff regime in the European Economic Community CERTIFICAT CONCERNANT LES PRODUITS DE SOIE OU DE COTON, TESSÉS SUR MÉTIERS À MAIN délivré en vue de l'obtention du bénéfice du régime tarifaire préférentiel dans la Communauté économique européenne		
6 Place and date of shipment — Means of transport Lieu et date d'embarquement — moyen de transport	4 Country of manufacture Pays de fabrication	5 Country of destination Pays de destination	
8 Marks and numbers — Number and kind of packages — DETAILED DESCRIPTION OF GOODS Marques et numéros — nombre et nature des colis — DÉSIGNATION DÉTAILLÉE DES MARCHANDISES	9 Quantity (1) Quantité (1)		10 FOB value (2) Valeur fob (2)
11 CERTIFICATION BY THE COMPETENT AUTHORITY — VISA DE L'AUTORITÉ COMPÉTENTE I, the undersigned, certify that: — the consignment described above contains only handloom textile products of the cottage industry of the country shown in box No 4; — to each piece is attached: — at the beginning and end, an approved stamp (2). — a seal No (2). Je soussigné, certifie que l'envoi décrit ci-dessus contient exclusivement des produits textiles fabriqués sur métiers à main par l'artisanat rural du pays indiqué dans la case n° 4: — chaque pièce est munie { au début et à la fin, d'un cachet agréé (2) d'un plomb n° (2). 12 Competent authority (Name, full address, country) Autorité compétente (Nom, adresse complète, pays) At, on A le			

(1) Indiquer s'il s'agit d'un nombre de pièces, de mètres, de m² ou de kilogrammes.
(2) Dans la monnaie du contrat de vente.
(3) Biffer la mention inutile.

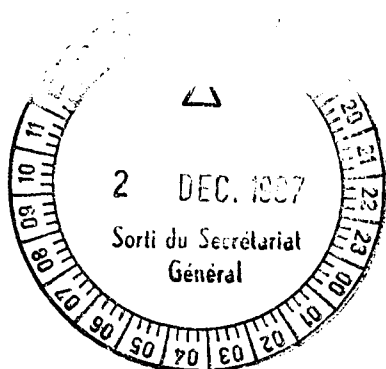
Indiquer en pièces, mètres, square metres or kilograms.
(2) In the currency of the contract of sale.
(3) Delete as appropriate.

País de fabricación Fremstillingsland Herstellungsland Χώρα κατασκευής Country of manufacture Pays de fabrication Paese di fabbricazione Land van vervaardiging País de fabrico	Autoridad competente Kompetent myndighed Zuständige Behörde Αρχή υπαρκτή Competent authority Autorité compétente Autorità competente Bevoegde autoriteit Autoridade competente
India Indien Indien Ινδία India Inde India India Índia	Textile Committee { (para los tejidos de seda) eller (for stoffer af silke) oder (für Gewebe aus Seide) ή (για μεταξωτά υφάσματα) or (for silk fabrics) ou (pour les tissus de soie) o (per i tessuti di seta) of (voor weefsels van zijde) (para os tecidos de seda) } Central Silk Board
Pakistán Pakistan Pakistan Πακιστάν Pakistan Pakistan Pakistan Pakistan Paquistão	Export Promotion Bureau
Tailandia Thailand Thailand Ταϊλάνδη Thailand Thaïlande Tailandia Thailand Tailândia	Department of Foreign Trade
Bangladesh Bangladesh Bangladesch Μπαγκλαντές Bangladesh Bangladesh Bangladesh Bangladesh Bangladesh	Export Promotion Bureau
Laos Laos Laos Λαός Laos Laos Laos Laos Laos	Service national de l'artisanat et de l'industrie
Sri Lanka Sri Lanka Sri Lanka Σρι Λάνκα Sri Lanka Sri Lanka Sri Lanka Sri Lanka Sri Lanka	Department of Commerce

KOMMISSION DER EUROPÄISCHEN GEMEINSCHAFTEN

KOM(87) 558 endg.

Brüssel, den 20. November 1987



Vorschlag für eine VERORDNUNG (EWG) DES RATES

über die Eröffnung, Aufteilung und Verwaltung der Gemeinschaftszollkontingente
für bestimmte Gewebe und bestimmten Samt und Plüsch, auf Handwebstühlen
hergestellt (1988)

(von der Kommission vorgelegt)

KOM(87) 558 endg.

BEGRÜNDUNG

1. Im Rahmen der multilateralen Handelsverhandlungen im GATT hat sich die Gemeinschaft bereiterklärt, unter bestimmten Voraussetzungen, darunter z.B. der Vorlage einer von den zuständigen Behörden anerkannten Herstellungsbescheinigung, jährlich nachstehende zollfreie Zollkontingente zu eröffnen :

Nr. des Gemeinsamen Zolltarifs	Warenbeschreibung	Kontingents- betrag
ex 50.09	Gewebe aus Seide, Schappe- seide oder Bouretteseide, auf Handwebstühlen herge- stellt	1 000 000 RE
ex 55.09	Gewebe aus Baumwolle, auf Handwebstühlen hergestellt	1 000 000 RE

Zur Verwirklichung der Absichtserklärung über die Handelsbeziehungen mit bestimmten asiatischen Ländern und zur Berücksichtigung der Beteiligung neuer Mitgliedstaaten an der Ausnutzung dieser Kontingente sind die Kontingentsbeträge ab 1. Januar 1974 auf 2 000 000 RE erhöht worden.

Im gleichen Rahmen wurden im Anschluß an einen Antrag des Vereinigten Königreichs, der auch von den Behörden Indiens und Pakistans unterstützt wurde, die Kontingente ab 1. Januar 1975 auf bestimmte Textilwaren aus Seide oder Baumwolle der Tarifnummern ex 50.10, ex 55.07 und ex 58.04 des Gemeinsamen Zolltarifs ausgedehnt.

2. Die Kommission sah sich in den Jahren 1975 und 1976 veranlasst, dem Rat die Erhöhung der betreffenden jährlichen Kontingentsbeträge von zwei auf drei Millionen Rechnungseinheiten vorzuschlagen. Dieser Vorschlag wurde nicht unverändert angenommen, da der Rat mit seinen Verordnungen (EWG) Nr. 1910/75 vom 22. Juli 1975 (1) und 3361/75 vom 18. Dezember 1975 (2) lediglich eine Erhöhung des Kontingentsbetrages für auf Handwebstühle hergestellte Seidengewebe um 200 000 RE genehmigte.

(1) ABl. Nr. L 195 vom 26.7.1975, S. 5

(2) ABl. Nr. L 336 vom 3.12.1975, S. 71

Um den Beitritt Griechenlands, Spaniens und Portugals Rechnung zu tragen, wurden die Kontingentsbeträge auf 2 316 000 bzw. 2 069 000 ECU erhöht.

3. Mit diesem Vorschlag sollen die betreffenden Zollkontingente für das Jahr 1988 nach Maßgabe der für 1987 festgelegten Mengen eröffnet werden, und zwar unter Berücksichtigung des Inkrafttretens der kombinierten Nomenklatur, die den Gemeinsamen Zollltarif ersetzt, am 1. Januar 1988.

Die Kommission ist sich der Tatsache bewußt, daß die Einfächerung bestimmter Zollzugeständnisse des Gemeinsamen Zollltarifs in die kombinierte Nomenklatur Probleme aufwerfen kann, die später geklärt werden müssen. Sie behält sich daher die Möglichkeit vor, ihren Vorschlag im Laufe des Verfahrens abzuändern, um ihn gegebenenfalls den jeweiligen Erfordernissen anzupassen.

4. Detaillierte statistische Angaben zu den betreffenden Waren liegen nicht vor. Anhand der Daten über die tatsächliche Ausnutzung der in den Vorjahren eröffneten gleichen Kontingente durch die Mitgliedstaaten wird für de facto die gleiche Aufteilung wie für das Jahr 1987 vorgeschlagen.
Jeder der Kontingentsbeträge wurde in zwei Raten aufgeteilt, wovon die erste (1 180 000 ECU für Gewebe aus Seide, 1 386 230 ECU für Baumwollwaren) zwischen den Mitgliedstaaten aufgeteilt wird und die zweite Rate als Reserve bestimmt ist.

5. Hinsichtlich Artikel 1, Absatz 4, Buchstabe b) der beigefügten Verordnung sei bemerkt, daß es zweckmässig wäre, die für die Vorjahre angenommene Lösung, d.h. Zulassung einer Plombe anstelle eines Stempels zu Beginn und am Ende eines jeden Webstücks, zu bestätigen (siehe hierzu die Fußnote zum Wortlaut von Artikel 1, Absatz 4, Buchstabe b) des Verordnungsvorschlags).
6. Wie in den vorhergehenden Kontingentszeiträumen ist die Begünstigung des Kontingents den Einführen vorbehalten, die von einer bestimmten Bescheinigung begleitet sind, diese war bisher in den Sprachen der Gemeinschaft abgefasst. Im Hinblick auf eine Vereinfachung und Vereinheitlichung dieser Art von Dokumenten wird diese Bescheinigung nunmehr durch eine einzige zweisprachige ersetzt. Eine Frist von einem Jahr ist für den Aufbrauch der vorherigen Bescheinigungen vorgesehen.

Vorschlag für eine
VERORDNUNG (EWG) Nr. DES RATES

vom

zur Eröffnung, Aufteilung und Verwaltung der Gemeinschaftszollkontingente für bestimmte
Gewebe und bestimmten Samt und Plüsch, auf Handwebstühlen hergestellt,
(1988)

DER RAT DER EUROPÄISCHEN GEMEINSCHAFTEN —

gestützt auf den Vertrag zur Gründung der Europäischen
Wirtschaftsgemeinschaft, insbesondere auf Artikel 113,

auf Vorschlag der Kommission,

in Erwägung nachstehender Gründe:

Die Gemeinschaft hat sich bereit erklärt, für Gewebe aus
Seide oder Schappeseide und für Gewebe aus Baumwolle,
auf Handwebstühlen hergestellt, der Tarifnummern
ex 50.09 bzw. ex 55.09 jährlich zollfreie Gemeinschafts-
zollkontingente bis zum Wert (Zollwert) von -- nach dem
Stand von 1987 — 2 316 000 ECU bei Geweben aus Seide
und von 2 069 000 ECU bei Geweben aus Baumwolle zu
eröffnen.

Die Zulassung zu diesen Gemeinschaftszollkontingenten ist
jedoch an die Vorlage einer von den zuständigen Behörden
der Gemeinschaft anerkannten Herstellungsbescheinigung,
die Anbringung eines von diesen Behörden zugelassenen
Stempels am Anfang und Ende eines jeden Webstücks und
an die nichtunterbrochene Beförderung vom Herstellungs-
land in die Gemeinschaft gebunden. Die betreffenden Zoll-

kontingente sind demnach am 1. Januar 1988 nach Mass-
gabe der für das Jahr 1987 festgelegten
Mengen zu eröffnen.

Die Gemeinschaft hat mit Wirkung von 1.1.1988 eine Warennomenklatur
angenommen, die den Erfordernissen des Gemeinsamen Zollltarifs
wie auch der Statistik des Aussenhandels der Gemeinschaft und des
Handels zwischen ihren Mitgliedstaaten entspricht. Um die besonderen
Gemeinschaftsregelungen zu erfassen, wurde diese Nomenklatur durch
einen integrierten Tarif der Europäischen Gemeinschaften (TARIC)
erweitert. Ab dem genannten Zeitpunkt sind für die in dieser
Verordnung aufgeführten Waren daher die kombinierte Nomenklatur
und gegebenenfalls die TARIC-Codenummern zu verwenden.

Es ist vor allem sicherzustellen, daß alle Importeure den
gleichen und kontinuierlichen Zugang zu diesen Kontingen-
ten haben und daß der vorgesehene Kontingentszollsatz
fortlaufend auf sämtliche Einfuhren bis zur völligen Aus-
schöpfung der Kontingente angewandt wird. Der Gemein-
schaftscharakter dieser Kontingente kann unter Beachtung
der obigen Grundsätze dadurch gewahrt werden, daß bei
der Ausnutzung dieser Gemeinschaftszollkontingente von
einer Aufteilung der Beträge auf die Mitgliedstaaten ausge-
gangen wird. Damit die tatsächliche Marktentwicklung bei

diesen Waren weitmöglichst berücksichtigt wird, sollte diese Aufteilung entsprechend dem Bedarf vorgenommen werden, der anhand der statistischen Angaben über die während eines repräsentativen Bezugszeitraums getätigten Einfuhren aus dritten Ländern sowie nach den Wirtschaftsaussichten für das betreffende Kontingentsjahr berechnet wird.

Diese auf Handwebstühlen hergestellten Gewebe sind in den Statistiken nicht gesondert aufgeführt. Unter diesen Umständen ist es unmöglich, ausreichend genaue und repräsentative statistische Angaben einzuholen. Die Mitgliedstaaten haben die ihnen zugeteilten Quoten der Gemeinschaftszollkontingente, die 1984, 1985 und 1986 für bestimmte Gewebe dieser Art eröffnet wurden, wie folgt in Anspruch genommen:

1. Gewebe aus Seide oder Schappeseide

Mitgliedstaaten	1984		1985		1986	
	in ECU	in %	in ECU	in %	in ECU	in %
Benelux	31 779	1,82	12 681	0,63	44 284	2,22
Dänemark	22 891	1,31	41 784	2,09	60 687	3,04
Deutschland	1 095 862	62,78	1 269 934	63,44	1 452 095	72,75
Griechenland	0	0	0	0	0	0
Frankreich	306 785	17,58	391 287	19,55	237 718	11,91
Irland	0	0	0	0	0	0
Italien	130 300	7,47	128 370	6,41	109 000	5,46
Vereinigtes Königreich	157 850	9,04	157 670	7,88	92 298	4,62

2. Gewebe aus Baumwolle

Mitgliedstaaten	1984		1985		1986	
	in ECU	in %	in ECU	in %	in ECU	in %
Benelux	59 000	2,91	68 998	3,38	112 000	5,57
Dänemark	138 001	6,81	267 999	13,12	294 500	14,66
Deutschland	263 192	12,98	325 655	15,94	511 502	25,46
Griechenland	0	0	0	0	0	0
Frankreich	1 068 000	52,69	852 600	41,74	799 600	39,80
Irland	0	0	0	0	0	0
Italien	28 274	1,39	56 805	2,78	15 063	0,75
Vereinigtes Königreich	470 600	23,22	470 600	23,04	276 404	13,76

Mit diesen Angaben läßt sich vor allem wegen der inzwischen eingetretenen Änderungen kein endgültiges Bild von dem tatsächlichen Bedarf jedes der genannten Mitgliedstaaten während des kommenden Kontingentszeitraums gewinnen. Der Bedarf der neuen Mitgliedstaaten kann gleichfalls nicht mit Genauigkeit festgestellt werden. Um unter diesen Umständen eine gerechte Verteilung der betreffenden Gemeinschaftszollkontingente zu ermöglichen, läßt sich die erste Beteiligung an den Kontingentsmengen prozentual annähernd wie folgt veranschlagen:

Mitgliedstaaten	Waren aus Seide (ex 50.09 des Gemein- samen Zolltarifs)	Waren aus Baumwolle (ex 55.07, ex 55.09 und ex 58.04 des Gemein- samen Zolltarifs)
Benelux	4,58	3,41
Dänemark	4,58	8,72
Deutschland	41,86	13,05
Griechenland	3,17	0,82
Spanien	2,16	1,30
Frankreich	22,88	37,17
Irland	3,00	2,24
Italien	9,24	3,45
Portugal	0,84	0,09
Vereinigtes Königreich	7,64	29,75

Um der möglichen Entwicklung der Einfuhren der betreffenden Waren Rechnung tragen zu können, sollten die Kontingentsmengen in zwei Raten geteilt werden, wobei die erste Rate unter den Mitgliedstaaten aufgeteilt wird und die zweite Rate als Reserve zur späteren Deckung des Bedarfs derjenigen Mitgliedstaaten, die ihre ersten Quoten ausgeschöpft haben, bestimmt ist. Um den Importeuren eine gewisse Sicherheit zu geben, ist es angezeigt, die erste Rate jedes Gemeinschaftszollkontingents relativ hoch festzusetzen, und zwar auf etwa 51 v. H. für Waren aus Seide und auf 67 v. H. für Waren aus Baumwolle.

Die ersten Quoten können mehr oder weniger rasch ausgeschöpft sein. Um Unterbrechungen zu vermeiden, muß

daher jeder Mitgliedstaat, der eine seiner ersten Quoten fast ganz ausgeschöpft hat, die Ziehung einer zusätzlichen Quote auf die entsprechende Reserve vornehmen. Diese Ziehung muß jeder Mitgliedstaat vornehmen, wenn seine jeweilige zusätzliche Quote fast ganz ausgeschöpft ist, und zwar so oft es die entsprechende Reserve zuläßt. Die ersten und die zusätzlichen Quoten müssen bis zum Ende des Kontingentszeitraums gelten. Diese Art der Verwaltung erfordert eine enge Zusammenarbeit zwischen den Mitgliedstaaten und der Kommission, die vor allem die Möglichkeit haben muß, den Stand der Ausschöpfung der Zollkontingente zu verfolgen und die Mitgliedstaaten darüber zu unterrichten.

Ist zu einem bestimmten Zeitpunkt des Kontingentszeitraums in einem der Mitgliedstaaten ein größerer Restbetrag der ersten Quoten vorhanden, so muß dieser Staat einen erheblichen Prozentsatz davon auf die entsprechende Reserve übertragen, um zu verhindern, daß ein Teil des einen oder anderen Gemeinschaftskontingents in einem Mitgliedstaat nicht ausgeschöpft wird, während er in anderen Mitgliedstaaten verwendet werden könnte.

Da sich das Königreich Belgien, das Königreich der Niederlande und das Großherzogtum Luxemburg zu der Wirtschaftsunion Benelux zusammengeschlossen haben und durch diese vertreten werden, kann jede Maßnahme im Zusammenhang mit der Verwaltung der dieser Wirtschaftsunion zugewiesenen Quoten durch eines ihrer Mitglieder durchgeführt werden —

HAT FOLGENDE VERORDNUNG ERLASSEN :

Artikel 1

1. Vom 1. Januar bis zum 31. Dezember 1988 werden die bei der Einfuhr der nachstehend bezeichneten Waren anwendbaren Zollsätze in Höhe und im Rahmen von Gemeinschaftszollkontingenten wie folgt ausgesetzt :

Lfd. Nr	Code der kombinierten Nomenklatur	Warenbezeichnung	Kontingentsmenge (in ECU)	Kontingentszollsatz (in %)
09.0101	ex 50.07	Gewebe aus Seide, Schappeseide oder Bourrette-seide :	2 316 000	0
	58.03	- auf Handwebstühlen hergestellt		
	ex 58.03.90-10	Drehergewebe, ausgenommen Waren der Position 58.06 :		
		aus Seide, Schappeseide oder Bourrette-seide		
	ex 52.08	- auf Handwebstühlen hergestellt	2 069 000	0
		Gewebe aus Baumwolle, mit einem Anteil an Baumwolle von 85 GHT oder mehr und einem Quadratmetergewicht von 200 g oder weniger :		
		- (1)		
	ex 52.09	Gewebe aus Baumwolle, mit einem Anteil an Baumwolle von 85 GHT oder mehr und mit einem Quadratmetergewicht von mehr als 200 g :		
		- (1)		
	ex 52.10	Gewebe aus Baumwolle, mit einem Anteil an Baumwolle von weniger als 85 GHT, hauptsächlich oder ausschliesslich mit Chemiefasern gemischt, mit einem Quadratmetergewicht von 200 g oder weniger :		
		- (1)		
09.0103	ex 52.11	Gewebe aus Baumwolle, mit einem Anteil an Baumwolle von weniger als 85 GHT, hauptsächlich oder ausschliesslich mit Chemiefasern gemischt, mit einem Quadratmetergewicht von mehr als 200 g :		
		- (1)		
	ex 52.12	Andere Gewebe aus Baumwolle :		
		- (1)		
	58.01	Samt und Plüsch, gewebt und Chenille-gewebe, ausgenommen Waren der Position 58.02 oder 58.06 :		
		aus Baumwolle :		
	ex 58.01.21-00	Schußsamt und Schußplüsch, nicht aufgeschnitten		
		- (1)		

(1) Auf Handwebstühlen hergestellte Waren

ex 58.01.22-00	Rippenschußsamt und Rippenschußplüsch, aufgeschnitten - (1)
ex 58.01.23-00	anderer Schußsamt und Schußplüsch - (1)
ex 58.01.24-00	Kettsamt und Kettplüsch, nicht aufgeschnitten (Epinglé) : - (1)
ex 58.01.25-00	Kettsamt und Kettplüsch, aufgeschnitten - (1)
ex 58.01.26-00	Chenillegewebe - (1)
58.03	Drehergewebe, ausgenommen Waren der Position 58.06 :
ex 58.03.10-00	aus Baumwolle - (1)

(1) Auf Handwebstühlen hergestellte Waren

Im Rahmen dieser Zollkontingente wenden Spanien und Portugal die nach den entsprechenden Bestimmungen der Beitrittsakte von 1985 berechneten Zollsätze an.

(2) Im Sinne dieser Verordnung gelten als

- a) Handwebstühle: Webstühle, die zur Herstellung von Geweben ausschließlich durch Hand- und Fußbewegungen betrieben werden,
- b) Zollwert: der von der diesbezüglichen Gemeinschaftsregelung definierte Wert.

(3) Zu diesen Kontingenten werden jedoch nur Gewebe, Samt und Plüsch zugelassen,

- a) denen eine von den zuständigen Behörden der Europäischen Wirtschaftsgemeinschaft anerkannte Herstellungsbescheinigung beigelegt ist, die dem in Anhang I (1) aufgeführten Muster entspricht und mit dem Sichtvermerk einer der in Anhang II aufgeführten anerkannten Stellen des Herstellungslandes versehen ist;
- b) die zu Beginn und am Ende eines jeden Webstücks einen von den genannten Behörden anerkannten Stempel tragen (2);
- c) die ohne Unterbrechung vom Herstellungsland in die Europäische Wirtschaftsgemeinschaft befördert werden.

(1) Die in Anhang I der Verordnung (EWG) Nr. 3745/86 vom 25. November 1986 aufgeführten Muster können jedoch bis zum 31. Dezember 1988 verwendet werden.

(2) Die Voraussetzungen dieses Buchstabens sind auch bei Verwendung einer durch die zuständigen Behörden anerkannten Plombe erfüllt.

(4) In diesem Zusammenhang gelten als ohne Unterbrechung befördert:

- a) Waren, deren Beförderung ohne Berührung eines Nichtmitgliedslands der Europäischen Gemeinschaften erfolgt. Es wird darauf hingewiesen, daß Zwischenlandungen in Häfen von Nichtmitgliedsländern der Europäischen Gemeinschaften nicht als Unterbrechung der Beförderung gelten, wenn die Waren bei diesen Zwischenlandungen nicht umgeladen werden;
- b) Waren, deren Beförderung unter Berührung des Gebietes eines oder mehrerer Nichtmitgliedsländer der Europäischen Gemeinschaften erfolgt oder die in einem

solchen Land umgeladen werden, sofern die Beförderung durch diese letztgenannten Länder oder die Umladung aufgrund eines einzigen im Herstellungsland ausgestellten Beförderungspapiers erfolgt.

Artikel 2

(1) Eine erste Rate im Wert von 1 180 000 ECU für die Waren aus Seide und von 1 386 250 ECU für die Waren aus Baumwolle

wird auf die Mitgliedstaaten aufgeteilt; die Quoten, die vorbehaltlich des Artikels 5 vom 1. Januar bis zum 31. Dezember 1987 gelten, belaufen sich auf die den folgenden Werten entsprechenden Mengen:

- a) für die in Artikel 1 Absatz 1 genannten Waren der aus Seide :

	(in ECU)
Benelux	54 000,
Dänemark	54 000,
Deutschland	494 000,
Griechenland	37 400,
Spanien	25 500,
Frankreich	270 000,
Irland	35 400,
Italien	109 000,
Portugal	10 500,
Vereinigtes Königreich	90 200;

- b) für die in Artikel 1 Absatz 1 genannten Waren aus Baumwolle :

	(in ECU)
Benelux	47 270
Dänemark	120 880
Deutschland	180 900
Griechenland	11 370
Spanien	18 020
Frankreich	515 260
Irland	31 050
Italien	47 825
Portugal	1 250
Vereinigtes Königreich	412 405

- (2) Die zweite Rate, die für jedes der in Artikel 1 Absatz 1 genannten Zollkontingente einem Wert von 1 136 000 bzw. 682 770 ECU entspricht, bildet die Reserve.

(3) Für die Berechnung der Gegenwerte der in ECU ausgedrückten Beträge in Landeswährungen gelten die Verordnungen (EWG) Nr. 2779/78 ⁽¹⁾ und (EWG) Nr. 289/84 ⁽²⁾.

Artikel 3

(1) Hat ein Mitgliedstaat seine erste Quote gemäß Artikel 2 Absatz 1 oder — bei Anwendung des Artikels 5 — die gleiche Quote abzüglich des auf die entsprechende Reserve übertragenen Teils zu 90 v. H. oder mehr ausgeschöpft, so nimmt er unverzüglich durch Mitteilung an die Kommission — soweit die entsprechende Reservemenge ausreicht — die Ziehung einer zweiten Quote in Höhe von 15 v. H. seiner ersten Quote vor, die gegebenenfalls auf die höhere Einheit aufgerundet wird.

(2) Ist nach Ausschöpfung der ersten Quote die zweite von einem Mitgliedstaat gezogene Quote zu 90 v. H. oder mehr ausgeschöpft, so nimmt dieser Mitgliedstaat gemäß Absatz 1 die Ziehung einer dritten Quote in Höhe von 7,5 v. H. seiner ersten Quote vor, die gegebenenfalls auf die höhere Einheit aufgerundet wird.

(3) Ist nach Ausschöpfung der zweiten Quote die dritte von einem Mitgliedstaat gezogene Quote zu 90 v. H. oder mehr ausgeschöpft, so nimmt dieser Mitgliedstaat unter den gleichen Bedingungen die Ziehung einer vierten Quote in Höhe der dritten Quote vor.

Dieses Verfahren wird bis zur Erschöpfung der Reserve angewandt.

(4) Abweichend von den Absätzen 1, 2 und 3 können die Mitgliedstaaten niedrigere als die in diesen Absätzen vorgesehenen Quoten ziehen, wenn Grund zu der Annahme besteht, daß diese nicht ausgeschöpft werden können. Sie unterrichten die Kommission über die Gründe, die sie veranlaßt haben, diesen Absatz anzuwenden.

Artikel 4

Die in Anwendung von Artikel 3 gezogenen zusätzlichen Quoten gelten bis zum 31. Dezember 1988.

Artikel 5

Die Mitgliedstaaten übertragen spätestens am 1. Oktober 1988 von ihrer nicht ausgenutzten ersten Quote den Teil auf die Reserve, der am 15. September 1988 20 v. H. der ursprünglichen Menge übersteigt. Sie können eine größere Menge übertragen, wenn Grund zu der Annahme besteht, daß die betreffende Menge nicht ausgenutzt werden kann.

Die Mitgliedstaaten teilen der Kommission spätestens am 1. Oktober 1988 den Gesamtbetrag der Einfuhren der betreffenden Waren mit, die bis zum 15. September 1988

getätigt und auf die jeweiligen Kontingente angerechnet wurden, sowie gegebenenfalls den Teil ihrer ersten Quoten, den sie auf die entsprechende Reserve übertragen.

Artikel 6

Die Kommission verbucht die Beträge der von den Mitgliedstaaten gemäß den Artikeln 2 und 3 eröffneten Quoten und unterrichtet die einzelnen Mitgliedstaaten über den Stand der Ausschöpfung der Reserven, sobald ihr die Mitteilungen zugehen.

Sie unterrichtet die Mitgliedstaaten spätestens am 5. Oktober 1988 über den Stand der Reserven, die nach den in Anwendung des Artikels 5 erfolgten Übertragungen verbleiben.

Sie sorgt dafür, daß die Ziehung, mit der die einzelnen Reserven ausgeschöpft werden, auf die verfügbare Restmenge beschränkt bleibt, und gibt zu diesem Zweck dem Mitgliedstaat, der diese letzte Ziehung vornimmt, die Restmenge an.

Artikel 7

(1) Die Mitgliedstaaten treffen alle erforderlichen Maßnahmen, um durch die Eröffnung der von ihnen nach Artikel 3 gezogenen zusätzlichen Quoten die fortlaufenden Anrechnungen auf ihren kumulierten Anteil an den Gemeinschaftszollkontingenten zu ermöglichen.

(2) Die Mitgliedstaaten garantieren den Importeuren der betreffenden Waren freien Zugang zu den ihnen zugeteilten Quoten.

(3) Die Mitgliedstaaten rechnen die Einfuhren der betreffenden Waren nach Maßgabe der Gestellung der betreffenden Waren bei der Zollstelle mit einer Anmeldung zur Abfertigung zum zollrechtlich freien Verkehr auf ihre Quoten an.

(4) Der Stand der Ausschöpfung der Quoten der Mitgliedstaaten wird anhand der gemäß Absatz 3 angerechneten Einfuhren festgestellt.

Artikel 8

Die Mitgliedstaaten teilen der Kommission auf deren Antrag mit, welche Einfuhren der betreffenden Waren tatsächlich auf ihre Quoten angerechnet wurden.

Artikel 9

Die Mitgliedstaaten und die Kommission arbeiten im Hinblick auf die Einhaltung dieser Verordnung eng zusammen.

Artikel 10

Diese Verordnung tritt am 1. Januar 1988 in Kraft.

⁽¹⁾ ABl. Nr. L 333 vom 30. 11. 1978, S. 5.

⁽²⁾ ABl. Nr. L 33 vom 4. 2. 1984, S. 2.

Diese Verordnung ist in allen ihren Teilen verbindlich und gilt unmittelbar in jedem Mitgliedstaat.

Geschehen zu Brüssel am

Im Namen des Rates

Der Präsident

Historical Archives of the European Commission

ANEXO I — BILAG I — ANHANG I — ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ I — ANNEX I — ANNEXE I — ALLEGATO I — BIJLAGE I — ANEXO I

MODELOS DE CERTIFICADO DE FABRICACIÓN

MODELLER TIL FREMSTILLINGSCERTIFIKAT

MUSTER DER HERSTELLUNGSBESCHEINIGUNG

ΥΠΟΔΕΙΓΜΑΤΑ ΠΙΣΤΟΠΟΙΗΤΙΚΩΝ ΚΑΤΑΣΚΕΥΗΣ

MODEL CERTIFICATE OF MANUFACTURE

MODÈLES DE CERTIFICAT DE FABRICATION

MODELLI DI CERTIFICATO DI FABBRICAZIONE

MODELLEN VAN CERTIFICAAT VAN VERVAARDIGING

MODELOS DE CERTIFICADO DE FABRICO

Historical Archives of the European Commission

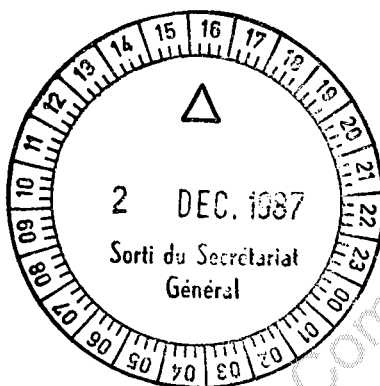
1 Exporter (Name, full address, country) Exportateur (Nom, adresse complète, pays)		2 Number Numéro		00000	
3 Consignee (Name, full address, country) Destinataire (Nom, adresse complète, pays)		CERTIFICATE RELATING TO SILK OR COTTON HANDLOOM PRODUCTS issued with a view to obtaining the benefit of the preferential tariff regime in the European Economic Community CERTIFICAT CONCERNANT LES PRODUITS DE SOIE OU DE COTON TESSÉS SUR MÉTIERS À MAIN délivré en vue de l'obtention du bénéfice du régime tarifaire préférentiel dans la Communauté économique européenne			
		4 Country of manufacture Pays de fabrication		5 Country of destination Pays de destination	
6 Place and date of shipment — Means of transport Lieu et date d'embarquement — moyen de transport		7 Supplementary details Données supplémentaires			
8 Marks and numbers — Number and kind of packages — DETAILED DESCRIPTION OF GOODS Marques et numéros — nombre et nature des colis — DESIGNATION DÉTAILLÉE DES MARCHANDISES			9 Quantity (1) Quantité		10 FOB value (2) Valeur FOB
11 CERTIFICATION BY THE COMPETENT AUTHORITY I, the undersigned, certify that: — the consignment described above contains only handloom textile products of the cottage industry of the country shown in box No 4, — to each piece is attached: — at the beginning and end, an approved stamp (3). — a seal No (1). Je soussigné, certifie que l'envoi décrit ci-dessus contient exclusivement des produits textiles fabriqués sur métiers à main par l'artisanat rural du pays indiqué dans la case n° 4; — chaque pièce est munie: { au début et à la fin, d'un cachet agréé (3) { d'un plomb n° ... (1).					
12 Competent authority (Name, full address, country) Autorité compétente (Nom, adresse complète, pays)		At on A le (Signature) (Seal) (Signature) (Seal)			

País de fabricación Fremstillingsland Herstellungsland Χώρα κατασκευής Country of manufacture Pays de fabrication Paese di fabbricazione Land van vervaardiging País de fabrico	Autoridad competente Kompetent myndighed Zuständige Behörde Αρμόδια υπηρεσία Competent authority Autorité compétente Autorità competente Bevoegde autoriteit Autoridade competente
India Indien Indien Ινδία India Inde India India Índia	Textile Committee (para los tejidos de seda) eller (for stoffer af silke) oder (für Gewebe aus Seide) ή (για μεταξωτά υφάσματα) or (for silk fabrics) ou (pour les tissus de soie) o (per i tessuti di seta) of (voor weefsels van zijde) (para os tecidos de seda) Central Silk Board
Pakistan Pakistan Pakistan Πακιστάν Pakistan Pakistan Pakistan Pakistan Paquistão	Export Promotion Bureau
Tailandia Thailand Thailand Ταϊλάνδη Thailand Thaïlande Tailandia Thailand Tailândia	Department of Foreign Trade
Bangladesh Bangladesh Bangladesch Μπαγκλαντές Bangladesh Bangladesh Bangladesh Bangladesh Bangladesh	Export Promotion Bureau
Laos Laos Laos Λάος Laos Laos Laos Laos Laos	Service national de l'artisanat et de l'industrie
Sri Lanka Sri Lanka Sri Lanka Σρι Λάνκα Sri Lanka Sri Lanka Sri Lanka Sri Lanka Sri Lanka	Department of Commerce

COMMISSIONE DELLE COMUNITÀ EUROPEE

COM(87) 558 def.

Bruxelles, 20 novembre 1987



Proposta di

REGOLAMENTO (CEE) DEL CONSIGLIO

relativo all'apertura, alla ripartizione e alle modalità di gestione
dei contingenti tariffari comunitari per taluni tessuti,
velluti e felpe, lavorati su telai a mano (1988)

(presentata dalla Commissione)

COM(87) 558 def.

RELAZIONE

1. Nel contesto dei negoziati multilaterali GATT, la Comunità si è dichiarata disposta a procedere annualmente, a talune condizioni, fra cui la presentazione di un certificato di fabbricazione riconosciuto dalle autorità competenti, all'apertura dei seguenti contingenti tariffari comunitari, esenti da dazi:

N. della tariffa doganale comune	Designazione delle merci	Importo del contingente
ex 50.09	Tessuti di seta o di borra di seta (schappe), lavorati su telai a mano	1 000 000 UC
ex 55.09	Tessuti di cotone, lavorati su telai a mano	1 000 000 UC

Nell'ambito dell'attuazione della dichiarazione di intenzioni riguardante le relazioni commerciali con taluni paesi asiatici, e per tener conto della partecipazione di nuovi Stati membri all'utilizzazione di tali contingenti, gli importi degli stessi sono stati aumentati, dal 1° gennaio 1974, a 2 000 000 di UC.

Nello stesso contesto, ed in seguito alla richiesta presentata dal Regno Unito, appoggiata peraltro dalle autorità indiane e paschistane, tali contingenti sono stati estesi, a decorrere dal 1° gennaio 1975, a taluni articoli tessili di seta o di cotone, delle voci ex 50.10, ex 55.07 ed ex 58.04 della tariffa doganale comune.

.../...

2. La Commissione, negli anni 1975 e 1976, è stata indotta a proporre al Consiglio l'aumento degli importi dei contingenti annui in questione, da 2 a 3 Mio di UC. Tale proposta non è stata approvata appieno, in quanto il Consiglio, con i regolamenti (CEE) n. 1910/75 del 22 luglio 1975 (1) e n. 3361/75 del 18 dicembre 1975 (2), ha ammesso un solo aumento di 200 000 UC dell'importo contingentale relativo ai tessuti di seta, lavorati su telai a mano. Per tener conto dell'adesione della Grecia, della Spagna e del Portogallo, in seguito gli importi dei contingenti sono stati maggiorati, raggiungendo così rispettivamente i valori di 2 316 000 e 2 069 000 ECU.

3. La presente proposta ha lo scopo di aprire i contingenti tariffari in questione per l'anno 1988, in ragione dei volumi approvati per il 1987, tenendo conto dell'entrata in vigore, il 1° gennaio 1988, della nomenclatura combinata che sostituisce a tale data la tariffa doganale comune.

La Commissione è consapevole del fatto che la trasposizione di talune concessioni tariffarie dalla tariffa doganale comune alla nomenclatura combinata può porre problemi tali da richiedere ulteriori perfezionamenti. Essa si riserva quindi la possibilità di modificare la sua proposta nel corso della procedura, per adattarla, ove occorra, secondo le necessità.

4. In mancanza di dati statistici dettagliati, relativi ai prodotti di cui si tratta, ed in base ai dati di utilizzazione effettiva negli Stati membri degli stessi contingenti aperti precedentemente, la ripartizione proposta, di fatto, è identica a quella decisa per l'anno 1987. Ciascun importo contingentale è stato diviso in due quote, la prima delle quali (1 180 000 ECU per i tessuti di seta, 1 386 230 ECU per i tessuti di cotone) è suddivisa fra gli Stati membri, mentre la seconda costituisce la riserva comunitaria.

.../...

(1) GU L 195 del 26.7.1975, pag. 5.

(2) GU L 336 del 31.12.1975, pag. 71.

- 3 -

5. Per quanto riguarda l'articolo 1, paragrafo 4, lettera b), del regolamento qui allegato, non bisogna perdere di vista l'opportunità di ricorrere alla soluzione adottata gli anni precedenti, in merito all'ammissibilità di un piombo invece del marchio apposto all'inizio ed alla fine di ogni pezza (cfr. nota a piè di pagina, relativa al testo dell'articolo 1, paragrafo 4, lettera b) della proposta di regolamento). A tale scopo, occorre inserire di nuovo nel PV del Consiglio la dichiarazione sopraccitata.
6. Come per gli esercizi precedenti, tale contingente è riservato alle importazioni corredate di un determinato certificato che finora era stilato nelle lingue della Comunità. Al fine di semplificare ed unificare tale tipo di documento, detto certificato è sostituito d'ora in poi da un solo certificato bilingue. Per l'esaurimento dei vecchi certificati è consentito il termine di un anno.

Proposta di
REGOLAMENTO (CEE) N. DEL CONSIGLIO
del

relativo all'apertura, alla ripartizione ed alle modalità di gestione dei contingenti tariffari comunitari per taluni tessuti, velluti e felpe, lavorati su telai a mano (1988)

IL CONSIGLIO DELLE COMUNITÀ EUROPEE,

visto il trattato che istituisce la Comunità economica europea, in particolare l'articolo 113,

vista la proposta della Commissione,

considerando che, per i tessuti di seta o di borra di seta (schappe) e i tessuti di cotone, lavorati su telai a mano, delle voci ex 50.09 ed ex 55.09, la Comunità si è dichiarata disposta ad aprire contingenti tariffari comunitari annuali in esenzione da dazi, per un valore (valore in dogana) che, nel 1987, è stato di 2 316 000 ECU per i tessuti di seta e di 2 069 000 ECU per i tessuti di cotone; che l'ammissione al beneficio di detti contingenti tariffari comunitari è tuttavia subordinata alla presentazione di un certificato di fabbricazione riconosciuto dalle autorità competenti della Comunità, all'apposizione, all'inizio e alla fine di ogni pezza, di un marchio ammesso da dette autorità ed al trasporto diretto dal paese di fabbricazione alla Comunità; che occorre, quindi, aprire il 1° gennaio 1988 i contingenti tariffari in questione, in ragione dei volumi ammessi per il 1987;

considerando che la Comunità ha adottato, con effetto a decorrere dal 1° gennaio 1988, una nomenclatura combinata delle merci che risponde, ad un tempo, alle esigenze della tariffa doganale comune, delle statistiche del commercio estero della Comunità e del commercio fra i suoi Stati membri; che, per contemplare al tempo stesso normative comunitarie specifiche, detta nomenclatura è stata ampliata con l'elaborazione di una tariffa integrata delle Comunità europee (TARIC); che, a decorrere da tale data, occorre quindi utilizzare la nomenclatura combinata ed eventualmente i numeri di codice TARIC per designare i prodotti contemplati dal presente regolamento;

considerando che occorre garantire, in particolare, l'uguaglianza e la continuità di accesso di tutti gli importatori ai suddetti contingenti nonché l'applicazione, senza interruzione, dell'aliquota del dazio prevista per tali contingenti a tutte le importazioni fino ad esaurimento di questi ultimi; che un sistema di utilizzazione dei contingenti tariffari comunitari, basato su una ripartizione tra gli Stati membri, sembra atto a rispettare la natura comunitaria di detti contingenti, tenendo conto dei principi sopra enunciati; che, per rispecchiare il più possibile la reale evoluzione del mercato dei prodotti in questione, tale ripartizione dovrebbe essere effettuata proporzionalmente ai fabbisogni calcolati, da una parte, secondo i dati statistici delle importazioni provenienti dai paesi terzi durante un periodo di riferimento rappresentativo e, dall'altra, secondo le prospettive economiche per l'anno contingenziale considerato;

- 2 -

considerando tuttavia che i tessuti in questione, lavorati su telai a mano, non sono specificati nelle nomenclature statistiche; che pertanto non è possibile ottenere dati statistici sufficientemente precisi e rappresentativi; che le imputazioni sulle quote assegnate agli Stati membri sui contingenti tariffari comunitari aperti per taluni di questi tessuti nel corso degli anni 1984, 1985 e 1986 sono le seguenti:

1. Tessuti di seta o di borra di seta

Stati membri	1984		1985		1986	
	in ECU	in %	in ECU	in %	in ECU	in %
Benelux	31 779	1,82	12 681	0,63	44 234	2,22
Danimarca	22 891	1,31	41 784	2,09	60 637	3,04
Germania	1 095 862	62,78	1 269 934	63,44	1 452 095	72,75
Grecia	0	0	0	0	0	0
Francia	306 785	17,58	391 287	19,55	237 718	11,91
Irlanda	0	0	0	0	0	0
Italia	130 300	7,47	128 370	6,41	109 080	5,46
Regno Unito	157 850	9,04	157 670	7,88	92 298	4,62

2. Tessuti di cotone

Stati membri	1984		1985		1986	
	in ECU	in %	in ECU	in %	in ECU	in %
Benelux	59 000	2,91	68 998	3,38	112 000	5,57
Danimarca	138 001	6,81	267 999	13,12	294 500	14,66
Germania	263 192	12,98	325 655	15,94	511 102	25,46
Grecia	0	0	0	0	0	0
Francia	1 068 000	52,69	852 600	41,74	799 600	39,80
Irlanda	0	0	0	0	0	0
Italia	28 274	1,39	56 805	2,78	15 063	0,75
Regno Unito	470 600	23,22	470 600	23,04	276 404	13,76

che, date soprattutto le variazioni sopravvenute, questi soli elementi non permettono di avere un'opinione precisa circa il fabbisogno effettivo dei singoli Stati membri precitati nel corso del periodo contingente considerato; che il fabbisogno dei nuovi Stati membri non può più essere determinato con certezza; che in queste condizioni e per rendere possibile un'equa ripartizione dei contingenti tariffari comunitari considerati è lecito valutare approssimativamente come segue le percentuali di partecipazione iniziale agli importi contingenti:

Stati membri	Prodotti di seta	Prodotti di cotone
Benelux	4,58	3,41
Danimarca	4,58	8,72
Germania	41,86	13,05
Grecia	3,17	0,82
Spagna	2,16	1,30
Francia	22,88	37,17
Irlanda	3,00	2,24
Italia	9,24	3,45
Portogallo	0,84	0,09
Regno Unito	7,64	29,75

considerando che, per tener conto dell'eventuale evoluzione delle importazioni di detti prodotti, occorre suddividere in due parti i volumi contingentali, ripartendo tra gli Stati membri la prima parte e costituendo con la seconda una riserva per coprire l'ulteriore fabbisogno degli Stati membri che avessero esaurito le loro quote iniziali; che, per garantire una certa sicurezza agli importatori, è opportuno fissare la prima parte di ciascun contingente comunitario ad un livello piuttosto considerevole che ammonti al 51 % circa per i prodotti di seta ed al 67 % circa per i prodotti di cotone;

considerando che le quote iniziali possono essere esaurite più o meno rapidamente; che, per tener conto di ciò ed evitare ogni discontinuità, è necessario che ogni Stato membro, che abbia utilizzato quasi totalmente una delle sue quote iniziali, effettui il prelievo di una quota supplementare dalla riserva corrispondente; che tale prelievo deve essere effettuato da ogni Stato membro quando ciascuna delle sue quote supplementari sia stata quasi totalmente utilizzata e ciò finché la consistenza delle riserve lo permetta; che le quote iniziali e supplementari debbono essere valide fino al termine del periodo contingente; che tale metodo di gestione richiede una stretta collaborazione tra gli Stati membri e la Commissione e che quest'ultima deve in particolare poter seguire lo stato di esaurimento dei contingenti tariffari ed informarne gli Stati membri;

considerando che, se ad una data determinata del periodo contingente, in uno Stato membro si rendesse disponibile una forte rimanenza di una quota iniziale, tale Stato membro deve riversarne una percentuale considerevole nella riserva corrispondente, per evitare che una parte dell'uno o dell'altro dei contingenti comunitari rimanga inutilizzata in uno Stato membro mentre potrebbe essere utilizzata in altri;

considerando che, poiché il Regno del Belgio, il Regno dei Paesi Bassi e il Granducato del Lussemburgo sono riuniti e rappresentati dall'unione economica Benelux, tutte le operazioni relative alla gestione delle quote attribuite a detta unione economica possono essere effettuate da uno dei suoi membri,

HA ADOTTATO IL PRESENTE REGOLAMENTO:

Articolo 1

1. Dal 1° gennaio al 31 dicembre 1988, i dazi ^{applicabili} doganali all'importazione dei prodotti indicati nella tabella sono sospesi al livello e nel limite di contingenti tariffari comunitari indicati a lato:

Numero d'ordine	Codice della nomenclatura combinata	Designazione delle merci	Volume del contingente (in ECU)	Dazio contingentale (in %)
09.0101	ex 50.07	Tessuti di seta o di cascami di seta:	2 316 000	0
		- lavorati su telai a mano		
	58.03	Tessuti a punto di garza, diversi dagli articoli del n. 58.06:		
	ex 58.03.90-10	di seta o di cascami di seta		
		- lavorati su telai a mano		
09.0103	ex 52.08	Tessuti di cotone, contenenti almeno 85%, in peso, di cotone, di peso non superiore a 200 g/m ² :	2 069 000	0
		- (1)		
	ex 52.09	Tessuti di cotone, contenenti, in peso, almeno 85%, di cotone, di peso superiore a 200 g/m ² :		
		- (1)		
	ex 52.10	Tessuti di cotone, contenenti meno di 85%, in peso, di cotone, misti principalmente o unicamente con fibre sintetiche o artificiali, di peso non superiore a 200 g/m ² :		
		- (1)		
	ex 52.11	Tessuti di cotone, contenenti meno di 85%, in peso, di cotone, misti principalmente o unicamente con fibre sintetiche, o artificiali, di peso superiore a 200 g/m ² :		
		- (1)		
	ex 52.12	Altri tessuti di cotone:		
		- (1)		
	58.01	Velluti e felpe tessuti e tessuti di ciniglia, diversi dai manufatti della voce n. 58.06:		
		di cotone:		
	ex 58.01.21-00	Velluti e felpe a trama, non tagliati:		
		- (1)		

ex 5801.22-00	Velluti e felpe a trama, tagliati, a coste: - (1)
ex 5801.23-00	Altri velluti e felpe a trama: - (1)
ex 5801.24-00	Velluti e felpe a catena, rigati: - (1)
ex 5801.25-00	Velluti e felpe a catena, tagliati: - (1)
ex 5801.26-00	Tessuti di ciniglia - (1)
58.03	Tessuti a punto di garza, diversi dai manufatti della voce 58.06:
ex 5803.10-00	di cotone - (1)

(1) Tessuti lavorati su telai a mano

Nel quadro di tali contingenti tariffari, la Spagna e il Portogallo applicano dazi calcolati in conformità delle disposizioni fissate in materia dall'atto di adesione del 1985.

2. Ai fini dell'applicazione del presente regolamento, sono considerati:

- a) telai a mano, i telai che, per la fabbricazione di tessuti, sono mossi esclusivamente con movimenti delle mani o dei piedi,
- b) valore in dogana, il valore definito dalla regolamentazione comunitaria in materia.

3. Possono tuttavia beneficiare di detti contingenti solo i tessuti, i velluti e le felpe:

- a) accompagnati da un certificato di fabbricazione riconosciuto dalle autorità competenti della Comunità economica europea e conforme al modello figurante nell'allegato I, ⁽¹⁾ vistato da un'autorità riconosciuta del paese di fabbricazione di cui all'allegato II;
- b) recanti all'inizio e alla fine di ciascuna pezza un marchio ammesso dalle suddette autorità (2);
- c) trasportati direttamente dal paese di fabbricazione nella Comunità economica europea.

(1) I modelli di certificato figuranti nell'allegato I del regolamento (CEE) n. 3745/86 del 28.11.1986 possono comunque essere accettati fino al 31.12.1988.

(2) È convenuto che questo comma non osta a che un piombo riconosciuto dalle autorità consenta di soddisfare alle condizioni previste da esso.

4. A questo riguardo, sono considerate trasportate direttamente:

- a) le merci il cui trasporto viene effettuato senza passare attraverso il territorio di un paese non membro delle Comunità europee. Si precisa che gli scali nei porti di paesi non membri delle Comunità europee non interrompono il trasporto diretto, a condizione che le merci non vi siano trasbordate;
- b) le merci il cui trasporto viene effettuato passando attraverso il territorio di uno o più paesi non membri delle Comunità europee, o con trasbordo in uno di questi, a condizione che l'attraversamento di questi ultimi o il trasbordo si effettuino sotto la scorta di un solo titolo di trasporto emesso nel paese di fabbricazione.

Articolo 2

1. Una prima parte per un volume corrispondente rispettivamente ad un valore pari a 1 180 000 ECU per i prodotti di seta e a 1 386 230 ECU per i prodotti di cotone viene ripartita tra gli Stati membri; le quote che, fatto salvo l'articolo 5, sono valide dal 1° gennaio al 31 dicembre 1988 ammontano ai volumi corrispondenti ai valori indicati in appresso:

- a) per i prodotti di seta di cui all'articolo 1, paragrafo 1:

	(in ECU)
Benelux	54 000
Danimarca	54 000
Germania	494 000
Grecia	37 400
Spagna	25 500
Francia	270 000
Irlanda	35 400
Italia	109 000
Portogallo	10 500
Regno Unito	90 200

- b) per i prodotti di cotone menzionati all'articolo 1, paragrafo 1:

		(in ECU)
Benelux	47 270	54 000
Danimarca	120 880	138 000
Germania	180 900	206 500
Grecia	11 370	13 000
Spagna	18 020	20 500
Francia	515 260	588 000
Irlanda	31 050	35 400
Italia	47 825	54 500
Portogallo	1 250	1 500
Regno Unito	412 405	470 600

2. La seconda parte di ciascuno dei contingenti di cui all'articolo 1, paragrafo 1, ossia rispettivamente 1 136 000 e 682 770 ECU, costituisce la riserva.

3. I regolamenti (CEE) n. 2779/78 ⁽¹⁾ e (CEE) n. 289/84 ⁽²⁾ sono applicabili per il calcolo dei controvalori in monete nazionali degli importi espressi in ECU.

Articolo 3

1. Se una delle quote iniziali di uno Stato membro, quale è fissata dall'articolo 2, paragrafo 1 — ovvero la stessa quota diminuita della frazione versata nella riserva corrispondente, qualora sia Stato applicato l'articolo 5 — è utilizzata per il 90 % o più, lo Stato membro in questione procede immediatamente, mediante notifica alla Commissione, al prelievo di una seconda quota pari al 15 % della propria quota iniziale, eventualmente arrotondata all'unità superiore, sempreché l'entità della riserva lo permetta.

2. Se, esaurita l'una o l'altra delle quote iniziali, la seconda quota prelevata da uno Stato membro è utilizzata per il 90 % o più, tale Stato membro procede, alle condizioni di cui al paragrafo 1, al prelievo di una terza quota, pari al 7,5 % della propria quota iniziale, eventualmente arrotondata all'unità superiore.

3. Se, esaurita una o l'altra seconda quota, uno Stato membro ha utilizzato per il 90 % o più anche la terza quota, tale Stato membro procede, alle stesse condizioni, al prelievo di una quarta quota pari alla terza.

Questo procedimento si applica fino ad esaurimento delle riserve.

4. In deroga ai paragrafi 1, 2 e 3 gli Stati membri possono procedere al prelievo di quote inferiori a quelle stabilite ai suddetti paragrafi, se vi è ragione di ritenere che esse rischierebbero di non essere esaurite. Essi informano la Commissione dei motivi che li hanno indotti ad applicare il presente paragrafo.

Articolo 4

Le quote supplementari prelevate in applicazione dell'articolo 3 sono valide fino al 31 dicembre 1988.

Articolo 5

Gli Stati membri versano nella riserva, entro il 1° ottobre 1988, la frazione non utilizzata della loro quota iniziale che alla data del 15 settembre 1988 eccede il 20 % dell'importo iniziale. Può essere riversata una quantità superiore se vi è motivo di ritenere che questa possa rimanere inutilizzata.

Gli Stati membri comunicano alla Commissione, entro il 1° ottobre 1988, l'importo complessivo delle importazioni dei prodotti in oggetto effettuate fino al 15 settembre 1988 e imputate a ciascuno dei contingenti, nonché, se del caso,

la frazione di ciascuna delle loro quote iniziali riversata alla riserva corrispondente.

Articolo 6

La Commissione contabilizza gli importi delle quote aperte dagli Stati membri conformemente agli articoli 2 e 3 e li informa, appena le pervengono le notifiche, del grado di esaurimento della riserva.

Essa informa gli Stati membri, entro il 5 ottobre 1988, dell'entità di ciascuna delle riserve dopo i versamenti effettuati a norma dell'articolo 5.

Essa vigila affinché il prelievo che esaurisce ciascuna delle riserve sia limitato al quantitativo disponibile e a tal fine ne precisa l'entità allo Stato membro che procede all'ultimo prelievo.

Articolo 7

1. Gli Stati membri adottano le opportune disposizioni affinché l'apertura delle quote supplementari da essi prelevate in applicazione dell'articolo 3 renda possibili le imputazioni, senza discontinuità, sulla loro parte cumulata dei contingenti tariffari comunitari.

2. Gli Stati membri garantiscono agli importatori dei prodotti in questione il libero accesso alle quote loro assegnate.

3. Gli Stati membri procedono all'imputazione sulle loro quote delle importazioni dei prodotti in questione man mano che tali prodotti sono presentati in dogana accompagnati da una dichiarazione d'immissione in libera pratica.

4. Il grado di esaurimento delle quote di ciascuno Stato membro viene rilevato in base alle importazioni imputate alle condizioni di cui al paragrafo 3.

Articolo 8

A richiesta della Commissione gli Stati membri la informano circa le importazioni dei prodotti in questione effettivamente imputate sulle loro quote.

Articolo 9

Gli Stati membri e la Commissione collaborano strettamente affinché venga osservato il presente regolamento.

Articolo 10

Il presente regolamento entra in vigore il 1° gennaio 1988.

⁽¹⁾ GU n. L 333 del 30. 11. 1978, pag. 5.

⁽²⁾ GU n. L 33 del 4. 2. 1984, pag. 2.

Il presente regolamento è obbligatorio in tutti i suoi elementi e direttamente applicabile in ciascuno degli Stati membri.

Fatto a Bruxelles, addì

Per il Consiglio

Il Presidente

Historical Archives of the European Commission

ANEXO I — BILAG I — ANHANG I — ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ I — ANNEX I — ANNEXE I — ALLEGATO I — BIJLAGE I — ANEXO I

MODELOS DE CERTIFICADO DE FABRICACIÓN
 MODELLER TIL FREMSTILLINGSCERTIFIKAT
 MUSTER DER HERSTELLUNGSBESCHEINIGUNG
 ΥΠΟΔΕΙΓΜΑΤΑ ΠΙΣΤΟΠΟΙΗΤΙΚΩΝ ΚΑΤΑΣΚΕΥΗΣ
 MODEL CERTIFICATE OF MANUFACTURE
 MODÈLES DE CERTIFICAT DE FABRICATION
 MODELLI DI CERTIFICATO DI FABBRICAZIONE
 MODELLEN VAN CERTIFICAAT VAN VERVAARDIGING
 MODELOS DE CERTIFICADO DE FABRICO

Historical Archives of the European Commission

1 Exporter (Name, full address, country) Exportateur (Nom, adresse complète, pays)		2 Number Numéro		00000			
3 Consignee (Name, full address, country) Destinataire (Nom, adresse complète, pays)		CERTIFICATE RELATING TO SILK OR COTTON HANDLOOM PRODUCTS Issued with a view to obtaining the benefit of the preferential tariff regime in the European Economic Community CERTIFICAT CONCERNANT LES PRODUITS DE SOIE OU DE COTON, TISSÉS SUR MÈTRES À MAIN délivré en vue de l'obtention du bénéfice du régime tarifaire préférentiel dans la Communauté économique européenne					
		4 Country of manufacture Pays de fabrication		5 Country of destination Pays de destination			
6 Place and date of shipment — Means of transport Lieu et date d'embarquement — moyen de transport		7 Supplementary details Données supplémentaires					
8 Marks and numbers — Number and kind of packages — DETAILED DESCRIPTION OF GOODS Marques et numéros — nombre et nature des colis — DESIGNATION DÉTAILLÉE DES MARCHANDISES				9 Quantity, (1) Quantité (1)		10 FOB value (2) Valeur fob (2)	
11 CERTIFICATION BY THE COMPETENT AUTHORITY — VISA DE L'AUTORITÉ COMPÉTENTE I, the undersigned, certify that: — the consignment described above contains only handloom textile products of the cottage industry of the country shown in box No 4, — to each piece is attached: — at the beginning and end, an approved stamp (3). — a seal No (3). Je soussigné, certifie que l'envoi décrit ci-dessus contient exclusivement des produits textiles fabriqués sur métiers à main par l'artisanat rural du pays indiqué dans la case n° 4; — chaque pièce est munie { au début et à la fin, d'un cachet agréé (3) d'un plomb n° (3).							
12 Competent authority (Name, full address, country) Autorité compétente (Nom, adresse complète, pays)				At _____, on _____ A _____ le _____ (Signature) (Seal) (Sceau)			

(1) Indiquer s'il s'agit d'un nombre de pièces, de mètres, de m² ou de kilogrammes.
(2) Dans la monnaie du contrat de vente.
(3) Biffer la mention inutile.
(1) State whether in pieces, metres, square metres or kilograms.
(2) The currency of the contract of sale.
(3) Delete as appropriate.

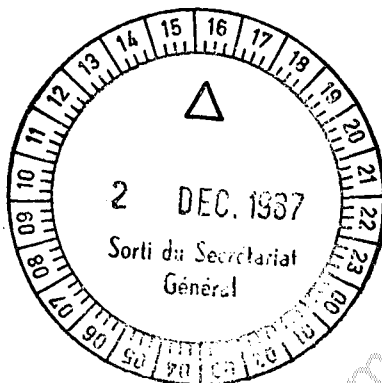
Pais de fabricación Fremstillingsland Herstellungsland Χώρα κατασκευής Country of manufacture Pays de fabrication Paese di fabbricazione Land van vervaardiging Pais de fabrico	Autoridad competente Kompetent myndighed Zuständige Behörde Αρμόδια υπηρεσία Competent authority Autorité compétente Autorità competente Bevoegde autoriteit Autoridade competente
India Indien Indien Ινδία India Inde India India India India	Textile Committee (para los tejidos de seda) eller (for stoffer af silke) oder (für Gewebe aus Seide) ή (για μεταξωτά υφάσματα) or (for silk fabrics) ou (pour les tissus de soie) o (per i tessuti di seta) of (voor weefsels van zijde) (para os tecidos de seda) Central Silk Board
Pakistan Pakistan Pakistan Πακιστάν Pakistan Pakistan Pakistan Pakistan Paquistão	Export Promotion Bureau
Tailandia Thailand Thailand Ταϊλάνδη Thailand Thailande Tailandia Thailand Tailândia	Department of Foreign Trade
Bangladesh Bangladesh Bangladesch Μπαγκλαντές Bangladesh Bangladesh Bangladesh Bangladesh Bangladesh	Export Promotion Bureau
Laos Laos Laos Λάος Laos Laos Laos Laos Laos	Service national de l'artisanat et de l'industrie
Sri Lanka Sri Lanka Sri Lanka Σρι Λάνκα Sri Lanka Sri Lanka Sri Lanka Sri Lanka Sri Lanka	Department of Commerce

País de fabricación Fremstillingsland Herstellungsland Χώρα κατασκευής Country of manufacture Pays de fabrication Paese di fabbricazione Land van vervaardiging Pais de fabrico	Autoridad competente Kompetent myndighed Zuständige Behörde Αρμόδια υπηρεσία Competent authority Autorité compétente Autorità competente Bevoegde autoriteit Autoridade competente
El Salvador El Salvador El Salvador Ελ Σαλβαδόρ El Salvador El Salvador El Salvador El Salvador El Salvador	Dirección de comercio internacional
Honduras Honduras Honduras Ονδούρα Honduras Honduras Honduras Honduras Honduras	Dirección general de comercio exterior
Indonesia Indonesien Indonesien Ινδονησία Indonesia Indonésie Indonesia Indonesië Indonésia	Ministerio de Comercio y de Cooperativas Ministeriet for handel og kooperativer Ministerium für Handel und Genossenschaften Υπουργείο Εμπορίου και Συνεργατισμών Department of Trade and Cooperatives Ministère du commerce et des coopératives Ministero del commercio e delle cooperative Ministerie van Handel en Coöperatieven Ministério do Comércio e das Cooperativas
Guatemala Guatemala Guatemala Γουατεμάλα Guatemala Guatemala Guatemala Guatemala Guatemala	Dirección de comercio interior y exterior
Argentina Argentina Argentinien Αργεντινή Argentina Argentine Argentina Argentinie Argentina	Secretaría de Estado y comercio y negociaciones económicas internacionales

COMMISSIE VAN DE EUROPESE GEMEENSCHAPPEN

COM(87) 558 def.

Brussel, 20 november 1987



Voorstel voor een

VERORDENING (EEG) VAN DE RAAD

betreffende de opening, de verdeling en de wijze van beheer van de
communautaire tariefcontingenten voor bepaalde weefsels, fluweel
en pluche, vervaardigd op handweefgetouw (1988)

(door de Commissie ingediend)

COM(87) 558 def.

TOELICHTING

1. In het kader van de multilaterale onderhandelingen binnen het GATT heeft de Gemeenschap zich bereid verklaard op bepaalde voorwaarden zoals de voorlegging van een door de bevoegde autoriteiten erkend fabricagecertificaat, jaarlijks over te gaan tot de opening van de volgende communautaire tariefcontingenten, waarvoor een vrijstelling van rechten geldt :

Nr. van het gemeenschappelijk douanetarief	Omschrijving	Omvang van het contingent (in ERE)
ex 50.09	Weefsels van zijde of van vlokzijde, vervaardigd op handweefgetouwen	1.000.000
ex 55.09	Weefsels van katoen, vervaardigd op handweefgetouwen	1.000.000

In het kader van de toepassing van de Verklaring van intentie betreffende de handelsbetrekkingen met bepaalde Aziatische landen, en ten einde rekening te houden met de nieuwe Lid-Staten welke van deze contingenten gebruik zouden gaan maken, werd de totale omvang van de contingenten met ingang van 1 januari 1974 gebracht op 2.000.000 rekeneenheden.

Ook in verband hiermee en naar aanleiding van een door het Verenigd Koninkrijk ingediend verzoek, dat trouwens door de autoriteiten van India en Pakistan werd gesteund, werd de toepassing van de contingenten met ingang van 1 januari 1975 uitgebreid tot bepaalde textielartikelen van zijde of van katoen, vallende onder de posten ex 50.10, ex 55.07 en ex 58.04 van het gemeenschappelijk douanetarief.

2. De Commissie is er in de loop van de jaren 1975 en 1976 toe overgegaan om de Raad voor te stellen de omvang van de desbetreffende jaarlijkse contingenten te verhogen met 2 à 3 miljoen rekeneenheden. Dit voorstel is niet als zodanig overgenomen, aangezien de Raad in zijn verordening (EEG) nr. 1910/75 van 22 juli 1975 (1) en 3361/75 van 18 december 1975 (2), een enkele prijsverhoging heeft toegestaan van op handweefgetouwen vervaardigde weefsels van zijde, en wel met een bedrag van 200.000 ERE. Teneinde rekening te houden met de toetreding van Griekenland, Spanje en Portugal, werden de bedragen der contingenten diensgevolge vermeerderd om te worden gebracht tot respectievelijk 2.316.000 en 2.069.000 Ecu.
3. Dit voorstel heeft tot doel de betrokken tariefcontingenten te openen voor het jaar 1988, op basis van de voor 1987 aangehouden volumes en rekening houdend met de inwerkingtreding, op 1 januari 1988, van de gecombineerde nomenclatuur, die met ingang van deze datum het gemeenschappelijk douanetarief vervangt.

De Commissie is zich bewust van het feit dat de omzetting van bepaalde tariefconcessies van het gemeenschappelijk douanetarief in de gecombineerde nomenclatuur, tot problemen kan leiden die door de betrokken partijen moeten worden geregeld. Zij behoudt zich dus de mogelijkheid voor om haar voorstel in de loop van de procedure te wijzigen, om het eventueel naargelang van de behoeften aan te passen.

4. Gezien het ontbreken van gedetailleerde statistische gegevens met betrekking tot deze produkten en op basis van de gegevens over de effectieve benutting in de Lid-Staten van deze in de voorgaande jaren geopende contingenten, is de voorgestelde verdeling in feite gelijk aan die welke werd vastgesteld voor 1987. Elke van de communautaire tariefcontingenten is in twee gedeelten verdeeld, waarbij het eerste (1.180.000 Ecu voor weefsels van zijde, 1.386.270 Ecu voor produkten van katoen) verdeeld wordt over de Lid-Staten en het tweede gedeelte de communautaire reserve vormt.

(1) PB nr. L 195 van 26.07.1975, blz. 5

(2) PB nr. L 336 van 31.12.1975, blz. 71

5. Wat artikel 1, lid 3 letter b) van de hierbijgevoegde verordening betreft dient niet uit het oog te worden verloren dat het mogelijk is de oplossing te gebruiken welke in de voorafgaande jaren is toegepast, nl. het toelaten van een loodje in plaats van een stempel aan het begin en aan het einde van ieder werkstuk (zie in dit verband de wijziging onderaan de bladzijde naar de tekst van artikel 1, lid 3, letter b) van het voorstel voor de verordening. Met het oog hierop zou opnieuw in het procesverbaal van de Raad de hierbijgevoegde verklaring moeten worden opgenomen.
6. Zoals bij de vorige perioden is de toekenning van dit contingent slechts geoorloofd indien de goederen bij de invoer vergezeld zijn van een bepaald certificaat dat tot op dit ogenblik opgesteld is in de talen van de Gemeenschap. Dit certificaat wordt voortaan vervangen door één tweetalig certificaat. Gedurende een termijn van één jaar is het toegelaten de oude certificaten op te gebruiken.

Voorstel voor een
VERORDENING (EEG) VAN DE RAAD
van

betreffende de opening, de verdeling en de wijze van beheer van de
communautaire tariefcontingenten voor bepaalde weefsels, fluweel
en pluche, vervaardigd op handweefgetouw (1988).

DE RAAD VAN DE EUROPESE GEMEENSCHAPPEN,

Gelet op het Verdrag tot oprichting van de Europese Economische Gemeenschap,
inzonderheid op artikel 113,

Gezien het voorstel van de Commissie,

Overwegende dat de Gemeenschap zich met betrekking tot weefsels van zijde of van vlokzijde en weefsels van katoen, vervaardigd op handweefgetouwen, van de posten ex 50.09 en ex 55.09 van het gemeenschappelijk douanetarief bereid heeft verklaard over te gaan tot de opening van jaarlijkse communautaire tariefcontingenten met vrijstelling van rechten, ieder tot een waarde (douanewaarde) die voor 1987 2.316.000 Ecu voor weefsels van zijde en 2.069.000 Ecu voor weefsels van katoen bedroeg; dat echter het recht om van die communautaire tariefcontingenten gebruik te maken afhankelijk is gesteld van het indienen van een door de bevoegde autoriteiten van de Europese Economische Gemeenschap erkend certificaat van vervaardiging, van het aanbrengen aan het begin en aan het einde van ieder werkstuk van een door die autoriteiten erkend stempel en van rechtstreeks vervoer van het land van vervaardiging naar de Gemeenschap; dat de betrokken tariefcontingenten derhalve op 1 januari 1988 dienen te worden geopend op basis van de voor 1987 aangehouden volume;

Overwegende dat de Gemeenschap, met ingang van 1.1.1988, een gecombineerde goederennomenclatuur, heeft goedgekeurd beantwoordt aan de eisen van het gemeenschappelijk douanetarief van de statistieken van de buitenlandse handel van de Gemeenschap en de handel tussen haar Lid-Staten dat om terzelfder tijd de specifieke communautaire voorschriften te bestrijken genoemde nomenclatuur is uitgebreid door de vaststelling van een geïntegreerd tarief van de Europese Gemeenschappen (TARIC); dat derhalve met ingang van deze datum gebruik moet worden gemaakt van de gecombineerde nomenclatuur en eventueel van de TARIC-codenummers voor de omschrijving van de in deze verordening bedoelde goederen;

Overwegende dat met name dient te worden gewaarborgd dat alle importeurs te allen tijde en in gelijke mate gebruik kunnen maken van de door die contingenten geboden invoermogelijkheden, en dat het aan die contingenten verbonden recht zonder onderbreking wordt toegepast op alle invoer, totdat deze contingenten geheel zijn verbruikt; dat een systeem voor de benutting van de communautaire tariefcontingenten dat is gebaseerd op een verdeling over de Lid-Staten, in overeenstemming lijkt te zijn met het communautaire karakter van die contingenten in het licht van de hierboven uiteengezette beginselen; dat de bedoelde verdeling, om zo goed mogelijk bij de werkelijke ontwikkeling op de markt van de

-2-

betrokken produkten aan te sluiten, zou moeten geschieden naar verhouding van de behoeften, berekend enerzijds op grond van de statistische gegevens betreffende de invoer uit derde landen gedurende een representatieve referentieperiode en anderzijds op grond van de economische vooruitzichten voor het bedoelde contingentsjaar;

Overwegende evenwel dat de betrokken weefsels, vervaardigd op handweefgetouwen, niet afzonderlijk zijn opgenomen in de statistische nomenclatuur; dat het onder deze omstandigheden dan ook niet mogelijk is statistische gegevens te verzamelen die voldoende nauwkeurig en representatief zijn; dat de afboekingen op de aan de Lid-Staten toegekende tariefcontingenten voor sommige van deze weefsels voor de jaren 1984, 1985 en 1986 de volgende bedragen belopen :

1. Weefsels van zijde of van vlokzijde

Lid-Staten	1984		1985		1986	
	in Ecu	in %	in Ecu	in %	in Ecu	in %
Benelux	31 779	1,82	12 681	0,63	44 284	2,22
Denemarken	22 891	1,31	41 784	2,09	60 687	3,04
Duitsland	1 095 862	62,78	1 269 934	63,44	1 452 095	72,75
Griekenland	0	0	0	0	0	0
Frankrijk	306 785	17,58	391 287	19,55	237 718	11,91
Ierland	0	0	0	0	0	0
Italië	130 300	7,47	128 370	6,41	109 000	5,46
Verenigd Koninkrijk	157 850	9,04	157 670	7,88	92 298	4,62

2. Weefsels van katoen

Lid-Staten	1984		1985		1986	
	in Ecu	in %	in Ecu	in %	in Ecu	in %
Benelux	59 000	2,91	68 998	3,38	112 000	5,57
Denemarken	138 001	6,81	267 999	13,12	294 500	14,66
Duitsland	263 192	12,98	325 655	15,94	511 502	25,46
Griekenland	0	0	0	0	0	0
Frankrijk	1 068 000	52,69	852 600	41,74	799 600	39,80
Ierland	0	0	0	0	0	0
Italië	28 274	1,39	56 805	2,78	15 063	0,75
Verenigd Koninkrijk	470 600	23,22	470 600	23,04	276 404	13,76

dat men zich op grond van deze feiten alleen, met name wegens veranderingen die zich hebben voorgedaan, geen beslissende mening kan vormen over de werkelijke behoeften van elk van de voornoemde Lid-Staten voor de bedoelde contingentsperiode; dat de behoeften van de nieuwe Lid-Staten evenmin nauwkeurig kunnen worden bepaald; dat in deze omstandigheden en ten einde een billijke verdeling van de betrokken communautaire tariefcontingenten mogelijk te maken, de percentages voor de aanvankelijke verdeling van de contingenten als volgt kunnen worden geraamd :

Lid-Staten	Produkten van katoen	Produkten van katoen
Benelux	4,58	3,41
Denemarken	4,58	8,72
Duitsland	41,86	13,05
Griekenland	3,17	0,82
Spanje	2,16	1,30
Frankrijk	22,88	37,17
Ierland	3,00	2,24
Italië	9,24	3,45
Portugal	0,84	0,09
Verenigd Koninkrijk	7,64	29,75

Overwegende dat het, ten einde rekening te houden met de eventuele ontwikkeling van de invoer van de betrokken produkten, dienstig is elk der communautaire tariefcontingenten in twee gedeelten te splitsen, waarbij het eerste gedeelte wordt verdeeld over de Lid-Staten, terwijl het tweede gedeelte een reserve vormt ter voorziening in de verdere behoeften van de Lid-Staten die hun aanvankelijke quota geheel hebben verbruikt; dat het, ten einde aan de importeurs enige zekerheid te verschaffen, dienstig is het eerste gedeelte van ieder communautair contingent vast te stellen op een betrekkelijk hoog niveau, dat ongeveer 51 % voor produkten van zijde en 67 % voor produkten van katoen bedraagt;

Overwegende dat de aanvankelijke quota meer of minder spoedig kunnen zijn opgebruikt; dat het, ten einde daarmee rekening te houden en elke onderbreking te voorkomen, van belang is dat iedere Lid-Staat die een van zijn aanvankelijke quota vrijwel geheel heeft verbruikt, overgaat tot opnemings van een extra quotum uit de overeenkomstige reserve; dat dergelijke opnemingen door iedere Lid-Staat dienen te worden verricht wanneer elk van zijn extra quota nagenoeg geheel is benut, en wel zo vaak als elk der reserves dit toelaat; dat ieder van de aanvankelijke en extra quota dient te gelden tot aan het einde van de geldigheidsduur van het contingent; dat deze wijze van beheer een nauwe samenwerking vereist tussen de Lid-Staten en de Commissie, die met name de benuttingsgraad van de tariefcontingenten moet kunnen volgen en de Lid-Staten daarover moet kunnen inlichten;

Overwegende dat het noodzakelijk is dat een Lid-Staat die op een bepaald tijdstip van de geldigheidsduur van het contingent een aanzienlijk overschot van een van zijn aanvankelijke quota heeft, daarvan een aanmerkelijk percentage terugstort in de overeenkomstige reserve, ten einde te voorkomen dat in een Lid-Staat een gedeelte van een der communautaire contingenten onbenut blijft, terwijl andere Lid-Staten er gebruik van zouden kunnen maken;

Overwegende dat, aangezien het Koninkrijk België, het Koninkrijk der Nederlanden en het Groothertogdom Luxemburg verenigd zijn in en vertegenwoordigd worden door de Benelux Economische Unie, elke handeling met betrekking tot het beheer van de aan de genoemde Economische Unie toegewezen quota kan worden verricht door één van haar leden.

HEEFT DE VOLGENDE VERORDENING VASTGESTELD :

Artikel 1

1. Van 1 januari tot en met 31 december 1988 worden de douanerechten die gelden bij de invoer van de hierna omschreven produkten geschorst tot het niveau en binnen de grenzen van communautaire tariefcontingenten zoals bij die produkten is aangegeven :

Volgnummer	Code van de gecombineerde nomenclatuur	Omschrijving	Omvang van het contingent (in Ecu)	Contingent-recht (in %)
09.0101	ex 50.07	Weefsels van zijde of van afval van zijde : - vervaardigd op handweefgetouwen	2 316 000	0
	58.03	Weefsel met gaasbinding, ander dan bedoeld bij post 58.06 :		
	ex 58.03.90-10	van zijde of van afval van zijde		
09.0103	ex 52.08	Weefsels van katoen, bevattende 85 of meer gewichtspersenten katoen met een gewicht van niet meer dan 200 gr per m ² - (1)	2 069 000	0
	ex 52.09	Weefsels van katoen, bevattende 85 of meer gewichtspersenten katoen, met een gewicht van meer dan 200 g per m ² : - (1)		
	ex 52.10	Weefsels van katoen, bevattende minder dan 85 gewichtspersenten katoen, enkel of hoofdzakelijk met synthetische of kunstmatige vezels gemengd, met een gewicht van niet meer dan 200 g per m ² : - (1)		
	ex 52.11	Weefsels van katoen, bevattende minder dan 85 gewichtspersenten katoen, enkel of hoofdzakelijk met synthetische of kunstmatige vezels gemengd, met een gewicht van meer dan 200 g per m ² : - (1)		
	ex 52.12	Andere weefsels van katoen : - (1)		
	ex 58.01	Fluweel, pluche en schanilleweefsel, ander dan bedoeld bij post 58.06 : - van katoen :		
	ex 58.01.21-00	-- ongesneden inslagfluweel en -pluche - (1)		

- ex 58.01.22-00 -- gesneden inslagfluweel en -pluche,
geribd (corduroy)
- (1)
- ex 58.01.23-00 -- ander inslagfluweel en -pluche
- (1)
- ex 58.01.24-00 -- kettingfluweel en -pluche,
épinglé
- (1)
- ex 58.01.25-00 -- gesneden kettingfluweel en -pluche
- (1)
- ex 58.01.26-00 -- chenilleweefsel
- (1)
- 58.03 Weefsel met gaasbinding, ander dan be-
doeld bij post 58.06 :
- ex 58.03.10-00 - van katoen
- (1)

(1) Produkten vervaardigd op handweefgetouwen

In het kader van deze tariefcontingenten passen Spanje en Portugal rechten toe die worden berekend overeenkomstig de bepalingen ter zake in de Toetredingsakte van 1985.

2. Voor de toepassing van deze verordening worden beschouwd

- a) als handweefgetouwen : de weefgetouwen die voor de vervaardiging van weefsels uitsluitend door middel van hand- of voetbewegingen worden bewogen;
- b) als douanewaarde : de waarde welke in de communautaire regelingen ter zake is vastgesteld.

3. Invoer in het kader van deze contingenten kan echter alleen plaatsvinden indien de betrokken weefsels, fluweel en pluche :

- a) vergezeld gaan van een certificaat van vervaardiging dat conform is aan het model in bijlage I (1) en dat door de bevoegde autoriteiten van de Europese Gemeenschap wordt erkend en voorzien is van een visum van het in bijlage II vermelde land van vervaardiging;
- b) aan het begin en aan het einde van ieder werkstuk een door de vorenbedoelde autoriteiten erkend stempel dragen (2);
- c) rechtstreeks van het land van vervaardiging naar de Europese Economische Gemeenschap worden vervoerd.

4. Als rechtstreeks vervoer wordt in dit verband beschouwd :

- a) vervoer dat niet over het grondgebied van een niet tot de Europese Gemeenschappen behorend land loopt. Hierbij dient te worden opgemerkt dat het aan-
doen van havens van niet tot de Europese Gemeenschappen behorende landen
geen onderbreking van het rechtstreekse vervoer betekent, mits de goederen
daar niet worden overgeladen;
- b) vervoer dat over het grondgebied van een of meer niet tot de Europese Gemeen-
schappen behorende landen loopt, ook indien in een dergelijk land overlading

(1) De modellen van certificaten opgenomen in bijlage I bij Verordening (EEG)
nr. 3745/86 van 28 november 1986 mogen evenwel tot 31 december 1988
worden aanvaard.

(2) Deze alinea verhindert niet dat met een door de autoriteiten erkend loodje
aan de in deze alinea bedoelde voorwaarden kan worden voldaan.

plaatsvindt, mits het vervoer over het grondgebied van die landen of de overlading geschiedt onder dekking van één enkel in het land van vervaardiging opgemaakt vervoerdocument.

Artikel 2

1. Een eerste gedeelte van een hoeveelheid welke overeenkomt met een waarde van 1.180.000 Ecu voor de produkten van zijde met een waarde van 1.386.230 Ecu voor de produkten van katoen wordt over de Lid-Staten verdeeld; de quota die, behoudens het bepaalde in artikel 5, voor de periode van 1 januari tot en met 31 december 1988 gelden, belopen hoeveelheden die overeenkomen met de hierna aangegeven bedragen.:

a) voor de produkten van zijde, bedoeld in artikel 1, lid 1:

	(in Ecu)
Benelux	54.000
Denemarken	54.000
Duitsland	494.000
Griekenland	37.400
Spanje	25.500
Frankrijk	270.000
Ierland	35.400
Italië	109.000
Portugal	10.500
Verenigd Koninkrijk	90.200;

b) voor de produkten van katoen, bedoeld in artikel 1, lid 1:

	(in Ecu)
Benelux	47.270
Denemarken	120.880
Duitsland	180.900
Griekenland	11.370
Spanje	18.020
Frankrijk	515.260
Ierland	31.050
Italië	47.825
Portugal	1.250
Verenigd Koninkrijk	412.405

2. Het tweede gedeelte van elk der in artikel 1, lid 1, genoemde contingenten, dat respectievelijk met 1.136.000 en met 682.770 Ecu overeenkomt, vormt de reserve.
3. De Verordeningen (EEG) nr. 2779(1) en (EEG) nr. 289/84 (2) zijn van toepassing bij de berekening van de tegenwaarde in de nationale valuta's van de in Ecu uitgedrukte bedragen.

Artikel 3

1. Indien een van de aanvankelijke quota van een Lid-Staat - zoals vastgesteld in artikel 2, lid 1 - dan wel dat zelfde quorum verminderd met het bij toepassing van artikel 5 in de overeenkomstige reserve teruggestorte gedeelte, voor 90 % of meer is benut, gaat de betrokken Lid-Staat, door middel van een kennisgeving aan de Commissie, onverwijld over tot opneming, voorzover er in de reserve nog

(1) PB n° L 333 van 30.11.1978, blz. 5.

(2) PB n° L 33 van 14. 2.1984, blz. 2.

een voldoende hoeveelheid aanwezig is, van een tweede quotum ter grootte van 15 % van zijn aanvankelijke quotum, eventueel op de volgende eenheid naar boven afgerond.

2. Indien een Lid-Staat, na volledige benutting van een van zijn aanvankelijke quota, het door hem opgenomen tweede quorum voor 90 % of meer heeft benut, gaat hij, onder de in lid 1 genoemde voorwaarden, over tot opneming van een derde quotum ter grootte van 7,5 % van zijn aanvankelijk quorum, eventueel op de volgende eenheid naar boven afgerond.
 3. Indien een Lid-Staat, na volledige benutting van zijn tweede quorum, het door hem opgenomen derde quorum voor 90 % of meer heeft benut, gaat hij, onder dezelfde voorwaarden, over tot opneming van een vierde quorum, dat gelijk is aan het derde quorum.
- Deze procedure wordt verder op overeenkomstige wijze toegepast totdat elk der reserves is uitgeput.
4. In afwijking van het bepaalde in de leden 1 tot en met 3 kunnen de Lid-Staten overgaan tot opneming van kleinere hoeveelheden dan de in de leden vastgestelde quota, wanneer er aanleiding is om aan te nemen dat die quota wellicht niet geheel zullen worden benut. Zij delen aan de Commissie de redenen mede die tot toepassing van het onderhavige lid hebben geleid.

Artikel 4

Elk der overeenkomstig artikel 3 opgenomen extra quota geldt tot en met 31 december 1988.

Artikel 5

De Lid-Staten storten uiterlijk op 1 oktober 1988 het niet benutte gedeelte van hun aanvankelijke quotum in de reserve terug, dat op 15 september 1988 20 % van het aanvankelijk quotum te boven gaat. Zij kunnen een grotere hoeveelheid terugstorten, wanneer er redenen zijn om aan te nemen dat deze wellicht onbenut zal blijven.

De Lid-Staten geven uiterlijk op 1 oktober 1988 aan de Commissie kennis van de totale invoer van de betrokken produkten die gedurende de periode tot en met 15 september 1988 heeft plaatsgevonden en op elk der contingenten is afgeboekt, alsmede eventueel van het gedeelte van ieder van hun aanvankelijke quota dat zij in de overeenkomstige reserve terugstorten.

Artikel 6

De Commissie houdt boek van de door de Lid-Staten overeenkomstig het bepaalde in de artikelen 2 en 3 geopende quota en zij geeft, zodra de opgaven haar bereiken, iedere Lid-Staat kennis van de in de reserves nog aanwezige hoeveelheden.

Zij stelt de Lid-Staten uiterlijk op 5 oktober 1988 in kennis van de stand van ieder van de reserves, na de overeenkomstig artikel 5 verrichte terugstortingen.

12

Zij ziet erop toe dat de opneming waardoor een van de reserves wordt uitgeput, tot de nog beschikbare hoeveelheid beperkt blijft en deelt daartoe aan de Lid-Staat die de laatste opneming verricht mede, hoeveel het saldo bedraagt.

Artikel 7

1. De Lid-Staten nemen alle dienstige maatregelen opdat bij opneming van de met toepassing van artikel 3 door hen opgenomen extra quota, de door hen ingevoerde hoeveelheden zonder onderbreking kunnen worden afgeboekt op hun gecumuleerd aandeel in de communautaire tariefcontingenten.
2. De Lid-Staten waarborgen de importeurs van de betrokken produkten vrije toegang tot de hun toegekende quota.
3. De Lid-Staten boeken de ingevoerde hoeveelheden op hun quota af naar gelang de desbetreffende produkten bij de douane ten invoer in het vrije verkeer worden aangegeven.
4. De uitputtingsgraad van de quota van iedere Lid-Staat wordt vastgesteld op grond van de ingevoerde hoeveelheden die onder de in lid 3 bepaalde voorwaarden zijn afgeboekt.

Artikel 8

Op verzoek van de Commissie stellen de Lid-Staten haar op de hoogte van de invoer van de betrokken produkten die daadwerkelijk op hun quota is afgeboekt.

Artikel 9

De Lid-Staten en de Commissie werken nauw samen om te bereiken dat deze verordening wordt nagekomen.

Artikel 10

Deze verordening treedt in werking op 1 januari 1988.

Deze verordening is verbindend in al haar onderdelen en is rechtstreeks toepas-
selijk in elke Lid-Staat.

Gedaan te Brussel,

Voor de Raad

De Voorzitter

ANEXO I — BILAG I — ANHANG I — ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ I — ANNEX I — ANNEXE I — ALLEGATO I — BIJLAGE I — ANEXO I

MODELOS DE CERTIFICADO DE FABRICACIÓN
MODELLER TIL FREMSTILLINGSCERTIFIKAT
MUSTER DER HERSTELLUNGSBESCHEINIGUNG
ΥΠΟΔΕΙΓΜΑΤΑ ΠΙΣΤΟΠΟΙΗΤΙΚΩΝ ΚΑΤΑΣΚΕΥΗΣ
MODEL CERTIFICATE OF MANUFACTURE
MODÈLES DE CERTIFICAT DE FABRICATION
MODELLI DI CERTIFICATO DI FABBRICAZIONE
MODELLEN VAN CERTIFICAAT VAN VERVAARDIGING
MODELOS DE CERTIFICADO DE FABRICO

Historical Archives of the European Commission

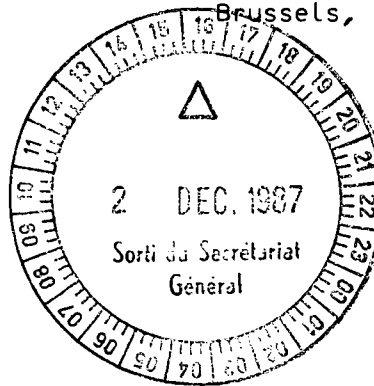
ANEXO II — BILAG II — ANHANG II — ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ II — ANNEX II — ANNEXE II — ALLEGATO II — BIJLAGE II — ANEXO II

País de fabricación Fremstillingsland Herstellungsland Χώρα κατασκευής Country of manufacture Pays de fabrication Paese di fabbricazione Land van vervaardiging País de fabrico	Autoridad competente Kompetent myndighed Zuständige Behörde Αρμόδια υπηρεσία Competent authority Autorité compétente Autorità competente Bevoegde autoriteit Autoridade competente
India Indien Indien Ινδία India Inde India India Índia	Textile Committee (para los tejidos de seda) eller (for stoffer af silke) oder (für Gewebe aus Seide) ή (για μεταξωτά υφάσματα) or (for silk fabrics) ou (pour les tissus de soie) o (per i tessuti di seta) of (voor weefsels van zijde) (para os tecidos de seda) Central Silk Board
Pakistán Pakistan Pakistan Πακιστάν Pakistan Pakistan Pakistan Pakistan Paquistão	Export Promotion Bureau
Tailandia Thailand Thailand Ταϊλάνδη Thailand Thaïlande Tailandia Thailand Tailândia	Department of Foreign Trade
Bangladesh Bangladesh Bangladesch Μπαγκλαντές Bangladesh Bangladesh Bangladesh Bangladesh Bangladesh	Export Promotion Bureau
Laos Laos Laos Λάος Laos Laos Laos Laos Laos Laos	Service national de l'artisanat et de l'industrie
Sri Lanka Sri Lanka Sri Lanka Σρι Λάνκα Sri Lanka Sri Lanka Sri Lanka Sri Lanka Sri Lanka	Department of Commerce

COMMISSION OF THE EUROPEAN COMMUNITIES

COM(87) 558 final

Brussels, 20 November 1987



Proposal for a COUNCIL REGULATION (EEC)

opening, allocating and providing for the administration of a Community
tariff quota for certain handwoven fabrics, pile and chenille (1988)

(submitted by the Commission)

COM(87) 558 final

EXPLANATORY MEMORANDUM

1. During a round of multilateral negotiations conducted under GATT, the Community expressed its willingness to open every year, subject to certain conditions, one of which was the production of a certificate of manufacture recognized by the relevant authorities, the following quotas :

CCT heading No	Description of goods	Quota amount
ex 50.09	Woven fabrics of silk or of waste silk other than noil, woven on handlooms	1 000 000 UA
ex 55.09	Cotton fabrics woven on handlooms	1 000 000 UA

In pursuance of the Declaration of Intent concerning commercial relations with certain Asian countries and to allow for the participation of the new Member States in the utilization of these quotas, the quota amounts were, with effect from 1 January 1974, stepped up to 2 000 000 units of account.

In addition, following a request put forward by the United Kingdom, which was moreover supported by the Indian and Pakistan authorities, the scope of the quotas was extended, with effect from 1 January 1975, to cover certain silk or cotton textile articles falling within headings ex 50.10, ex 55.07 and ex 58.04 of the Common Customs Tariff.

2. During 1975 and 1976 the Commission proposed to the Council that the annual quota amounts in question should be increased from two million to three million units of account. This proposal was not adopted by the Council, which by Regulations (EEC) Nos 1910/75 of 22 July 1975 (1) and 3361/75 of 18 December 1975 (2), authorized a single increase of 200 000 UA in the quota amount for handwoven silk fabrics. The quota amounts were subsequently increased to 2 316 000 and 2 069 000 ECU respectively to take account of the accession of Greece, Spain and Portugal.
3. The purpose of this Regulation is to open the tariff quotas in question for 1988 at the levels set for 1987 and taking account of the entry into force on 1 January 1988 of the Combined Nomenclature, which replaces the Common Customs Tariff on this date.

The Commission is aware that the transposition of certain tariff concessions from the Common Customs Tariff to the Combined Nomenclature might raise problems which would need to be settled between interested parties. It therefore reserves the right to amend its proposal in the course of the procedure with a view to adjusting it, where appropriate, to requirements.

4. In the absence of detailed statistical data covering the products in question but given the knowledge of the effective use made in the Member States of the same previously opened quotas, the proposed allocation is the same as that adopted for 1987.

Each of the quotas has been divided into two parts, the first (1 180 000 ECU for silk fabrics and 1 386 230 ECU for cotton products) being divided among the Member States and the second being the Community reserve.

5. As regards Article 1 (4)(b) of the annexed Regulation, it is appropriate not to lose sight of the advisability of retaining the solution adopted in previous years regarding the acceptability of a lead seal instead of a stamp marked at the beginning and the end of each item (see the footnote to the text of Article 1 (4)(b) in the proposal for a Regulation). For this purpose the declaration referred to above should again be entered in the Council minutes.
6. As in the preceding periods, the benefit of this tariff quota is reserved for the imports which are covered by a specific certificate. This has hitherto been drawn up in the languages of the Community. In order to simplify and to standardize this type of document the certificate is henceforth replaced by a document in two languages only. One year will be allowed for using up the stocks of old certificates.

(1) OJ No L 195, 26. 7.1975, p. 5
(2) OJ No L 336, 31.12.1975, p. 71

Proposal for a
COUNCIL REGULATION (EEC) No

of

opening, allocating and providing for the administration of a Community tariff quota for certain handwoven fabrics, pile and chenille, (1988)

THE COUNCIL OF THE EUROPEAN COMMUNITIES,

Having regard to the Treaty establishing the European Economic Community, and in particular Article 113 thereof,

Having regard to the proposal from the Commission,

Whereas, as regards handwoven fabrics of silk, waste silk other than noil and cotton, falling within heading Nos ex 50.09 and ex 55.09, the Community has declared its readiness to open annual duty-free Community tariff quotas up to a value (customs value) which, for 1987, amounted to 2 316 000 ECU for silk fabrics and to 2 069 000 ECU for cotton fabrics; whereas products

may be admitted under the Community tariff quota only on production of a certificate of manufacture recognized by the relevant authorities of the European Economic Community, such products being stamped in a manner approved by those authorities at the beginning and end of each item and carried direct from the country of manufacture to the Community; whereas it is,

accordingly, appropriate to open the tariff quotas in question with effect from 1 January 1988, at the levels set for 1987;

Whereas the Community has adopted, with effect from 1 January 1988, a Combined Nomenclature for goods which meets the requirements of the Common Customs Tariff and the Nomenclature of Goods for the External Trade Statistics of the Community and Statistics of Trade between Member States; whereas, in order to accommodate specific Community measures, this Nomenclature has been expanded into an integrated tariff of the European Communities (TARIC); whereas, with effect from the date given above, the Combined Nomenclature and, where appropriate, the TARIC code numbers, should be used for the description of the products covered by this Regulation.

Whereas equal and continuous access to the quotas should be ensured for all Community importers and the rate laid down for the quotas should be applied consistently to all imports until the quotas are used up; whereas, in the light of the principles outlined above, a Community tariff quota arrangement based on an allocation among the Member States would seem to preserve the Community nature of the said quotas; whereas, to represent as closely as possible the actual development of the market in the said goods, the allocation should follow proportionately the requirements calculated both on the basis of statistics of imports from third countries during a representative reference period and on the basis of the economic prospects for the quota year in question;

Whereas, however, in the statistical nomenclatures there is no specific classification for the handwoven fabrics concerned; whereas, in these circumstances, it has been impossible to collect sufficiently precise and representative statistics; whereas the quantities charged against the shares allocated to the Member States for the Community tariff quotas opened for certain of these fabrics for 1984, 1985 and 1986 were as follows:

1. Woven fabrics of silk or of waste silk other than noil
Customs Tariff):

Member States	1984		1985		1986	
	ECU	%	ECU	%	ECU	%
Benelux	31 779	1.82	12 681	0.63	44 284	2.22
Denmark	22 891	1.31	41 784	2.09	60 687	3.04
Germany	1 095 862	62.78	1 269 934	63.44	1 452 095	72.75
Greece	0	0	0	0	0	0
France	306 785	17.58	391 287	19.55	237 718	11.91
Ireland	0	0	0	0	0	0
Italy	130 300	7.47	128 370	6.41	109 000	5.46
United Kingdom	157 850	9.04	157 670	7.88	92 298	4.62

2. Woven fabrics of cotton

Member States	1984		1985		1986	
	ECU	%	ECU	%	ECU	%
Benelux	59 000	2.91	68 998	3.38	112 000	5.57
Denmark	138 001	6.81	267 999	13.12	294 500	14.66
Germany	263 192	12.98	325 655	15.94	511 502	25.46
Greece	0	0	0	0	0	0
France	1 068 000	52.69	852 600	41.74	799 600	39.80
Ireland	0	0	0	0	0	0
Italy	28 274	1.39	56 805	2.78	15 063	0.75
United Kingdom	470 600	23.22	470 600	23.04	276 404	13.76

Whereas, in view of the variations in these figures, no firm conclusion can be reached on the real requirements of each Member State referred to above for the quota period under consideration; whereas the new Member States' requirements can not be accurately determined either; whereas, in order that the Community tariff quotas in question may be allocated fairly among the Member States, the initial percentage shares of the quota volume may be expressed roughly as follows:

Member States	silk goods	cotton goods
Benelux	4,58	3,41
Denmark	4,58	8,72
Germany	41,86	13,05
Greece	3,17	0,82
Spain	2,16	1,30
France	22,88	37,17
Ireland	3,00	2,24
Italy	9,24	3,45
Portugal	0,84	0,09
United Kingdom	7,64	29,75

Whereas, to take account of future import trends for the goods under consideration, each quota volume should be divided into two parts, the first being allocated among the Member States and the second held as a reserve to cover at a later date the requirements of Member States which have used up their initial shares; whereas, to give importers some degree of certainty, the first part of each Community tariff quota should be set at a relatively high level, at approximately 51 % for silk goods and at approximately 67% for cotton goods;

Whereas the initial shares may be used up at variety rates, whereas, therefore, to avoid any break in the continuity of supplies, any

Member State which has almost used up one of its initial shares should draw a supplementary share from the corresponding reserve; whereas this must be done by each Member State as each one of its supplementary shares is almost used up, and as many times as the reserve allows; whereas each initial and supplementary share must be valid until the end of the quota period; whereas this form of administration requires close collaboration between the Member States and the Commission and the latter must be able to monitor the extent to which the tariff quotas have been used up and inform the Member States accordingly ;

Whereas, if at a given date in the quota period a Member State has a considerable quantity of one of its initial shares left over, it is essential that it should return a significant proportion to the reserve to prevent a part of one or other of the Community quotas from remaining unused in one Member State while it could be used in others;

Whereas, since the Kingdom of Belgium, the Kingdom of the Netherlands and the Grand Duchy of Luxembourg are united within and jointly represented by the Benelux Economic Union, any operation relating to the administration of the quota shares allocated to that economic union may be carried out by any one of its members,

HAS ADOPTED THIS REGULATION :

Article 1

1. From 1 January to 31 December 1988, the customs duties applicable to imports of the following products shall be suspended at the level indicated and within the limits of Community tariff quotas as shown herewith :

Order No	Combined Nomenclature code	Description	Quota volume (in ECU)	Rate of duty
09.0101	ex 50.07	Woven fabrics of silk or of silk waste : - woven on handlooms	2 316 000	0
	58.03	Gauze, other than narrow fabrics of heading No 58.06 :		
	ex 58.03.90-10	of silk or silk waste - woven on handlooms		
	ex 52.08	Woven fabrics of cotton, containing 85 % or more by weight of cotton, weighing not more than 200 g/m2 : - (1)		
	ex 52.09	Woven fabrics of cotton, containing 85 % or more by weight of cotton, weighing more than 200 g/m2 : - (1)		
09.0103	ex 52.10	Woven fabrics of cotton, containing less than 85 % by weight of cotton, mixed mainly or solely with man-made fibres, weighing not more than 200 g/m2 : - (1)	2 069 000	0
	ex 52.11	Woven fabrics of cotton, containing less than 85 % by weight of cotton, mixed mainly or solely with man-made fibres, weighing more than 200 g/m2 : - (1)		
	ex 52.12	Other woven fabrics of cotton : - (1)		
	58.01	Woven pile fabrics and chenille fabrics, other than fabrics of heading No 58.06 : of cotton :		
	ex 58.01.21-00	Uncut weft pile fabrics : - (1)		
	ex 58.01.22-00	Cut corduroy : - (1)		
	ex 58.01.23-00	Other weft pile fabrics : - (1)		

(1) Fabrics woven on handlooms

ex 58.01.24-00	Warp pile fabrics, épinglé (uncut) :
	- (1)
ex 58.01.25-00	Warp pile fabrics, cut :
	- (1)
ex 58.01.26-00	Chenille fabrics :
	- (1)
58.03	Gauze, other than narrow fabrics of heading No 58.06 :
ex 58.03.10-00	of cotton
	- (1)

(1) Fabrics woven on handlooms

Within the limits of

these tariff quotas, Spain and Portugal shall apply the duties calculated in accordance with the relevant provisions laid down in the 1985 Act of Accession.

2. For the purposes of this Regulation:

(a) handwoven fabrics' means fabrics woven on looms moved exclusively by hand or foot;

(b) customs value' means the value as defined in the relevant Community rules.

3. Admission under these quotas shall, however, be granted only for fabrics, pile and chenille:

(a) accompanied by a certificate of manufacture recognized by the relevant authorities of the European Economic Community and conforming to one of the examples in Annex I (1) endorsed by one of the recognized authorities of the country of manufacture as given in Annex II;

(b) bearing, at the beginning and end of each item, a stamp approved by the said authorities (1);

(c) carried direct from the country of manufacture to the European Economic Community.

4. In this respect, the following shall be considered to have been carried direct:

(a) goods which, in carriage, do not cross the territory of a country not a Member of the European Communities. Goods temporarily held in ports of non-member countries shall not be excluded from the definition of direct carriage provided that they are not transhipped there;

(b) goods which, in carriage, cross the territory of one or more countries not members of the European Communities or are transhipped in such a country,

(1) The examples of certificates in Annex 1 to Regulation (EEC) No 3745/86 of 28 November 1986 can however be accepted until 31 December 1988.

(2) It is agreed that this subparagraph shall not prevent a lead seal approved by the authorities from constituting performance of the terms of this subparagraph.

provided that they cross such territory while covered by a single transport document drawn up in the country of manufacture.

Article 2

1. A first part of the quotas of a value corresponding to 1 180 000 ECU for silk products and 1 386 230 ECU for cotton products shall

be allocated among the Member States; the respective shares of the Member States which, subject to Article 5, shall be valid from 1 January to 31 December 1987 shall correspond to the following values:

- (a) for silk products referred to in Article 1 (1)

	(ECU)
Benelux	54 000
Denmark	54 000
Germany	494 000
Greece	37 400
Spain	25 500
France	270 000
Ireland	35 400
Italy	109 000
Portugal	10 500
United Kingdom	90 200

- (b) for cotton products referred to in Article 1 (1)

	(ECU)
Benelux	47 270
Denmark	120 830
Germany	180 900
Greece	11 370
Spain	18 020
France	515 260
Ireland	31 050
Italy	47 825
Portugal	1 250
United Kingdom	412 405

2. The second part of each of the quotas referred to in Article 1 (1) and corresponding to 1 136 000 and 682 770 ECU respectively, shall constitute the reserve.

3. Regulations (EEC) No 2779/78⁽¹⁾ and (EEC) No 289/84⁽²⁾ shall apply for the purposes of determining the equivalent value in national currencies of amounts expressed in ECU.

Article 3

1. If 90 % or more of one of a Member State's initial shares as specified in Article 2 (1), or of that share ~~Less~~ the portion returned to the reserve where Article 5 is applied, has been used up, that Member State shall without delay, by notifying the Commission, draw a second share equal to 15 % of its initial share, rounded up where necessary to the next whole number, to the extent permitted by the amount of the reserve.
 2. If, after one or other of its initial shares has been used up 90 % or more of the second share drawn by a Member State has been used up, that Member State shall, using the procedure provided for in paragraph 1, draw a third share, equal to 7.5 % of its initial share, rounded up where necessary to the next whole number.
 3. If, after one or other of its second shares has been used up, 90 % or more of the third share drawn by a Member State has been used up, that Member State shall, using the same procedure, draw a fourth share equal to the third.
- This process shall continue to apply until the reserve is used up.
4. By way of derogation from paragraphs 1, 2 and 3, a Member State may draw shares lower than those specified in those paragraphs if there are grounds for believing that they may not be used up. It shall inform the Commission of its reasons for applying this paragraph.

Article 4

Supplementary shares drawn pursuant to Article 3 shall be valid until 31 December 1988.

Article 5

Member States shall return to the reserve, not later than 1 October 1988, the unused portion of their initial share which, on 15 September 1988, is in excess of 20 % of the initial amount. They may return a larger quantity if there are reasons to believe that it might not be used.

Each Member State shall, not later than 1 October 1988, notify the Commission of the total quantities of the said goods imported up to and including 15 September 1988 and charged against the appropriate Community tariff quota, and of any quantities of the initial shares returned to the corresponding reserves.

⁽¹⁾ OJ No L 333, 30. 11. 1978, p. 5.

⁽²⁾ OJ No L 33, 4. 2. 1984, p. 2.

Article 6

The Commission shall keep an account of the shares drawn by the Member States pursuant to Articles 2 and 3 and shall, as soon as it has been notified, inform each State of the extent to which the reserves have been used up.

It shall inform the Member States, not later than 5 October 1988, of the amounts still in reserve after amounts have been returned thereto pursuant to Article 5.

It shall ensure that the drawing which uses up a reserve does not exceed the balance available and to this end shall notify the amount of that balance to the Member State making the last drawing.

Article 7

- Article 3 are carried out
1. The Member States shall take all measures necessary to ensure that supplementary drawings of shares pursuant to Article 3 are carried out in such a way that imports may be charged without interruption against their accumulated shares in the Community tariff quotas.
 2. The Member States shall ensure that importers of the products in question have free access to the shares allocated to them.
 3. The Member States shall charge imports of the products against their shares as and when they are entered with the customs authorities for free circulation.
 4. The extent to which a Member State has used up its share shall be determined on the basis of imports charged in accordance with paragraph 3.

Article 8

At the request of the Commission, Member States shall inform it of imports of the products concerned actually charged against their shares.

Article 9

The Member States and the Commission shall cooperate closely in order to ensure that this Regulation is complied with.

Article 10

This Regulation shall enter into force on 1 January 1988.

This Regulation shall be binding in its entirety and directly applicable in all Member States.

Done at Brussels,

For the Council
The President

MODELOS DE CERTIFICADO DE FABRICACIÓN
MODELLER TIL FREMSTILLINGSCERTIFIKAT
MUSTER DER HERSTELLUNGSBESCHEINIGUNG
ΥΠΟΔΕΙΓΜΑΤΑ ΠΙΣΤΟΠΟΙΗΤΙΚΩΝ ΚΑΤΑΣΚΕΥΗΣ
MODEL CERTIFICATE OF MANUFACTURE
MODÈLES DE CERTIFICAT DE FABRICATION
MODELLI DI CERTIFICATO DI FABBRICAZIONE
MODELLEN VAN CERTIFICAAT VAN VERVAARDIGING
MODELOS DE CERTIFICADO DE FABRICO

Historical Archives of the European Commission

(1) Indiquer s'il s'agit d'un nombre de pièces, de mètres, de m² ou de kilogrammes.
(2) Dans la monnaie du contrat de vente.
(3) Biffer la mention inutile.

(1) State whether in pieces, metres, square metres or kilograms.
(2) The currency of the contract of sale.
(3) Delete as appropriate.

1 Exporter (Name, full address, country) Exportateur (Nom, adresse complète, pays)		2 Number Numero		00000			
3 Consignee (Name, full address, country) Destinataire (Nom, adresse complète, pays)		CERTIFICATE RELATING TO SILK OR COTTON HANDLOOM PRODUCTS Issued with a view to obtaining the benefit of the preferential tariff régime in the European Economic Community CERTIFICAT CONCERNANT LES PRODUITS DE SOIE OU DE COTON, TISSÉS SUR MÉTIERS À MAIN délivré en vue de l'obtention du bénéfice du régime tarifaire préférentiel dans la Communauté économique européenne					
6 Place and date of shipment — Means of transport Lieu et date d'embarquement — moyen de transport		4 Country of manufacture Pays de fabrication		5 Country of destination Pays de destination			
		7 Supplementary details Données supplémentaires					
8 Marks and numbers — Number and kind of packages — DETAILED DESCRIPTION OF GOODS Marques et numéros — nombre et nature des colis — DÉSIGNATION DÉTAILLÉE DES MARCHANDISES				9 Quantity (1) Quantité (1)		10 FOB value (2) Valeur fob (2)	
11 CERTIFICATION BY THE COMPETENT AUTHORITY — VISA DE L'AUTORITÉ COMPÉTENTE							
I, the undersigned, certify that: — the consignment described above contains only handloom textile products of the cottage industry of the country shown in box No 4, — to each piece is attached: — at the beginning and end, an approved stamp (3), — a seal No (3)							
Je soussigné, certifie que l'envoi décrit ci-dessus contient exclusivement des produits textiles fabriqués sur métiers à main par l'artisanat rural du pays indiqué dans la case n° 4, — chaque pièce est munie au début et à la fin, d'un cachet agréé (3) d'un plomb n° (3).							
12 Competent authority (Name, full address, country) Autorité compétente (Nom, adresse complète, pays)				At, on A le (Signature) (Seal) (Sceau)			

País de fabricación Fremstillingsland Herstellungsland Χώρα κατασκευής Country of manufacture Pays de fabrication Paese di fabbricazione Land van vervaardiging País de fabrico	Autoridad competente Kompetent myndighed Zuständige Behörde Αρμόδια υπηρεσία Competent authority Autorité compétente Autorità competente Bevoegde autoriteit Autoridade competente
India	Textile Committee (para los tejidos de seda) eller (for stoffer af silke) oder (für Gewebe aus Seide) ή (για μεταξωτά υφάσματα) or (for silk fabrics) ou (pour les tissus de soie) o (per i tessuti di seta) of (voor weefsels van zijde) (para os tecidos de seda) Central Silk Board
Indien	
Indien	
Ινδία	
India	
Inde	
India	
India	
Pakistán	Export Promotion Bureau
Pakistan	
Pakistan	
Πακιστάν	
Pakistan	
Pakistan	
Pakistan	
Paquistão	
Tailandia	Department of Foreign Trade
Thailand	
Thailand	
Ταϊλάνδη	
Thailand	
Thailande	
Tailandia	
Thailand	
Tailândia	Export Promotion Bureau
Bangladesh	
Bangladesh	
Bangladesch	
Μπαγκλαντές	
Bangladesh	
Bangladesh	
Bangladesh	
Laos	Service national de l'artisanat et de l'industrie
Laos	
Laos	
Λάος	
Laos	
Laos	
Laos	
Laos	
Sri Lanka	Department of Commerce
Sri Lanka	
Sri Lanka	
Σρι Λάνκα	
Sri Lanka	
Sri Lanka	
Sri Lanka	
Sri Lanka	

País de fabricación Fremstillingsland Herstellungsland Χώρα κατασκευής Country of manufacture Pays de fabrication Paese di fabbricazione Land van vervaardiging País de fabrico	Autoridad competente Kompetent myndighed Zuständige Behörde Αρμόδια υπηρεσία Competent authority Autorité compétente Autorità competente Bevoegde autoriteit Autoridade competente
El Salvador El Salvador El Salvador Ελ Σαλβαδόρ El Salvador El Salvador El Salvador El Salvador El Salvador	Dirección de comercio internacional
Honduras Honduras Honduras Ονδούρα Honduras Honduras Honduras Honduras Honduras	Dirección general de comercio exterior
Indonesia Indonesien Indonesien Ινδονησία Indonesia Indonésie Indonesia Indonesia Indonesia Indonesia	Ministerio de Comercio y de Cooperativas Ministeriet for handel og kooperativer Ministerium für Handel und Genossenschaften Υπουργείο Εμπορίου και Συνεργατισμών Department of Trade and Cooperatives Ministère du commerce et des coopératives Ministero del commercio e delle cooperative Ministerie van Handel en Coöperatieven Ministério do Comércio e das Cooperativas
Guatemala Guatemala Guatemala Γουατεμάλα Guatemala Guatemala Guatemala Guatemala Guatemala	Dirección de comercio interior y exterior
Argentina Argentina Argentinien Αργεντινή Argentina Argentine Argentina Argentinie Argentina	Secretaría de Estado y comercio y negociaciones económicas inter-nacionales

KOMMISSIONEN FOR DE EUROPÆISKE FÆLLESSKABER

KOM(87) 558 endelig udg.

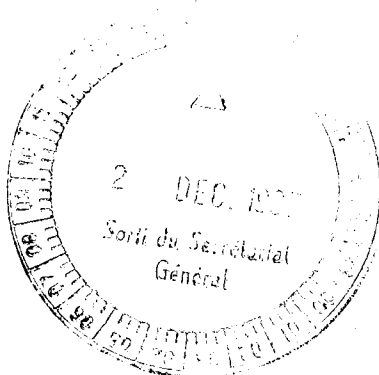
Bruxelles, den 20. november 1987

Forslag til

RÅDETS FORORDNING (EØF)

om åbning, fordeling og forvaltning af
fællesskabstoldkontingenter for visse stoffer,
herunder fløjls- og plynstoffer, fremstillet på håndvæv
(1988)

(forelagt af Kommissionen)



BEGRUNDELSE

- I. I forbindelse med de multilaterale forhandlinger i GATT erklærede Fællesskabet sig parat til årligt på visse betingelser, herunder fremlæggelse af et af de kompetente myndigheder anerkendt fremstillingscertifikat, at åbne følgende toldfrie fællesskabstoldkontingenter:

Pos. i den fælles toldtarif	Varebeskrivelse	Kontingentbeløb
ex 50.09	Vævet stof af natursilke (herunder schappesilke), fremstillet på håndvæv	1 000 000 RE
ex 55.09	Vævet stof af bomuld, fremstillet på håndvæv	1 000 000 RE

Som led i iværksættelsen af hensigtserklæringen vedrørende handelsforbindelserne med visse asiatiske lande, og for at tage hensyn til de nye medlemsstaters deltagelse i anvendelsen af disse kontingenter, blev kontingentbeløbene fra 1. januar 1974 forhøjet til 2 000 000 RE.

I samme forbindelse blev kontingenterne efter anmodning fra Det Forenede Kongerige, som i øvrigt blev støttet af de indiske og pakistanske myndigheder, fra 1. januar 1975 udvidet til også at omfatte visse tekstilvarer af natursilke eller bomuld henhørende under pos. ex 5010, ex 5507 og ex 5804 i den fælles toldtarif.

2. I 1975 og 1976 fremsatte Kommissionen over for Rådet forslag om, at de pågældende årlige kontingenter forhøjedes fra 2 000 000 til 3 000 000 RE. Dette forslag fandt ikke tilslutning i Rådet, som i sine forordninger (EØF) nr. 1910/75 af 22. juli 1975 (1) og (EØF) nr. 3361/75 af 18. december 1975 (2) kun accepterede en forhøjelse på 200 000 RE af kontingentet for vævet stof af natursilke, fremstillet på håndvæv. Kontingentbeløbene blev siden forhøjet til henholdsvis 2 316 000 og 2 069 000 ECU for at tage hensyn til Grækenlands, Spaniens og Portugals tiltrædelse.
3. Formålet med nærværende forslag er at åbne de pågældende toldkontingenter for 1988 med de samme mængder som før 1987, idet der samtidig tages hensyn til, at den kombinerede nomenklatur træder i kraft den 1. januar 1988 og pr. nævnte dato træder i stedet for den fælles toldtarif.
Kommissionen er opmærksom på, at transponeringen af visse toldindrømmelser fra den fælles toldtarif til den kombinerede nomenklatur kan give anledning til problemer, som nødvendiggør en senere justering. Den forbeholder sig derfor ret til at ændre forslaget under proceduren for i givet fald at tilpasse det i overensstemmelse med behovet.

(1) EFT nr. L 195 af 26.7.1975, s. 5.

(2) EFT nr. L 336 af 31.12.1975, s. 71.

4. Da der ikke foreligger detaljerede statistiske oplysninger om de pågældende varer, svarer den foreslåede fordeling, som er baseret på oplysninger om medlemsstaternes faktiske udnyttelse af de tidligere åbnede kontingenter, til fordelingen for 1987. Hvert kontingent er opdelt i to dele, hvoraf den første (1 180 000 ECU for vævet stof af natursilke og 1 386 230 ECU for bomuldsvarer) fordeles mellem medlemsstaterne, medens den anden del udgør fællesskabsreserven.

Historical Archives of the European Commission

5. Hvad angår artikel 1, stk. 4, litra b), i vedlagte forordning, bør man ikke overse det hensigtsmæssige i at vælge den samme løsning som de tidligere år, nemlig at der kan anvendes en plombe i stedet for et stempel i hver ende af stofstykket (jf. fodnoten til artikel 1, stk. 4, litra b), i forslaget til forordning). I dette øjemed bør erklæringen herom på ny optages i Rådets mødeprotokol.
6. Ligesom i de foregående perioder, er kontingentet forbeholdt indførsler, som er ledsaget af et bestemt certifikat, der hidtil har været affattet på Fællesskabets sprog.
Med henblik på at forenkle og harmonisere sådanne dokumenter erstattes certifikatet for fremtiden af et certifikat på to sprog. Restbeholdningen af de gamle certifikater kan benyttes i endnu et år.

Historical Archives of the European Commission

Forslag til
RÅDETS FORORDNING (EØF) NR.

om åbning, fordeling og forvaltning af fællesskabstoldkontingenter for visse stoffer, herunder fløjls- og plysstoffer, fremstillet på håndvæv, (1988)

RÅDET FOR DE EUROPÆISKE FÆLLESSKABER HAR -

under henvisning til Traktaten om Oprettelse af Det Europæiske Økonomiske Fællesskab, særlig artikel 113,

under henvisning til forslag fra Kommissionen, og

ud fra følgende betragtninger:

Fællesskabet har erklæret sig rede til for vævet stof af natursilke (herunder schappesilke og bourettesilke) og vævet stof af bomuld, fremstillet på håndvæv, henhørende under pos. ex 5009 og ex 5509 i den fælles toldtarif, at åbne årlige fællesskabs-toldkontingenter med toldfrihed for hver af disse inden for rammerne af en værdi (toldværdi), som for 1987 andrager 2 316 000 ECU for silkestoffer og 2 069 000 ECU for bomuldsstoffer; indførsel under disse fællesskabs-toldkontingenter er dog betinget af, at der forelægges et fremstillingscertifikat, som er anerkendt af Fællesskabets kompetente myndigheder, at hvert stykke stof i begge ender er påtrykt et af disse myndigheder godkendt stempel, og at transporten foregår direkte mellem fremstillingslandet og Fællesskabet; de pågældende toldkontingenter bør derfor åbnes den 1. januar 1988 og være af samme størrelse som for 1987; Fællesskabet har med virkning fra den 1.1.1988 vedtaget en kombineret varenomenklatur, som både imødekommer kravene i den fælles toldtarif og statistisk varefortegnelse for Fællesskabets udenrigshandel og for samhandelen mellem dets medlemsstater; for samtidig at særlige fællesskabsbestemmelser er denne nomenklatur blevet udvidet gennem udarbejdelsen af De Europæiske Fællesskabers integrerede toldtarif (TARIC); fra dato bør den kombinerede nomenklatur og i givet fald TARIC-koderne anvendes til beskrivelse af de varer, der er omfattet af denne forordning; der bør navnlig sikres, at alle importører har lige og kontinuerlig adgang til kontingenterne, samt at der uden afbrydelse anvendes den for disse kontingenter fastsatte sats for alle indførsler, indtil kontingenterne er opbrugt; et system for udnyttelse af fællesskabstoldkontingenterne på grundlag af en fordeling mellem medlemsstaterne synes at stemme med kontingenternes fællesskabskaraktter med hensyn til ovennævnte principper; for i videst muligt omfang at tage hensyn til den faktiske markedsudvikling for de pågældende

varer bør denne fordeling principielt foretages i forhold til medlemsstaternes behov, som beregnes dels på grundlag af statistiske oplysninger om indførsler fra tredjelande i en repræsentativ referenceperiode, dels på grundlag af de økonomiske udsigter for det pågældende kontingentår:

de pågældende stoffer, fremstillet på håndvæv, er imidlertid ikke specificeret i de statistiske nomenklaturer; under disse omstændigheder er det ikke muligt at indsamle tilstrækkelige præcise og repræsentative statistiske oplysninger; afskrivningerne på de kvoter, som var tildelt medlemsstaterne af de fællesskabstoldkontingenter, der var åbnet for visse af disse stoffer for 1984, 1985 og 1986, var som følger:

1. Vævet stof af natursilke (herunder bourettesilke):

	1984		1985		1986	
	ECU	%	ECU	%	ECU	%
Benelux	31 779	1,82	12 681	0,63	44 284	2,22
Danmark	22 891	1,31	41 784	2,09	60 687	3,04
Tyskland	1 095 862	62,78	1 269 934	63,44	1 452 095	72,75
Grækenland	0	0	0	0	0	0
Frankrig	306 785	17,58	391 287	19,55	237 718	11,91
Irland	0	0	0	0	0	0
Italien	130 300	7,47	128 370	6,41	109 000	5,46
Det forenede Kongerige	157 850	9,04	157 670	7,88	92 298	4,62

2. Vævet stof af bomuld:

	1984		1985		1986	
	ECU	%	ECU	%	ECU	%
Benelux	59 000	2,91	68 998	3,38	112 000	5,57
Danmark	138 001	6,81	267 999	13,12	294 500	14,66
Tyskland	263 192	12,98	325 655	15,94	511 502	25,46
Grækenland	0	0	0	0	0	0
Frankrig	1 068 000	52,69	852 600	41,74	799 600	39,80
Irland	0	0	0	0	0	0
Italien	28 274	1,39	56 805	2,78	15 063	0,75
Det forenede Kongerige	470 600	23,22	470 600	23,04	276 404	13,76

På baggrund af disse faktorer alene er det bl.a. som følge af de indtrufne ændringer ikke muligt at danne sig et reelt overblik over det virkelige behov i hver af de pågældende medlemsstater i den kommende kontingentperiode; de nye medlemsstaters behov kan heller ikke fastslås med nøjagtighed; under disse omstændigheder kan der med henblik på en rimelig fordeling af fællesskabstoldkontingenterne foretages følgende skønsmæssige ansættelse af medlemsstaternes indledende procentvise andel af kontingenterne:

- 3 -

Medlemsstat	Varer af natursilke	Varer af bomuld
Benelux	4,58	3,41
Danmark	4,58	8,72
Tyskland	41,86	13,05
Grækenland	3,17	0,82
Spanien	2,16	1,30
Frankrig	22,88	37,17
Irland	3,00	2,24
Italien	9,24	3,45
Portugal	0,84	0,09
Det Forenede Kongerige	7,64	29,75

for at tage hensyn til en eventuel udvikling i indfærskerbe af disse varer bør kontingenterne deles i to dele, hvoraf den første fordeles mellem medlemsstaterne, medens den anden del udgør en reserve til senere dækning af behovet i de medlemsstater, som har opbrugt deres indledende kvoter; for at give importørerne en vis sikkerhed bør den første del af hvert fællesskabskontingent fastsættes forholdsvis højt, nemlig til ca. 51% for varer af silke og 67% for varer af bomuld;

de indledende kvoter kan blive opbrugt mere eller mindre hurtigt; for at tage hensyn hertil og for at undgå enhver afbrydelse er det vigtigt, at hver medlemsstat, som næsten har opbrugt en af sine indledende kvoter, trækker en tillægskvote på reserven; hver medlemsstat skal trække på reserven, når dens tillægskvote næsten er fuldstændig opbrugt og dette så mange gange som de enkelte reserver tillader det; de indledende kvoter og tillægskvoterne skal være gyldige indtil udløbet af kontingentperioden; denne forvaltningsmetode kræver et snævert samarbejde mellem medlemsstaterne og Kommissionen, idet denne især skal kunne følge udviklingen i kontingenternes udnyttelse og underrette medlemsstaterne herom;

hvis der på en bestemt dato i kontingentperioden stadig er en betydelig rest af en af de indledende kvoter i en medlemsstat, skal denne medlemsstat tilbageføre en væsentlig procentdel heraf til reserven for at undgå, at en del af et fællesskabskontingent forbliver uudnyttet i en medlemsstat, mens den kunne udnyttes i andre;

da Kongeriget Belgien, Kongeriget Nederlandene og Storhertugdømmet Luxembourg er sammensluttet i og repræsenteret af den Økonomiske Union Benelux, kan enhver foranstaltning i forbindelse med forvaltningen af de kvoter, som tildeles denne økonomiske union, træffes af et af dens medlemmer -

UDSTEDT FØLGENDE FORORDNING:

Artikel 1

1. Fra den 1. januar til den 31. december 1988 suspenderes toldsatserne ved indførsel af nedennævnte varer til det niveau og inden for rammerne af de fællesskabstoldkontingenter, som er anført nedenfor:

Historical Archives of the European Commission

Løbenr.	KN-kode	Varebeskrivelse	Kontingent- mængde (tons)	Kontingent- told (%)
09.0101	ex 50.07	Vævet stof af natursilke eller affald af natursilke - fremstillet på håndvæv	2.316 000	0
	5803	Drejervævet stof, bortset fra bånd henhørende under pos. 58.06		
	ex 58.03.90-10	af natursilke - fremstillet på håndvæv		
09.0103.	ex 52.08	Vævet stof af bomuld, med indhold af bomuld på 85 vægtprocent og derover, af vægt 200 g eller derunder pr. m ² - (1)	2 069 000	0
	ex 52.09	Vævet stof af bomuld, med indhold af bomuld på 85 vægtprocent eller derover, af vægt over 200 g pr. m ² - (1)		
	ex 52.10	Vævet stof af bomuld, med indhold af bomuld på under 85 vægtprocent, blandet hovedsagelig eller udelukkende med kemo- fibre, af vægt 200 g eller derunder pr. m ² - (1)		
	ex 52.11	Vævet stof af bomuld, med indhold af bomuld på under 85 vægtprocent, blandet hovedsagelig eller udelukkende med kemo- fibre, af vægt over 200 g pr. m ² - (1)		
	ex 52.12	Andet vævet stof af bomuld - (1)		
	58.01	Vævet fløjls-, plys- og chenillestof (bortset fra varer henhørende under pos. 58.02 og 58.06): - Af bomuld: ex 5801 21 00 Uopskåret skudfløjl - (1)		

Løbenr.	KN-kode	Varebeskrivelse	Kontingent- mængde (tons)	Kontingent- told (%)
	ex			
	5801 22 00	Opskåret, riflet skudfløj1: - (1)		
	ex			
	5801 23 00	Andet skudfløj1 - (1)		
	ex			
	5801 24 00	Uopskåret kædefløj1 - (1)		
	ex			
	5801 25 00	Opskåret kædefløj1 - (1)		
	ex			
	5801 26 00	Chemillestof - (1)		
	5803	Drejervævet stof, bortset fra bånd henhørende under pos. 5806		
	ex			
	5803 10 00	- af bomuld - (1)		

(1) Varer fremstillet på håndvæv

Inden for rammerne af disse toldkontingenter anvender Spanien og Portugal toldsats, der er beregnet i henhold til relevante forskrifter i Tiltrædelsesakten af 1985;

2. Med henblik på anvendelse af denne forordning betragtes

a) som håndvæve: væve, der ved fremstilling af vævet stof udelukkende Betjenes med hånd- eller fodbevægelser;

b) som toldværdi: den værdi, der er fastlagt ved fællesskabsreglerne

3. Kontingenterne er forbeholdt vævet stof, herunder fløjls- og plys-stoffer, som:

a) ledsages af et fremstillingscertifikat, der er anerkendt af Det Europæiske Økonomiske Fællesskabs kompetente myndigheder, svarer til den i bilag I anførte model, og er påtegnet af en af de i bilag II anførte anerkendte myndigheder i fremstillingslandet;

b) i begge ender af hvert stofstykke bærer et af de nævnte myndigheder godkendt stempel (2);

c) transporteres direkte mellem fremstillingslandet og Det Europæiske Økonomiske Fællesskab.

4. Som transporteret direkte anses:

a) varer, hvis transport foregår uden passage af et land, som ikke er medlem af De Europæiske Fællesskaber; det præciseres, at anløb af havne i lande, som ikke er medlemmer af De Europæiske Fællesskaber, ikke udgør en afbrydelse af den direkte transport på betingelse af, at varerne ikke omlades under disse anløb;

b) varer, hvis transport foregår ved passage af et område hørende under et eller flere lande, der ikke er medlemmer af De Europæiske Fællesskaber, eller som omlades i et sådant land, såfremt transporten gennem disse lande eller omladningen foregår i henhold til et gennemgående transportdokument udfærdiget i fremstillingslandet.

(1) Certifikater svarende til modellerne i bilag I til forordning (EØF) nr. 3745/86 af 28. november 1986 kan dog anvendes indtil 31. december 1988.

(2) Der er enighed om, at dette litra ikke er til hinder for, at en af myndighederne godkendt plombe kan opfylde de i dette litra fastsatte betingelser.

- 6 -

13

Artikel 2

1. En første del svarende til en værdi af 1 180 000 ECU for varer af silke og til en værdi af 1 386 230 ECU for varer af bomuld fordeles mellem medlemsstaterne; kvoterne, som med forbehold af artikel 5 gælder fra den 1. januar til den 31. december 1988, udgøres af de mængder, som svarer til nedenstående beløb:

a) for varer omhandlet i artikel 1, stk. 1:

	(ECU)
Benelux	54 000
Danmark	54 000
Tyskland	494 000
Grækenland	37 400
Spanien	25 500
Frankrig	270 000
Irland	35 400
Italien	109 000
Portugal	10 500
Det Forenede Kongerige	90 200;

b) for varer af bomuld omhandlet i artikel 1, stk. 1:

	(ECU)
	47 270
Benelux	120 880
Danmark	180 900
Tyskland	11 370
Grækenland	18 020
Spanien	515 260
Frankrig	31 050
Irland	47 825
Italien	1 250
Portugal	
Det Forenede Kongerige	412 405

2. Den anden del af de i artikel 1, stk. 1, omhandlede kontingenter på henholdsvis 1 136 000 og 682 770 ECU udgør reserven.
3. Rådets forordning (EØF) nr. 2779/78 (1) og (EØF) nr. 289/84 (2) anvendes med henblik på beregningen af modværdien i national valuta af de i ECU udtrykte beløb.

Artikel 3

1. Såfremt en af en medlemsstats indledende kvoter, således som denne er fastsat i artikel 2, stk. 1, eller samme kvote nedsat med den del, der er tilbageført til reserven, såfremt artikel 5 har fundet anvendelse er udnyttet med 90% eller derover, trækker denne medlemsstat straks ved meddelelse til Kommissionen, i det omfang reservemængden tillader det, en anden kvote på 15% af den indledende kvote, eventuelt afrundet opad.
2. Såfremt den anden kvote, der trækkes af en medlemsstat, efter at en af dens indledende kvoter er opbrugt, er udnyttet med 90% eller derover, trækker denne medlemsstat på de i stk. 1 fastsatte betingelser en tredje kvote på 7,5% af sin indledende kvote, eventuelt afrundet opad.

(1) EFT nr. L 333 af 30.11.1978, s. 5.

(2) EFT nr. L 33 af 4.2.1984, s. 2.

- 7 -

3. Såfremt den tredje kvote, der trækkes af en medlemsstat, efter at den anden kvote er opbrugt, er udnyttet med 90% eller derover, trækker denne medlemsstat på de samme betingelser en fjerde kvote, der er lig med den tredje.
Denne fremgangsmåde anvendes, indtil hver af reserverne er opbrugt.
4. Uanset stk. 1, 2 og 3 kan medlemsstaterne trække mindre kvoter end fastsat i disse stykker, hvis der er grund til at antage, at disse ikke vil blive opbrugt. De underretter Kommissionen om de grunde, der har foranlediget dem til at anvende dette stykke.

Artikel 4

De tillægskvoter, der trækkes i medfør af artikel 3, gælder indtil den 31. december 1988.

Artikel 5

Medlemsstaterne tilbagefører senest den 1. oktober 1988 til reserven den uudnyttede del af deres indledende kvote, som den 15. september 1988 overstiger 20% af det oprindelige kontingent. De kan tilbageføre en større mængde, såfremt der er grund til at antage, at denne ikke vil blive udnyttet.

Medlemsstaterne underretter senest den 1. oktober 1988 Kommissionen om de samlede indførsler af de pågældende varer, som har fundet sted indtil den 15. september 1988, og som er afskrevet på hvert fællesskabskontingent, samt eventuelt om den del af deres indledende kvoter, de tilbagefører til de respektive reserver.

Artikel 6

Kommissionen fører regnskab over størrelsen af de kvoter, der åbnes af medlemsstaterne i medfør af artikel 2 og 3, og underretter hver enkelt om udviklingen i udnyttelsen af reserven, så snart den har modtaget meddelelserne.

Den underretter senest den 5. oktober 1988 medlemsstaterne om reservernes størrelse efter de tilbageførsler, der er foretaget i henhold til artikel 5.

Den drager omsorg for, at det træk, ved hvilket en af reserverne opbruges, begrænses til den disponible rest, og angiver med henblik herpå den nøjagtige størrelse til den medlemsstat, der foretager dette sidste træk.

Artikel 7

1. Medlemsstaterne træffer de nødvendige foranstaltninger til, at åbningen af de tillægskvoter, som de har trukket i henhold til artikel 3, gør det muligt fortløbende at foretage afskrivninger på deres samlede andel af fællesskabskontingentet.
2. Medlemsstaterne sikrer importørerne af de pågældende varer fri adgang til de kvoter, som tildeles dem.

- 8 -

3. Medlemsstaterne afskriver de indførte mængder af de pågældende varer på deres kvoter, efterhånden som disse varer frembydes for toldvæsenet med angivelse til fri omsætning.
4. Udviklingen i udnyttelsen af medlemsstaternes kvoter konstateres på grundlag af de indførsler, som afskrives på de i stk. 3 opstillede betingelser.

Artikel 8

På anmodning fra Kommissionen underretter medlemsstaterne denne om de indførsler, som faktisk er afskrevet på deres kvoter.

Artikel 9

Medlemsstaterne og Kommissionen arbejder snævert sammen for at sikre, at denne forordning overholdes.

Artikel 10

Denne forordning træder i kraft den 1. januar 1988.

Historical Archives of the European Commission

Denne forordning er bindende i alle enkeltheder og gælder umiddelbart i hver medlemsstat.

Udfærdiget i Bruxelles, den

På Rådets vegne

Formand

Historical Archives of the European Commission

MODELOS DE CERTIFICADO DE FABRICACIÓN
MODELLER TIL FREMSTILLINGSCERTIFIKAT
MUSTER DER HERSTELLUNGSBESCHEINIGUNG
ΥΠΟΔΕΙΓΜΑΤΑ ΠΙΣΤΟΠΟΙΗΤΙΚΩΝ ΚΑΤΑΣΚΕΥΗΣ
MODEL CERTIFICATE OF MANUFACTURE
MODÈLES DE CERTIFICAT DE FABRICATION
MODELLI DI CERTIFICATO DI FABBRICAZIONE
MODELLEN VAN CERTIFICAAT VAN VERVAARDIGING
MODELOS DE CERTIFICADO DE FABRICO

Historical Archives of the European Commission

1 Exporter (Name, full address, country) Exportateur (Nom, adresse complète, pays)	2 Number Numéro	00000	
3 Consignee (Name, full address, country) Destinataire (Nom, adresse complète, pays)	CERTIFICATE IN REGARD TO CERTAIN HANDICRAFT PRODUCTS (HANDICRAFTS) issued with a view to obtaining the benefit of the preferential tariff regime in the European Economic Community CERTIFICAT CONCERNANT CERTAINS PRODUITS FAITS À LA MAIN (HANDICRAFTS) délivré en vue de l'obtention du bénéfice du régime tarifaire préférentiel dans la Communauté économique européenne		
6 Place and date of shipment — Means of transport Lieu et date d'embarquement — moyen de transport	4 Country of manufacture Pays de fabrication	5 Country of destination Pays de destination	
8 Marks and numbers — Number and kind of packages — DETAILED DESCRIPTION OF GOODS Marques et numéros — nombre et nature des colis — DESIGNATION DÉTAILLÉE DES MARCHANDISES		9 Quantity (1) Quantité (1)	10 FOB value (2) Valeur lob (2)
11 CERTIFICATION BY THE COMPETENT AUTHORITY — VISA DE L'AUTORITÉ COMPÉTENTE I, the undersigned, certify that the consignment described above contains only handicraft products (handicrafts) of the cottage industry of the country shown in box No 4. Je soussigné, certifie que l'envoi décrit ci-dessus contient exclusivement des produits faits à la main par l'artisanat rural du pays indiqué dans la case n° 4.			
12 Competent authority (Name, full address, country) Autorité compétente (Nom, adresse complète, pays)	At on A le (Signature) (Seal) (Sceau)		

(1) Indiquer s'il s'agit d'un nombre de pièces, de mètres de tissu ou de kilogrammes.
 (2) Dans la monnaie du contrat de vente.

(1) State whether in pieces, metres, square metres or kilograms.
 (2) The currency of the contract of sale.

Fremstillingsland Herstellungsland Χώρα κατασκευής Country of manufacture País de fabricación Pays de fabrication Paese di fabbricazione Land van vervaardiging País de fabrico	Kompetent myndighed Zuständige Behörde Αρμόδια υπηρεσία Competent authority Autoridad competente Autorité compétente Autorità competente Bevoegde autoriteit Autoridade competente
Indien Indien Ινδία India India Inde India India India	Textile Committee { eller (for stoffer af silke) oder (für Gewebe aus Seide) ή (για μεταξωτά υφάσματα) or (for silk fabrics) (para los tejidos de seda) ou (pour les tissus de soie) o (per i tessuti di seta) of (voor weefsels van zijde) (para os tecidos de seda) } Central Silk Board
Pakistan Pakistan Πακιστάν Pakistan Pakistan Pakistan Pakistan Pakistan Paquistão	Export Promotion Bureau
Thailand Thailand Ταϊλάνδη Thailand Tailandia Thaïlande Tailandia Thailand Tailândia	Department of Foreign Trade
Bangladesh Bangladesch Μπαγκλαντές Bangladesh Bangladesh Bangladesh Bangladesh Bangladesh	Export Promotion Bureau
Laos Laos Λάος Laos Laos Laos Laos Laos Laos	Service national de l'artisanat et de l'industrie
Sri Lanka Sri Lanka Σρι Λάνκα Sri Lanka Sri Lanka Sri Lanka Sri Lanka Sri Lanka Sri Lanka	Department of Commerce

Fremstillingsland Herstellungsland Χώρα κατασκευής Country of manufacture País de fabricación Pays de fabrication Paese di fabbricazione Land van vervaardiging Pais de fabrico	Kompetent myndighed Zuständige Behörde Αρμόδια υπηρεσία Competent authority Autoridad competente Autorité compétente Autorità competente Bevoegde autoriteit Autoridade competente
El Salvador El Salvador Ελ Σαλβαδόρ El Salvador El Salvador El Salvador El Salvador El Salvador El Salvador	Dirección de comercio internacional
Honduras Honduras Ονδούρα Honduras Honduras Honduras Honduras Honduras	Dirección general de comercio exterior
Indonesien Indonesien Ινδονησία Indonesia Indonesia Indonésie Indonesia Indonesië Indonésia	Ministeriet for handel og kooperativer Ministerium für Handel und Genossenschaften Υπουργείο Εμπορίου και Συνεργασιών Department of Trade and Cooperatives Ministerio de Comercio y de Cooperativas Ministère du commerce et des coopératives Ministero del commercio e delle cooperative Ministerie van Handel en Coöperatieven Ministério do Comércio e das Cooperativas
Guatemala Guatemala Γουατεμάλα Guatemala Guatemala Guatemala Guatemala Guatemala	Dirección de comercio interior y exterior
Argentina Argentinien Αργεντινή Argentina Argentina Argentine Argentina Argentinie Argentina	Secretaría de Estado y comercio y negociaciones económicas inter- nacionales

ΕΠΙΤΡΟΠΗ ΤΩΝ ΕΥΡΩΠΑΪΚΩΝ ΚΟΙΝΟΤΗΤΩΝ

COM(87)558, τελικό
Βρυξέλλες, 20 Νοεμβρίου 1987

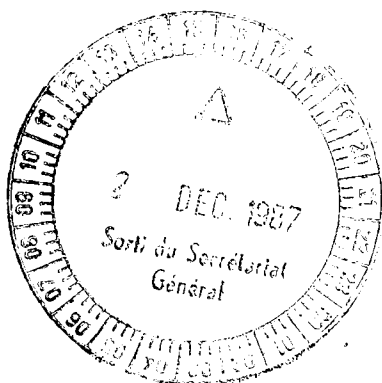
ΠΡΟΤΑΣΗ

ΚΑΝΟΝΙΣΜΟΥ (ΕΟΚ) ΤΟΥ ΣΥΜΒΟΥΛΙΟΥ

για το άνοιγμα, την κατανομή και τον τρόπο διαχείρισης κοινοτικών δασμολογικών ποστώσεων ορισμένων υφασμάτων, βελούδων και πλουσών υφασμένων σε χειροκίνητες μηχανές (1988).

(υποβληθείσα από την Επιτροπή)

COM(87)558 τελικό



ΑΙΤΙΟΛΟΓΙΚΗ ΕΚΘΕΣΗ

1. Στο πλαίσιο των πολυμερών διαπραγματεύσεων στο ΓΚΑΤΤ η Κοινότητα έχει διακηρύξει ότι είναι έτοιμη να υποβάλλει κάθε χρόνο με ορισμένες προϋποθέσεις, ένα πιστοποιητικό κατασκευής, αναγνωρισμένο από τις αρμόδιες αρχές, κυρίως για το άνοιγμα των κατωτέρω κοινοτικών δασμολογικών ποσοτώσεων, που θα εξαιρούνται δασμών:

Κλάση του Κοινού Δασμολογίου	Περιγραφή των εμπορευμάτων	Ύψος της ποσόστωσης
ex 50.09	Μεταξωτά υφάσματα ή γνόφαλα μετάξης υφασμένα στον αργαλειό	1.000.000 ECU
ex 55.09	Βαμβακερά υφάσματα, υφασμένα στον αργαλειό	1.000.000 ECU

Στο πλαίσιο της εφαρμογής της Διακηρύξεως προθέσας όσον αφορά τις εμπορικές σχέσεις με ορισμένες ασιατικές χώρες, και για να ληφθεί υπόψη η συμμετοχή των νέων κρατών μελών στη χρησιμοποίηση αυτών των ποσοτώσεων, τα ποσοστιακά ποσά έχουν αναβιβασθεί, από την 1η Ιανουαρίου 1974, σε 2.000.000 ECU.

Στο ίδιο πλαίσιο και ύστερα από αίτημα που υπέβαλε το Ηνωμένο Βασίλειο, το οποίο εξάλλου υποστηρίχθηκε από τις αρχές της Ινδίας και του Πακιστάν, το ευεργέτημα των ποσοτώσεων επεξετάθη, από την 1η Ιανουαρίου 1975, σ' ορισμένα μεταξωτά ή βαμβακερά υφαντουργικά είδη, που αφορούν τις κλάσεις ex 50.10, ex. 55.07 και ex 58.04 του Κοινού Δασμολογίου.

2. Η Επιτροπή χρειάστηκε, κατά τη διάρκεια των ετών 1975 και 1976 να προτείνει στο Συμβούλιο, την αύξηση των εν λόγω ετησίων ποσοστιακών ποσών από δύο σε τρία εκατομμύρια ECU. Η πρόταση αυτή δεν εγκρίθηκε καθ' ολοκληρία, δεδομένου ότι το Συμβούλιο, με τους κανονισμούς του (ΕΟΚ) αριθ. 1910/75 της 22ας Ιουλίου 1975 (1) και 3361/75 της 18ης Δεκεμβρίου 1975 (2) δέχθηκε μία μόνο αύξηση κατά 200.000 ECU του ποσοστιακού ποσού που είχε διατεθεί για τα μεταξωτά υφάσματα, τα υφασμένα στον αργαλειό. Για να ληφθεί υπόψη η ένταξη της Ελλάδας, της Ισπανίας και της Πορτογαλίας οι ποσότητες των ποσοτώσεων έχουν αυξηθεί στα 2.316.000 και 2.069.000 ECU αντίστοιχα.

3. Η παρούσα πρόταση αποσκοπεί στο άνοιγμα των εν λόγω δασμολογικών ποσοτώσεων για το 1988, με βάση τα ποσά που επιλέγησαν για το 1987, λαμβάνοντας υπόψη την έναρξη ισχύος, της 1ης Ιανουαρίου 1988, της Συνδεδεμένης Ονοματολογίας που αντικαθιστά κατά την ημερομηνία αυτή το Κοινό Δασμολόγιο.

(1) ΕΕ L 195 της 26.7.1975 σελ. 5

(2) ΕΕ L 336 της 31.12.1975 σελ. 71

Η Επιτροπή έχει γνώση του γεγονότος ότι η μεταφορά ορισμένων δασμολογικών παραχωρήσεων από το Κοινό Δασμολόγιο στην Συνδυασμένη Ονοματολογία είναι δυνατόν να δημιουργήσει προβλήματα τα οποία να απαιτήσουν μια μεταγενέστερη εξέταση από πλευράς των ενδιαφερομένων μερών. Διατηρεί συνεπώς τη δυνατότητα να τροποποιήσει την πρότασή της κατά τη διάρκεια της διαδικασίας για να την προσαρμόσει ενδεχομένως συνarτήσει των αναγκών.

3. Λόγω ελλείψεως λεπτομερών στατιστικών στοιχείων σχετικά με τα αναφερόμενα προϊόντα και βάσει των στοιχείων πραγματικής χρησιμοποίησης στα κράτη μέλη των ιδίων ποσοτώσεων που είχαν ανοιχθεί προηγουμένως, η προτεινόμενη κατανομή είναι στην πράξη η ίδια μ' εκείνη που είχε εγκριθεί για το έτος 1987.

Η κάθε μία ποσότητα των ποσοτώσεων διαιρείται σε δύο μέρη, από τα οποία το πρώτο (1.180.000 ECU για τα μεταξωτά υφάσματα, 1.386.230 ECU για τα βαμβακερά προϊόντα), έχει κατανεμηθεί μεταξύ των κρατών μελών, ενώ το δεύτερο αποτελεί το κοινοτικό απόθεμα.

4. Όσον αφορά το άρθρο 1, εδάφιο 4, σημείο β) του συνημμένου κανονισμού, δεν πρέπει να λησμονείται η σκοπιμότητα να διατηρηθεί η λύση που έχει υιοθετηθεί για τα προηγούμενα χρόνια, όσον αφορά την αποδοχή μολυβδόσφραγίσεως αντί της σφραγίδας που να τοποθετείται στην αρχή και στο τέλος κάθε τεμαχίου (βλέπε σχετικά την παραπομπή στο κάτω μέρος της σελίδας στο κείμενο του άρθρου 1, εδάφιο 4, σημείο β) της πρότασης κανονισμού). Για το σκοπό αυτό θα έπρεπε να εγγραφεί εκ νέου στα πρακτικά του Συμβουλίου η ανωτέρω δήλωση.

5. Όπως και στις προηγούμενες χρονιές, το ευεργέτημα της ποσότωσης αυτής παραχωρείται μόνο στις εισαγωγές που συνοδεύονται από ένα καθορισμένο πιστοποιητικό το οποίο μέχρι σήμερα παρέχεται σε όλες τις γλώσσες της Κοινότητας. Με σκοπό την απλοποίηση και ομοιομορφία αυτού του είδους των εγγράφων, στο εξής αυτό το πιστοποιητικό αντικαθίσταται από ένα μόνο δίγλωσσο πιστοποιητικό. Μια προθεσμία ενός έτους δίνεται για την εξάντληση των παλαιών πιστοποιητικών.

ΠΡΟΤΑΣΗ

ΚΑΝΟΝΙΣΜΟΥ (ΕΟΚ) αριθ.
της

ΤΟΥ ΣΥΜΒΟΥΛΙΟΥ

για το άνοιγμα, την κατανομή και τον τρόπο διαχείρισης των κοινοτικών δασμολογικών ποσοτώσεων ορισμένων υφασμάτων, βελούδων και πλουσών, υφασμένων σε χειροκίνητες μηχανές (1988)

ΤΟ ΣΥΜΒΟΥΛΙΟ ΤΩΝ ΕΥΡΩΠΑΙΚΩΝ ΚΟΙΝΟΤΗΤΩΝ

Έχοντας υπόψη:

τη συνθήκη για την ίδρυση της Ευρωπαϊκής Οικονομικής Κοινότητας, και ιδίως το άρθρο 113,

την πρόταση της Επιτροπής,

Εκτιμώντας:

ότι, για τα μεταξωτά υφάσματα ή για τα γνόφαλα μετάξης και για τα βαμβακερά υφάσματα, που είναι υφασμένα σε χειροκίνητες μηχανές, των κλάσεων εκ 50.09 και εκ 55.09 του κοινού δασμολογίου η Κοινότητα έχει δηλώσει ότι είναι έτοιμη να προβεί στο άνοιγμα ετήσιων κοινοτικών δασμολογικών ποσοτώσεων, απαλλαγμένων από δασμούς, εντός ορίων, για καθένα από αυτά, μιας αξίας (δασμολογητέας αξίας) η οποία για το έτος 1987 ανέρχεται σε 2.316.000 ECU για τα μεταξωτά και σε 2.069.000 ECU για τα βαμβακερά υφάσματα·

ότι η αποδοχή στο ευεργέτημα αυτών των κοινοτικών δασμολογικών ποσοτώσεων υπόκειται, εντούτοις, στην προσκόμιση ενός πιστοποιητικού κατασκευής αναγνωρισμένου από τις αρμόδιες αρχές της Κοινότητας, με τη θέση μιας σφραγίδας αναγνωριζόμενης από τις αρχές αυτές, στην αρχή και στο τέλος κάθε τεμαχίου και στην απευθείας μεταφορά μεταξύ της χώρας κατασκευής και της Κοινότητας·

ότι πρέπει, συνεπώς, να ανοιχθούν την 1η Ιανουαρίου 1988 οι σχετικές δασμολογικές ποσοτώσεις με βάση τα ποσά που επελέγησαν για το 1987·

ότι η Κοινότητα υιοθέτησε με ισχύ από 1.1.1988, την Συνδυασμένη Ονοματολογία των εμπορευμάτων που ανταποκρίνεται τόσο στις απαιτήσεις του Κοινού Δασμολογίου όσο και της στατιστικής του εξωτερικού εμπορίου της Κοινότητας και του εμπορίου μεταξύ των κρατών μελών της· ότι για την ταυτόχρονη κάλυψη των ειδικών κοινοτικών ρυθμίσεων, η εν λόγω ονοματολογία έχει διευρυνθεί με την καθιέρωση του ολοκληρωμένου δασμολογίου των Ευρωπαϊκών Κοινοτήτων (TARIC)· ότι από την ημερομηνία αυτή πρέπει να χρησιμοποιείται η συνδυασμένη ονοματολογία και ενδεχομένως οι κωδικοί TARIC για την περιγραφή των προϊόντων που περιέχονται στον παρόντα κανονισμό.

ότι πρέπει να διασφαλιστούν, ιδίως, η ίση και συνεχής πρόσβαση όλων των εισαγωγέων της Κοινότητας στις ποσοτώσεις αυτές και η χωρίς διακοπή εφαρμογή του ποσοστού που προβλέπεται για τις εν λόγω ποσοτώσεις σε όλες τις εισαγωγές μέχρις εξαντλήσεως των ποσοτώσεων·

ότι ένα σύστημα χρησιμοποίησης των κοινοτικών δασμολογικών ποσοτώσεων, βασισμένο σε μια κατανομή μεταξύ των κρατών μελών, φαίνεται πως ανταποκρίνεται στον κοινοτικό χαρακτήρα αυτών των ποσοτώσεων, σύμφωνα με τις ορισθείσες πιο πάνω αρχές· ότι αυτή η κατανομή, για να αντανακλά κατά τον καλύτερο δυνατό τρόπο την πραγματική εξέλιξη της αγοράς των εν λόγω προϊόντων, πρέπει να γίνεται ανάλογα με τις ανάγκες των κρατών μελών, υπολογιζόμενες με βάση, αφενός, τα στατιστικά στοιχεία για τις εισαγωγές των εν λόγω προϊόντων προελεύσης τρίτων χωρών κατά τη διάρκεια μιας αντιπροσωπευτικής περιόδου αναφοράς και, αφετέρου, τις οικονομικές προοπτικές για το συγκεκριμένο έτος της ποσότωσης·

ότι εντούτοις τα εν λόγω υφάσματα, υφασμένα σε χειροκίνητες μηχανές δεν καθορίζονται στις στατιστικές ονοματολογίες· ότι, σύμφωνα με αυτές τις συνθήκες, δεν είναι δυνατό να συγκεντρωθούν στατιστικά στοιχεία αρκετά ακριβή και αντιπροσωπευτικά, ότι οι καταλογισμοί στα μερίδια που έχουν χορηγηθεί στα κράτη μέλη επί των κοινοτικών δασμολογικών ποσοτώσεων που έχουν ανοιχθεί για ορισμένα απ' αυτά τα υφάσματα για τα έτη 1984, 1985 και 1986 καθορίζονται ως εξής:

1. Μεταξωτά υφάσματα ή γνόφαλα μετάξης

Κράτη μέλη	1984		1985		1986	
	ECU	%	ECU	%	ECU	%
Μπενελούξ	31.779	1,82	12.681	0,63	44.284	2,22
Δανία	22.891	1,31	41.784	2,09	60.687	3,04
Γερμανία	1.095.862	62,78	1.269.934	63,44	1.452.095	72,75
Ελλάδα	0	0	0	0	0	0
Γαλλία	306.785	17,58	391.287	19,55	237.718	11,91
Ιρλανδία	0	0	0	0	0	0
Ιταλία	130.300	7,47	128.370	6,41	109.000	5,46
Ηνωμένο Βασίλειο	157.850	9,04	157.670	7,88	92.298	4,62

2. Βαμβάκερά υφάσματα

Κράτη μέλη	1984		1985		1986	
	ECU	%	ECU	%	ECU	%
Μπενελούξ	59.000	2,91	68.998	3,38	112.000	5,57
Δανία	138.001	6,81	267.999	13,12	294.500	14,66
Γερμανία	263.192	12,98	325.655	15,94	511.502	25,46
Ελλάδα	0	0	0	0	0	0
Γαλλία	1.068.000	52,69	852.600	41,74	799.600	39,80
Ιρλανδία	0	0	0	0	0	0
Ιταλία	28.274	1,39	56.805	2,78	15.063	0,75
Ηνωμένο Βασίλειο	470.600	23,22	470.600	23,04	276.404	13,76

ότι αυτά μόνον τα στοιχεία, λόγω, κυρίως, αλλαγών που έχουν γίνει, δεν επιτρέπουν τη διαμόρφωση αποφασιστικής γνώμης όσον αφορά τις πραγματικές ανάγκες καθενός από τα ενδιαφερόμενα κράτη μέλη κατά τη διάρκεια της εξεταζόμενης δασμολογικής περιόδου· ότι, ούτε οι ανάγκες των νέων κρατών μελών δύνανται να καθοριστούν με ακρίβεια· ότι, σύμφωνα με τις προϋποθέσεις αυτές και για να καταστεί δυνατή η δίκαιη κατανομή των εξεταζόμενων κοινοτικών δασμολογικών ποσοτώσεων, θα πρέπει τα ποσοστά αρχικής συμμετοχής στις ποσοτώσεις να υπολογιστούν κατά προσέγγιση ως ακολούθως:

Κράτη μέλη	Μεταξωτά προϊόντα	Βαμβακερά προϊόντα
Μπενελούξ	4,58	3,41
Δανία	4,58	8,72
Γερμανία	41,86	13,05
Ελλάδα	3,17	0,82
Ισπανία	2,16	1,30
Γαλλία	22,88	37,17
Ιρλανδία	3,00	2,24
Ιταλία	9,24	3,45
Πορτογαλία	0,84	0,09
Ηνωμένο Βασίλειο	7,64	29,75

ότι, για να ληφθεί υπόψη η εξέλιξη των εισαγωγών των εν λόγω προϊόντων στα διάφορα κράτη μέλη, πρέπει να διαιρεθεί η ποσότητα της ποσότωσης σε δύο τμήματα, από τα οποία το πρώτο θα κατανεμηθεί μεταξύ των κρατών μελών και το δεύτερο θα αποτελέσει απόθεμα που θα προορίζεται για να καλύψει, μεταγενέστερα, των αναγκών των κρατών μελών σε περίπτωση εξαντλήσης των αρχικών μεριδίων τους ότι, για να δοθεί στους εισαγωγείς κάθε κράτους μέλους κάποια ασφάλεια, ενδείκνυται να οριστεί το πρώτο τμήμα της κοινοτικής ποσότωσης σ' επίπεδο σχετικά σημαντικό, περίπου 51% για τα προϊόντα εκ μετάξης και 67% για τα βαμβακερά προϊόντα.

ότι τα αρχικά μερίδια των κρατών μελών πιθανόν να εξαντληθούν σχετικά γρήγορα· ότι, για να ληφθεί υπόψη αυτό το γεγονός και για να αποφευχθεί κάθε διακοπή, θα πρέπει κάθε κράτος μέλος που χρησιμοποίησε σχεδόν στο σύνολό του το αρχικό του μερίδιο να προβαίνει στην ανάληψη ενός συμπληρωματικού μεριδίου από το απόθεμα· ότι αυτή η ανάληψη θα πρέπει να γίνεται από κάθε κράτος μέλος, όταν καθένα από τα συμπληρωματικά μερίδιά του έχει χρησιμοποιηθεί σχεδόν στο σύνολό του και μάλιστα όσες φορές το επιτρέπει το απόθεμα· ότι τα αρχικά και συμπληρωματικά μερίδια πρέπει να ισχύουν μέχρι το τέλος της περιόδου της ποσότωσης· ότι αυτός ο τρόπος διαχείρισης απαιτεί στενή συνεργασία μεταξύ κρατών μελών και Επιτροπής, η οποία πρέπει ιδίως, να παρακολουθεί το ρυθμό εξάντλησης της ποσότητας της ποσότωσης και να πληροφορεί σχετικά τα κράτη μέλη

ότι, εάν σε μια συγκεκριμένη ημερομηνία της περιόδου της ποσότωσης υπάρχει ένα σημαντικό υπόλοιπο του αρχικού μεριδίου στο ένα ή στο άλλο κράτος μέλος, είναι απαραίτητο όπως το κράτος αυτό επιστρέφει ένα

σημαντικό ποσοστό στο απόθεμα, έτσι ώστε να αποφεύγεται η περίπτωση όπου ένα μέρος της κοινοτικής ποσόστωσης να μένει αχρησιμοποίητο σ' ένα κράτος μέλος, ενώ θα μπορούσε να χρησιμοποιηθεί σε άλλα.

ότι, το Βασίλειο του Βελγίου, το Βασίλειο των Κάτω Χωρών και το Μεγάλο Δουκάτο του Λουξεμβούργου έχουν συνενωθεί και αντιπροσωπεύονται από την οικονομική ένωση Μπενελούξ, κάθε ενέργεια σχετική με τη διαχείριση των μεριδίων, που έχουν χορηγηθεί σ' αυτή την οικονομική ένωση, δύναται να διεξάγεται από ένα από τα μέλη της.

ΕΞΕΔΩΣΕ ΤΟΝ ΠΑΡΟΝΤΑ ΚΑΝΟΝΙΣΜΟ:

Άρθρο 1

1. Από την 1η Ιανουαρίου και μέχρι 31 Δεκεμβρίου 1988 οι δασμοί που εφαρμόζονται κατά την εισαγωγή των παρακάτω προϊόντων αναστέλλονται στο επίπεδο και εντός των ορίων κοινοτικών δασμολογικών ποσοτώσεων πως αναφέρονται στον ακόλουθο πίνακα:

Αύξων Αριθμός	Κωδικός Συνδυασμένης Ονοματολογίας	Περιγραφή των Εμπορευμάτων	Υψος της ποσοτώσης (ECU)	Δασμός της ποσοτώσης %
09.0101	ex 50.07	Υφάσματα από μετάξι ή από γνάφαλα μεταξιού:		
		-υφασμένα σε χειροκίνητες μηχανές	2.316.000	0
	58.03	Υφάσματα με γαζί, ή άλλα από τα είδη της κλάσης 58.06:		
	ex 58.03.	από μετάξι ή από γνάφαλα μεταξιού		
	90-10	-υφασμένα σε χειροκίνητες μηχανές		
	ex 52.08	Βαμβακερά υφάσματα περιέχοντα τουλάχιστον 85% κατά βάρος βαμβάκι, βάρους μη υπερβαίνοντος τα 200g/m ² :		
		-(1)		
	ex 52.09	Βαμβακερά υφάσματα, περιέχοντα τουλάχιστον 85% κατά βάρος βαμβάκι, βάρους υπερβαίνοντος τα 200g/m ² :		
		-(1)		
	ex 52.10	Βαμβακερά υφάσματα περιέχοντα λιγότερο από 85%		

κατά βάρος βαμβάκι αναμιγμένα
κυρίως ή αποκλειστικά με
συνθετικές ή τεχνητές ίνες,
βάρους μη υπερβαίνοντας τα
200g/m²:

-(1)

ex 52.11 Βαμβοκερά υφάσματα, περιέχοντα
λιγότερο από 85% κατά βάρος
βαμβάκι αναμιγμένα κυρίως ή 2069000
αποκλειστικά με συνθετικές ή
τεχνητές ίνες, βάρους
υπερβαίνοντας τα 200g/m²:
-(1)

09.0103

ex 52.12 Άλλα υφάσματα από βαμβάκι:
-(1)

58.01 Βελούδα και πλούσες υφασμένα
και υφάσματα από νήματα σενίλλης,
άλλα από τα είδη της κλάσης 58.06:
από βαμβάκι:
Βελούδα και πλούσες με υφάδι, όχι
κομμένα:
-(1)

ex 58.01. Βελούδα και πλούσες, με υφάδι,
22-00 κομμένα, κοτλέ
-(1)
άλλα βελούδα και πλούσες με υφάδι
-(1)

ex 58.01. Βελούδα και πλούσες με στημόνι,
24-00 épinglés
-(1)

ex 58.01. Βελούδα και πλούσες με στημόνι,
25-00 κομμένα
-(1)

ex 58.01 Υφάσματα από νήματα σενίλλης:
26-00
-(1)

58.03 Υφάσματα με γαζί, άλλα από τα
είδη της κλάσης 58.06:

ex 58.03 από βαμβάκι
10-00
-(1)

(1) Προϊόντα υφασμένα σε χειροκίνητες μηχανές

Στο πλαίσιο αυτών των δασμολογικών ποσοτώσεων, η Ισπανία και η Πορτογαλία εφαρμόζουν δασμούς που υπολογίζονται σύμφωνα με τις διατάξεις που ρυθμίζουν το θέμα αυτό στην πράξη προσχωρήσεως του 1985

2. Για την εφαρμογή του κανονισμού αυτού, θεωρούνται ως:

α) χειροκίνητες μηχανές, οι μηχανές οι οποίες, για την κατασκευή υφασμάτων, κινούνται αποκλειστικά με τις κινήσεις των χεριών ή των ποδιών.

β) δασμολογητέα αξία όπως προσδιορίζεται από τη σχετική κοινοτική ρύθμιση.

3. Πάντως, το ευεργέτημα αυτών των ποσοτώσεων προορίζεται για τα υφάσματα, τα βελούδα και τις πλούσες:

α) που συνοδεύονται από ένα πιστοποιητικό κατασκευής, αναγνωρισμένο από τις αρμόδιες αρχές της Ευρωπαϊκής Οικονομικής Κοινότητας και σύμφωνα με το υπόδειγμα που αναφέρεται στο παράρτημα I, (1), θεωρημένο από μία εκ των αναγνωρισμένων αρχών της χώρας κατασκευής που αναφέρονται στο παράρτημα II.

β) που φέρουν στην αρχή και στο τέλος κάθε τεμαχίου σφραγίδα που αναγνωρίζεται από τις εν λόγω αρχές (2).

γ) που μεταφέρονται απευθείας μεταξύ της χώρας κατασκευής και της Ευρωπαϊκής Οικονομικής Κοινότητας.

4. Σχετικά μ' αυτό, θεωρούνται ότι μεταφέρονται απευθείας:

α) τα εμπορεύματα των οποίων η μεταφορά γίνεται χωρίς τη χρησιμοποίηση του εδάφους μιας χώρας μη μέλους των Ευρωπαϊκών Κοινοτήτων. Διευκρινίζεται ότι οι σταθμοί που γίνονται στα λιμάνια χωρών μη μελών των Ευρωπαϊκών Κοινοτήτων δεν διακόπτουν την απευθείας μεταφορά, υπό την προϋπόθεση ότι τα εμπορεύματα δεν αποτελούν αντικείμενο μεταφόρτωσης από πλοίο σε πλοίο σ' αυτούς τους σταθμούς.

β) τα εμπορεύματα των οποίων η μεταφορά γίνεται μέσω του εδάφους μιας ή πολλών χωρών μη μελών των Ευρωπαϊκών Κοινοτήτων ή μεταφορτώνονται σε μια τέτοια χώρα, υπό τον όρο ότι η διάβαση μέσω αυτών των χωρών ή η μεταφόρτωση πραγματοποιούνται υπό την κάλυψη ενός τίτλου μεταφοράς που εκδόθηκε στην χώρα κατασκευής.

(1) Τα υποδείγματα πιστοποιητικών που περιέχονται στο Παράρτημα I του κανονισμού (ΕΟΚ) αριθ. 3483/86 της 28ης Νοεμβρίου 1986, μπορούν εν τούτοις να γίνονται αποδεκτά μέχρι τις 31 Δεκεμβρίου 1988

(2) Νοείται ότι αυτό το εδάφιο δεν αποτελεί εμπόδιο ώστε μια μολυβδοσφράγιση, που αναγνωρίζεται από τις αρχές, να εκπληρώνει τους όρους που προβλέπει αυτή η παράγραφος.

Άρθρο 2

1. Ένα πρώτο μέρος ποσότητας που αντιστοιχεί με αξία 1.180.000 ECU για τα προϊόντα από μετάξι και με 1.386.230 ECU για τα προϊόντα από βαμβάκι κατανέμεται μεταξύ των κρατών μελών· τα μερίδια τα οποία, με την επιφύλαξη του άρθρου 5, ισχύουν από την 1η Ιανουαρίου μέχρι τις 31 Δεκεμβρίου 1988, ανέρχονται στην ποσότητα που αντιστοιχεί με τις κατωτέρω αξίες:

α) για τα προϊόντα από μετάξι, που αναφέρονται στο άρθρο 1 παράγραφος I:

	(ECU)
Μπενελούξ	54.000
Δανία	54.000
Γερμανία	494.000
Ελλάδα	37.400
Ισπανία	25.500
Γαλλία	270.000
Ιρλανδία	35.400
Ιταλία	109.000
Πορτογαλία	10.500
Ηνωμένο Βασίλειο	90.200

β) για τα προϊόντα από βαμβάκι και αναφέρονται στο άρθρο 1 παράγραφος I:

	(ECU)
Μπενελούξ	47.270
Δανία	120.880
Γερμανία	180.900
Ελλάδα	11.370
Ισπανία	18.020
Γαλλία	515.260
Ιρλανδία	31.050
Ιταλία	47.825
Πορτογαλία	1.250
Ηνωμένο Βασίλειο	412.405

2. Το δεύτερο μέρος καθεμιάς από τις ποσοτώσεις που αναφέρονται στο άρθρο 1 παράγραφος I, που αντιστοιχεί με 1.136.000 και 682.770 ECU, αντίστοιχα, αποτελεί το απόθεμα.

3. Οι κανονισμοί (ΕΟΚ) αριθ. 2779/78 (1) και (ΕΟΚ) αριθ. 289/84 (2) εφαρμόζονται για τον υπολογισμό της αντίστοιχης αξίας σε εθνικά νομίσματα των ποσών σε ECU.

(1) ΕΕ L 333 της 30.11.1978, σελ.5

(2) ΕΕ L 33 της 14.2.1984

Άρθρο 3

1. Αν το αρχικό μερίδιο κράτους μέλους, όπως έχει ορισθεί στο άρθρο 2 παράγραφος 2, ή το ίδιο το μερίδιο ελαττωμένο κατά το τμήμα που επιστρέφεται στο αντίστοιχο απόθεμα, κατ' εφαρμογή του άρθρου 5, έχει χρησιμοποιηθεί μέχρι 90% ή περισσότερο, το εν λόγω κράτος μέλος προβαίνει αμελλητί, με κοινοποίηση στην Επιτροπή, στην ανάληψη, εφόσον το ύψος του αποθέματος το επιτρέπει, ενός δευτέρου μεριδίου ίσου με το 15% του αρχικού μεριδίου, στρογγυλευμένου στην επόμενη ανώτερη μονάδα.

2. Αν, μετά την εξάντληση του αρχικού μεριδίου, το δεύτερο μερίδιο που έχει αναληφθεί από ένα κράτος μέλος έχει χρησιμοποιηθεί μέχρις 90% ή περισσότερο, το εν λόγω κράτος μέλος προβαίνει, τηρουμένων των όρων της παραγράφου 1, στην ανάληψη, κατά το μέτρο που το ύψος του αποθέματος το επιτρέπει, ενός τρίτου μεριδίου ίσου με το 7,5% του αρχικού μεριδίου στρογγυλευμένου στην επόμενη ανώτερη μονάδα.

3. Αν, μετά την εξάντληση του δευτέρου μεριδίου, το τρίτο μερίδιο που έχει αναληφθεί από ένα κράτος μέλος χρησιμοποιήθηκε μέχρις 90% ή περισσότερο, το εν λόγω κράτος μέλος προβαίνει, σύμφωνα με τους ίδιους όρους, στην ανάληψη ενός τέταρτου μεριδίου ίσου με το τρίτο.

Η διαδικασία αυτή εφαρμόζεται μέχρις εξαντλήσεως καθενός από τα αποθέματα.

4. Κατά παρέκκλιση από τις παραγράφους 1, 2 και 3, τα κράτη μέλη δύναται να προβούν στην ανάληψη μεριδίων μικρότερων από τα ορισθέντα στις παραγράφους αυτές, αν ευλόγως κρίνεται ότι αυτά κινδυνεύουν να μην εξαντληθούν. Πληροφορούν την Επιτροπή για τους λόγους που τα ώθησαν στην εφαρμογή της παρούσας παραγράφου.

Άρθρο 4

Τα συμπληρωματικά μερίδια που έχουν αναληφθεί κατ' εφαρμογή του άρθρου 3 ισχύουν μέχρι τις 31 Δεκεμβρίου 1988.

Άρθρο 5

Τα κράτη μέλη επιστρέφουν στο απόθεμα, το αργότερο μέχρι την 1η Οκτωβρίου 1988, το αχρησιμοποιητό τμήμα του αρχικού τους μεριδίου που, στις 15 Σεπτεμβρίου 1988 υπερβαίνει το 20% της αρχικής ποσότητας. Μπορούν να επιστρέψουν μια ποσότητα πιο σημαντική, αν ευλόγως εκτιμάται ότι η ποσότητα αυτή κινδυνεύει να μη χρησιμοποιηθεί.

Τα κράτη μέλη ανακοινώνουν στην Επιτροπή, το αργότερο μέχρι την 1η Οκτωβρίου 1988 το σύνολο των εισαγωγών των εν λόγω προϊόντων που πραγματοποιήθηκαν μέχρι και τις 15 Σεπτεμβρίου 1988 και καταλογίστηκαν στην κοινοτική δασμολογική ποσόστωση, καθώς και, ενδεχομένως, το τμήμα του αρχικού τους μεριδίου που επιστρέφουν στο απόθεμα.

Άρθρο 6

Η Επιτροπή τηρεί λογαριασμό των μεριδίων, που αναλαμβάνονται από τα κράτη μέλη σύμφωνα με τα άρθρα 2 και 3, και πληροφορεί καθένα από αυτά, από τη λήψη των κοινοποιήσεων, για το ρυθμό εξάντλησης του αποθέματος.

Πληροφορεί τα κράτη μέλη, το αργότερο μέχρι τις 5 Οκτωβρίου 1988 για το ύψος του αποθέματος μετά τις επιστροφές που πραγματοποιήθηκαν κατ' εφαρμογή του άρθρου 5.

Μεριμνά ώστε η ανάληψη που εξαντλεί το απόθεμα να περιορίζεται μέχρι το διαθέσιμο υπόλοιπο και, για το σκοπό αυτό, κάνει γνωστό το ύψος του υπολοίπου αυτού στο Κράτος μέλος που προβαίνει στην τελευταία αυτή ανάληψη.

Άρθρο 7

1. Τα κράτη μέλη θεσπίζουν κάθε αναγκαία διάταξη ώστε το άνοιγμα των συμπληρωματικών μεριδίων, που ανέλαβαν κατ' εφαρμογή του άρθρου 3, να επιτρέπει τον χωρίς διακοπή καταλογισμό της κοινοτικής ποσότωσης στο συνολικό τους μερίδιο.
2. Τα κράτη μέλη εγγυώνται στους εισαγωγείς των εν λόγω προϊόντων την ελεύθερη πρόσβαση στα μερίδια που τους έχουν χορηγηθεί.
3. Τα κράτη μέλη προβαίνουν στον καταλογισμό των εισαγωγών των εν λόγω προϊόντων στα μερίδιά τους, στο βαθμό που τα προϊόντα αυτά παρουσιάζονται στο τελωνείο καλυπτόμενα από διασφαφσεις θέσης σε ελεύθερη κυκλοφορία.
4. Ο βαθμός εξάντλησης των μεριδίων των κρατών μελών διαπιστώνεται με βάση τις εισαγωγές που καταλογίστηκαν σύμφωνα με τους όρους της παραγράφου 3.

Άρθρο 8

Τα κράτη μέλη πληροφορούν την Επιτροπή, μετά από αίτησή της, για τις εισαγωγές που καταλόγισαν πράγματι στα μερίδιά τους.

Άρθρο 9

Τα κράτη μέλη και η Επιτροπή συνεργάζονται στενά για την τήρηση του παρόντος κανονισμού.

Άρθρο 10

Ο παρών κανονισμός αρχίζει να ισχύει την 1η Ιανουαρίου 1988.

Ο παρών κανονισμός είναι δεσμευτικός ως προς όλα τα μέρη του και ισχύει άμεσα σε κάθε κράτος μέλος.

Βρυξέλλες,

Για το Συμβούλιο
Ο Πρόεδρος

Historical Archives of the European Commission

ANEXO I — BILAG I — ANHANG I — ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ I — ANNEX I — ANNEXE I — ALLEGATO I — BIJLAGE I — ANEXO I

MODELOS DE CERTIFICADO DE FABRICACIÓN
MODELLER TIL FREMSTILLINGSCERTIFIKAT
MUSTER DER HERSTELLUNGSBESCHEINIGUNG
ΥΠΟΔΕΙΓΜΑΤΑ ΠΙΣΤΟΠΟΙΗΤΙΚΩΝ ΚΑΤΑΣΚΕΥΗΣ
MODEL CERTIFICATE OF MANUFACTURE
MODÈLES DE CERTIFICAT DE FABRICATION
MODELLI DI CERTIFICATO DI FABBRICAZIONE
MODELLEN VAN CERTIFICAAT VAN VERVAARDIGING
MODELOS DE CERTIFICADO DE FABRICO

Historical Archives of the European Commission

(1) Indiquer s'il s'agit d'un nombre de pièces, de mètres, de m² ou de kilogrammes
 (2) Dans la monnaie du contrat de vente.
 (3) Biffer la mention inutile.

(1) State whether in pieces, metres, square metres or kilograms.
 (2) The currency of the contract of sale.
 (3) Delete as appropriate.

1 Exporter (Name, full address, country) Exportateur (Nom, adresse complète, pays)		2 Number Numéro		00000					
3 Consignee (Name, full address, country) Destinataire (Nom, adresse complète, pays)		CERTIFICATE RELATING TO SILK OR COTTON HANDLOOM PRODUCTS Issued with a view to obtaining the benefit of the preferential tariff regime in the European Economic Community CERTIFICAT CONCERNANT LES PRODUITS DE SOIE OU DE COTON, TISSES SUR MÉTIERS À MAIN délivré en vue de l'obtention du bénéfice du régime tarifaire préférentiel dans la Communauté économique européenne							
		4 Country of manufacture Pays de fabrication		5 Country of destination Pays de destination					
6 Place and date of shipment - Means of transport Lieu et date d'embarquement - moyen de transport		7 Supplementary details Données supplémentaires							
8 Marks and numbers - Number and kind of packages - DETAILED DESCRIPTION OF GOODS Marques et numéros - nombre et nature des colis - DÉSIGNATION DÉTAILLÉE DES MARCHANDISES				9 Quantity (1) Quantité (1)	10 FOB value (2) Valeur fob (2)				
11 CERTIFICATION BY THE COMPETENT AUTHORITY - VISA DE L'AUTORITÉ COMPÉTENTE I, the undersigned, certify that - the consignment described above contains only handloom textile products of the cottage industry of the country shown in box No 4; - to each piece is attached: - at the beginning and end, an approved stamp (3); - a seal No (3) Je soussigné, certifie que l'envoi décrit ci-dessus contient exclusivement des produits textiles fabriqués sur métiers à main par l'artisanat rural du pays indiqué dans la case n° 4: - chaque pièce est munie <table border="0"> <tr> <td></td> <td>au début et à la fin, d'un cachet agréé (3)</td> </tr> <tr> <td></td> <td>d'un plomb n° (3).</td> </tr> </table>							au début et à la fin, d'un cachet agréé (3)		d'un plomb n° (3).
	au début et à la fin, d'un cachet agréé (3)								
	d'un plomb n° (3).								
12 Competent authority (Name, full address, country) Autorité compétente (Nom, adresse complète, pays)		At on A Le (Signature) (Seal) (Sceau)							

País de fabricación Fremstillingsland Herstellungsland Χώρα κατασκευής Country of manufacture Pays de fabrication Paese di fabbricazione Land van vervaardiging Pais de fabrico	Autoridad competente Kompetent myndighed Zuständige Behörde Αρμόδια υπηρεσία Competent authority Autorité compétente Autorità competente Bevoegde autoriteit Autoridade competente
India Indien Indien Ινδία India Inde India India India	Textile Committee (para los tejidos de seda) eller (for stoffer af silke) oder (für Gewebe aus Seide) ή (για μεταξωτά υφάσματα) or (for silk fabrics) ou (pour les tissus de soie) o (per i tessuti di seta) of (voor weefsels van zijde) (para os tecidos de seda)
Pakistan Pakistan Pakistan Πακιστάν Pakistan Pakistan Pakistan Pakistan Paquistão	Export Promotion Bureau
Tailandia Thailand Thailand Ταϊλάνδη Thailand Thaïlande Tailandia Thailand Tailândia	Department of Foreign Trade
Bangladesh Bangladesh Bangladesh Μπαγκλαντές Bangladesh Bangladesh Bangladesh Bangladesh Bangladesh	Export Promotion Bureau
Laos Laos Laos Λάος Laos Laos Laos Laos Laos	Service national de l'artisanat et de l'industrie
Sri Lanka Sri Lanka Sri Lanka Σρι Λάνκα Sri Lanka Sri Lanka Sri Lanka Sri Lanka Sri Lanka	Department of Commerce

Central Silk Board

Pais de fabricación Fremstillingsland Herstellungsland Χώρα κατασκευής Country of manufacture Pays de fabrication Paese di fabbricazione Land van vervaardiging País de fabrico	Autoridad competente Kompetent myndighed Zuständige Behörde Αρμόδια υπηρεσία Competent authority Autorité compétente Autorità competente Bevoegde autoriteit Autoridade competente
El Salvador El Salvador El Salvador Ελ Σαλβαδόρ El Salvador El Salvador El Salvador El Salvador El Salvador Honduras Honduras Honduras Ονδούρα Honduras Honduras Honduras Honduras Honduras Indonesia Indonesien Indonesien Ινδονησία Indonesia Indonésie Indonesia Indonesië Indonésia Guatemala Guatemala Guatemala Γουατεμάλα Guatemala Guatemala Guatemala Guatemala Guatemala Argentina Argentina Argentinien Αργεντινή Argentina Argentine Argentina Argentinië Argentina	Dirección de comercio internacional Dirección general de comercio exterior Ministerio de Comercio y de Cooperativas Ministeriet for handel og kooperativer Ministerium für Handel und Genossenschaften Υπουργείο Εμπορίου και Συνεργατισμών Department of Trade and Cooperatives Ministère du commerce et des coopératives Ministero del commercio e delle cooperative Ministerie van Handel en Coöperatieven Ministério do Comércio e das Cooperativas Dirección de comercio interior y exterior Secretaría de Estado y comercio y negociaciones económicas inter-nacionales

COMISIÓN DE LAS COMUNIDADES EUROPEAS

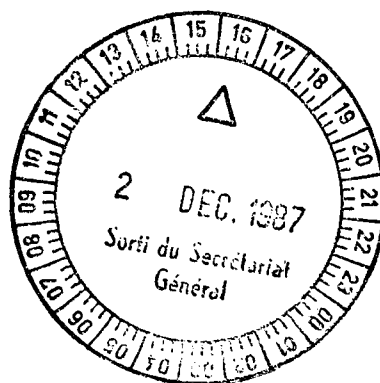
COM(87) 558 final.

Bruselas, 20 de noviembre de 1987

Propuesta de
REGLAMENTO (CEE) DEL CONSEJO

relativo a la apertura, reparto y modo de gestión de contingentes
arancelarios comunitarios de determinados tejidos, terciopelos
y felpas, tejidos en telares manuales (1988)

(presentada por la Comisión)



COM(87) 558 final.

Propuesta de
REGLAMENTO (CEE) Nº DEL CONSEJO

relativo a la apertura, reparto y modo de gestión
de contingentes arancelarios comunitarios de determinados tejidos,
terciopelos y felpas, tejidos en telares manuales (1988)

EL CONSEJO DE LAS COMUNIDADES EUROPEAS,

Visto el Tratado constitutivo de la Comunidad Económica Europea y, en particular, su artículo 113,

Vista la propuesta de la Comisión,

Considerando que, para los tejidos de seda o de borra de seda ("schappe") y los tejidos de algodón, tejidos en telares manuales, de las partidas ex 50.09 y ex 55.09 del arancel aduanero común, la Comunidad se ha declarado dispuesta a proceder a la apertura de contingentes arancelarios comunitarios anuales, con exención de derechos, hasta el límite, para cada uno de los mismos, de un valor (en aduana) que, para el año 1987, ascendió a 2 316 000 ECU para los tejidos de seda y a 2 069 000 ECU para los tejidos de algodón; que el derecho a beneficiarse de dichos contingentes arancelarios comunitarios está subordinado, no obstante, a la presentación de un certificado de fabricación reconocido por las autoridades competentes de la Comunidad, a la estampación de un sello autorizado por dichas autoridades al principio y al final de cada documento y al transporte directo entre el país de fabricación y la Comunidad; que es conveniente, por consiguiente, abrir los contingentes arancelarios en cuestión el 1 de enero de 1988, en los volúmenes aplicados para el año 1987;

Considerando que la Comunidad adoptó, con efecto a partir del 1.1.1988, una nomenclatura combinada de las mercancías que cumple con los requisitos del arancel aduanero común y de las estadísticas del comercio exterior de la Comunidad y del comercio entre sus Estados miembros; que, para cubrir al mismo tiempo regulaciones comunitarias específicas, se amplió dicha nomenclatura mediante el establecimiento de un arancel integrado de las Comunidades Europeas (TARIC); que, para designar los productos contemplados en el presente Reglamento, procede utilizar la nomenclatura combinada a partir de dicha fecha y, en su caso, los números del TARIC;

Considerando que procede garantizar, en particular, el acceso igual y continuo de todos los importadores a los mencionados contingentes y la aplicación ininterrumpida del derecho previsto para dichos contingentes a todas las importaciones, hasta que se agoten los mismos; que un sistema de utilización de los contingentes arancelarios comunitarios basado en un reparto entre los Estados miembros parece respetar la naturaleza comunitaria de los mencionados contingentes en relación con los principios precedentemente expuestos; que, para que dicho reparto represente del mejor modo posible la evolución real del mercado de los productos correspondientes, es preciso que se realice a prorrata de las necesidades calculadas basándose, por una parte, en los datos estadísticos relativos a las importaciones procedentes de países terceros durante un período de referencia representativo y, por otra parte, en las perspectivas económicas para el año contingentario considerado;

Considerando, no obstante, que los tejidos considerados, tejidos en telares a mano, no son especificados en las nomenclaturas estadísticas; que, en tales condiciones, no es posible recoger datos estadísticos suficientemente precisos y representativos; que las imputaciones a las cuotas asignadas a los Estados miembros de los contingentes arancelarios comunitarios abiertos para algunos de dichos tejidos en los años 1984, 1985 y 1986 son las siguientes:

1. Tejidos de seda o de borra de seda

Estados miembros	1984		1985		1986	
	en ECU	en %	en ECU	en %	en ECU	en %
Benelux	31 779	1,82	12 681	0,63	44 284	2,22
Dinamarca	22 891	1,31	41 784	2,09	60 687	3,04
Alemania	1095 862	62,78	1269 934	63,44	1 452 095	72,75
Grecia	0	0	0	0	0	0
Francia	306 785	17,58	391 287	19,55	237 718	11,91
Irlanda	0	0	0	0	0	0
Italia	130 300	7,47	128 370	6,41	109 000	5,46
Reino Unido	157 850	9,04	157 670	7,88	92 298	4,62

2. Tejidos de algodón

Estados miembros	1984		1985		1986	
	en ECU	en %	en ECU	en %	en ECU	en %
Benelux	59 000	2,91	68 998	3,38	112 000	5,57
Dinamarca	138 001	6,81	267 999	13,12	294 500	14,66
Alemania	263 192	12,98	325 655	15,94	511 502	25,46
Grecia	0	0	0	0	0	0
Francia	1068 000	52,69	852 600	41,74	799 600	39,80
Irlanda	0	0	0	0	0	0
Italia	28 274	1,39	56 805	2,78	15 063	0,75
Reino Unido	470 600	23,32	470 600	23,04	276 404	13,76

que únicamente con estos elementos, por razón de las variaciones que han tenido lugar, no es posible formar una opinión decisiva respecto de las necesidades reales de cada uno de los Estados miembros mencionados durante el periodo contingentario previsto; que las necesidades de los nuevos Estados miembros tampoco pueden determinarse con exactitud; que, en tales condiciones, y para permitir un reparto equitativo de los contingentes arancelarios comunitarios considerados, los porcentajes de participación inicial en los importes contingentarios pueden evaluarse, aproximadamente, de la forma siguiente:

Estados miembros	Productos de seda	Productos de algodón
Benelux	4,58	3,41
Dinamarca	4,58	8,72
Alemania	41,86	13,05
Grecia	3,17	0,82
España	2,16	1,30
Francia	22,88	37,17
Irlanda	3,00	2,24
Italia	9,24	3,45
Portugal	0,84	0,09
Reino Unido	7,64	29,75

Considerando que, para tener en cuenta la posible evolución de las importaciones de dichos productos, es conveniente dividir los importes contingentarios en dos tramos, el primero para repartirlo entre los Estados miembros y el segundo para formar con él una reserva destinada a cubrir ulteriormente las necesidades de los Estados miembros que hayan agotado sus cuotas iniciales; que, para dar a los importadores de cada Estado miembro una cierta seguridad, resulta oportuno fijar el primer tramo de cada contingente comunitario en un nivel relativamente importante que se sitúe, aproximadamente, en un 51% para los productos de seda y en un 67% para los productos de algodón;

Considerando que las cuotas iniciales de los Estados miembros pueden agotarse con mayor o menor rapidez; que para tener en cuenta tal hecho y evitar toda discontinuidad, es importante que cualquier Estado miembro que haya utilizado casi en su totalidad su cuota inicial proceda a girar sobre la reserva correspondiente una cuota complementaria; que cada Estado miembro debe proceder a dicha operación de giro sobre la reserva cuando cada una de sus cuotas complementarias haya sido utilizada casi en su totalidad, y ello tantas veces como lo permita cada reserva; que las cuotas iniciales y complementarias deben ser válidas hasta el final del periodo contingentario; que dicho modo de gestión requiere una estrecha colaboración entre los Estados miembros y la Comisión, la cual, en particular, debe estar en condiciones de seguir el estado de agotamiento de los contingentes arancelarios y de informar de ello a los Estados miembros;

Considerando que, en caso de que, en una fecha determinada del periodo contingentario, haya en uno u otro Estado miembro un remanente importante de las cuotas iniciales, es indispensable que dicho Estado devuelva a la reserva correspondiente un porcentaje apreciable del citado remanente, con objeto de evitar que una parte de alguno de los contingentes comunitarios quede inutilizada en un Estado miembro, en tanto que podría utilizarse en otros;

Considerando que, al estar el Reino de Bélgica, el Reino de los Países Bajos y el Gran Ducado de Luxemburgo reunidos y representados por la Unión Económica Benelux, cualquier operación relativa a la gestión de las cuotas asignadas a la misma puede ser efectuada por cualquiera de sus miembros,

HA ADOPTADO EL PRESENTE REGLAMENTO:

Artículo 1

1. Quedan suspendidos, del 1 de enero al 31 de diciembre de 1988, los derechos de aduana aplicables a la importación de los productos mencionados a continuación, en el nivel y en el límite de los contingentes arancelarios comunitarios indicados para cada uno de ellos:

Número de orden	Código de la nomenclatura combinada	Designación de la mercancía	Volumen del contingente (en ECU)	Derecho contingentario (en %)
09.0101	ex 50.07	Tejidos de seda o de desperdicios de seda:	2 316 000	0
		- tejidos en telares manuales		
	58.03	Tejidos de gasa vuelta, distintos de los artículos de la partida 58.06		
	ex 58.03.90-10	De seda o de desperdicios de seda		
		- tejidos en telares manuales		
09.0103	ex 52.08	Tejidos de algodón que contengan 85% o más en peso de algodón de un peso que no exceda 200 g/m ² :	2 069 000	0
		- 1		
	ex 52.09	Tejidos de algodón, que contengan 85% o más en peso de algodón, de un peso que no exceda 200 g/m ² :		
		- 1		
	ex 52.10	Tejidos de algodón, que contengan menos del 85% en peso de algodón, mezclados principal o únicamente con fibras sintéticas o artificiales, de un peso que no exceda 200 g/m ² :		
		- 1		
	ex 52.11	Tejidos de algodón, que contengan menos del 85% en peso de algodón, mezclados principal o únicamente con fibras sintéticas o artificiales, de un peso que exceda 200 g/m ² :		
		- 1		
	ex 52.12	Otros tejidos de algodón:		
		- 1		

58.01	Terciopelos y felpas tejidos y tejidos de chenillas, con exclusión de los artículos de la partida 58.06: de algodón:
5801.21-00	terciopelos y felpas por trama, sin cortar: - 1
5801.22-00	Terciopelos y felpas por trama, cortados, de campillo - 1
5801.23-00	Otros terciopelos y felpas por trama - 1
5801.24-00	Terciopelos y felpas de urdimbre, cortados - 1
5801.26-00	Tejidos de chenillas - 1
58.03	Tejidos de gasa vuelta, con exclusión de los artículos de la partida 58.06: de algodón: - 1

(1) Productos tejidos en telares manuales.

En el marco de dichos contingentes arancelarios, España y Portugal aplicarán derechos calculados con arreglo a lo dispuesto en la materia por el Acta de adhesión de 1985.

2. A los efectos de la aplicación del presente Reglamento, se considerarán como:

- a) telares manuales, los telares que, para la fabricación de tejidos, son accionados exclusivamente por movimientos de las manos o de los pies;
- b) valor en aduana, el valor tal como se define en la normativa comunitaria en la materia.

3. No obstante, el derecho a beneficiarse de dichos contingentes se reserva a los tejidos, terciopelos y felpas que:

- a) vayan acompañados de un certificado de fabricación reconocido por las autoridades competentes de la Comunidad Económica Europea y con arreglo al modelo que figura en el Anexo I⁽¹⁾, visado por una autoridad reconocida del país de fabricación que figure en el Anexo II;
- b) que lleve al comienzo y al final del documento un sello autorizado por dichas autoridades⁽²⁾;

(1) Los modelos de certificados incluidos en el Anexo I del Reglamento (CEE) nº 3745/86, de 28 de noviembre de 1986, podrán, sin embargo, ser aceptados hasta el 31 de diciembre de 1988.

(2) Se acuerda que este apartado no sea obstáculo para que un plomo autorizado por las autoridades permita cumplir las condiciones previstas en este apartado.

c) se transporten directamente del país de fabricación a la Comunidad Económica Europea.

4. A tal fin, se considerarán transportadas directamente:

- a) las mercancías que se transporten sin pasar por el territorio de ningún país no miembro de las Comunidades Europeas. Se considerará que las escalas en puertos de países no miembros de las Comunidades Europeas no interrumpen el transporte directo, siempre que en ellos no se transborden las mercancías;
- b) las mercancías que se transporten pasando por el territorio de uno o más países no miembros de las Comunidades Europeas, o con transbordo en uno de los mismos, siempre que la travesía por dichos países o el transbordo se realicen al amparo de un título de transporte único expedido en el país de fabricación.

Artículo 2

1. Un primer tramo, de un volumen que corresponde al valor de 1 180 000 ECU para los productos de seda, y a 1 386 230 ECU para los productos de algodón, se repartirá entre los Estados miembros; las cuotas que, sin perjuicio de lo dispuesto en el artículo 5, sean válidas desde el 1 de enero hasta el 31 de diciembre de 1988, ascenderán a los volúmenes correspondientes a los valores que se indican seguidamente:

a) Para los productos de seda, contemplados en el apartado 1 del artículo 1:

	(en ECU)
Benelux	54 000
Dinamarca	54 000
Alemania	494 000
Grecia	37 400
España	25 500
Francia	270 000
Irlanda	35 400
Italia	109 000
Portugal	10 500
Reino Unido	90 200

b) Para los productos de algodón, contemplados en el apartado 1 del artículo 1:

	(en ECU)
Benelux	47 270
Dinamarca	120 880
Alemania	180 900
Grecia	11 370
España	18 020
Francia	512 260
Irlanda	31 050
Italia	47 825
Portugal	1 250
Reino Unido	412 405

2. El segundo tramo de cada uno de los contingentes contemplados en el apartado 1 del artículo 1, correspondiente a 1 136 000 y 682 770 ECU respectivamente, constituirá la reserva.

3. Para el cálculo del contravalor en moneda nacional de los importes expresados en ECU será aplicable lo dispuesto en los Reglamentos (CEE) n° 2779/78⁽¹⁾ y (CEE) n° 289/84⁽²⁾.

Artículo 3

1. Si una de las cuotas iniciales de un Estado miembro, tal como ha quedado fijada en el apartado 1 del artículo 2, o esta misma cuota menos la fracción devuelta a la reserva correspondiente en caso de aplicación del artículo 5 se utilizare hasta un total de 90% o más, dicho Estado miembro procederá sin demora, mediante notificación a la Comisión y en la medida en que el importe de la reserva lo permita, a girar una segunda cuota igual al 15% de su cuota inicial, redondeada en su caso a la unidad superior.

2. Si, agotada alguna de las cuotas iniciales, la segunda cuota girada por un Estado miembro se utilizara hasta un total del 90% o más, dicho Estado miembro procederá, en las condiciones previstas en el apartado 1, a girar una tercera cuota igual al 7,5% de su cuota inicial, redondeada en su caso a la unidad superior.

3. Si, agotada alguna de las segundas cuotas la tercera cuota girada por un Estado miembro se utilizare hasta un total del 90% o más, dicho Estado miembro procederá, en las mismas condiciones, a girar una cuarta cuota igual a la tercera.

Dicho procedimiento se aplicará hasta que se agoten las reservas.

4. No obstante lo dispuesto en los apartados 1, 2 y 3, los Estados miembros podrán proceder a girar cuotas inferiores a las fijadas en los citados apartados, si existieren razones para considerar que es posible que éstas no se agoten. Informarán a la Comisión de los motivos que les hayan determinado a aplicar el presente apartado.

Artículo 4

Las cuotas complementarias giradas en aplicación del artículo 3 serán válidas hasta el 31 de diciembre de 1988.

Artículo 5

Los Estados miembros devolverán a la reserva, a más tardar el 1 de octubre de 1988, la fracción no utilizada de su cuota inicial que, el 15 de septiembre de 1988, exceda del 20% del volumen inicial. Podrán devolver una cantidad mayor si existieren razones para considerar que es posible que ésta no se utilice.

Los Estados miembros comunicarán a la Comisión, a más tardar el 1 de octubre de 1988, el total de las importaciones de los productos correspondientes realizadas hasta el 15 de septiembre de 1988 e imputadas a cada uno de los contingentes, así como, en su caso, la fracción de cuota inicial que devuelvan a la reserva correspondiente.

Artículo 6

La Comisión contabilizará los importes de las cuotas abiertas por los Estados miembros con arreglo a los artículos 2 y 3 e informará a cada uno de ellos, a medida que reciba las notificaciones, del estado de agotamiento de las reservas.

(1) D.O. n° L 333 de 30.11.1978, p. 5

(2) DO n° L 33 de 14.2.1984, p. 2.

Informará a los Estados miembros, a más tardar el 5 de octubre de 1988, del estado de las reservas después de las devoluciones efectuadas en aplicación del artículo 5.

Velará porque la operación de giro sobre la reserva correspondiente que dé lugar al agotamiento de ésta se limite al saldo disponible y, a tal fin, precisará su importe al Estado miembro que proceda a dicho último giro.

Artículo 7

1. Los Estados miembros adoptarán las disposiciones oportunas para que la apertura de las cuotas complementarias a cuyo giro hayan procedido en aplicación del artículo 3 haga posibles las imputaciones, sin discontinuidad, a su correspondiente parte acumulada de los contingentes arancelarios comunitarios.

2. Los Estados miembros garantizarán a los importadores de los productos de que se trate el libre acceso a las cuotas que les sean asignadas.

3. Los Estados miembros procederán a imputar a sus cuotas las importaciones de los productos correspondientes a medida que éstos se presenten en la aduana amparados por declaraciones de despacho a libre práctica.

4. El estado de agotamiento de las cuotas de cada Estado miembro se comprobará basándose en las importaciones que se hayan imputado en las condiciones definidas en el apartado 3.

Artículo 8

A instancia de la Comisión, los Estados miembros le informarán de las importaciones efectivamente imputadas a sus cuotas.

Artículo 9

Los Estados miembros y la Comisión colaborarán estrechamente con objeto de dar cumplimiento al presente Reglamento.

Artículo 10

El presente Reglamento entrará en vigor el 1 de enero de 1988.

El presente Reglamento será obligatorio en todos sus elementos y directamente aplicable en cada Estado miembro.

Hecho en Bruselas, el

Por el Consejo

El Presidente

ANEXO I — BILAG I — ANHANG I — ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ I — ANNEX I — ANNEXE I — ALLEGATO I — BIJLAGE I — ANEXO I

MODELOS DE CERTIFICADO DE FABRICACIÓN

MODELLER TIL FREMSTILLINGSCERTIFIKAT

MUSTER DER HERSTELLUNGSBESCHEINIGUNG

ΥΠΟΔΕΙΓΜΑΤΑ ΠΙΣΤΟΠΟΙΗΤΙΚΩΝ ΚΑΤΑΣΚΕΥΗΣ

MODEL CERTIFICATE OF MANUFACTURE

MODÈLES DE CERTIFICAT DE FABRICATION

MODELLI DI CERTIFICATO DI FABBRICAZIONE

MODELLEN VAN CERTIFICAAT VAN VERVAARDIGING

MODELOS DE CERTIFICADO DE FABRICO

Historical Archives of the European Commission

(1) Indiquer s'il s'agit d'un nombre de pièces, de mètres, de m² ou de kilogrammes
(2) Dans la monnaie du contrat de vente
(3) Biffer la mention inutile

(1) Spécifier en pièces, mètres, aquare mètres ou kilogrammes
(2) La monnaie du contrat de vente
(3) Biffer la mention inutile

1 Exporter (Name, full address, country) Exportateur (Nom, adresse complète, pays)		2 Number Numero		00000	
3 Consignee (Name, full address, country) Destinataire (Nom, adresse complète, pays)		CERTIFICATE RELATING TO SILK OR COTTON HANDLOOM PRODUCTS Issued with a view to obtaining the benefit of the preferential tariff régime in the European Economic Community CERTIFICAT CONCERNANT LES PRODUITS DE SOIE OU DE COTON, TISSÉS SUR MÉTIERS À MAIN délivré en vue de l'obtention du bénéfice du régime tarifaire préférentiel dans la Communauté économique européenne			
		4 Country of manufacture Pays de fabrication		5 Country of destination Pays de destination	
6 Place and date of shipment — Means of transport Lieu et date d'embarquement — moyen de transport		7 Supplementary details Données supplémentaires			
8 Marks and numbers — Number and kind of packages — DETAILED DESCRIPTION OF GOODS Marques et numéros — nombre et nature des colis — DÉSIGNATION DÉTAILLÉE DES MARCHANDISES			9 Quantity (1) Quantité (1)		10 FOB value (2) Valeur fob (2)
11 CERTIFICATION BY THE COMPETENT AUTHORITY — VISA DE L'AUTORITÉ COMPÉTENTE I, the undersigned, certify that — the consignment described above contains only handloom textile products of the cottage industry of the country shown in box No 4, — to each piece is attached — at the beginning and end, an approved stamp (3), — a seal No (1) Je soussigné, certifie que l'envoi décrit ci-dessus contient exclusivement des produits textiles fabriqués sur métiers à main par l'artisanat rural du pays indiqué dans la case n° 4; — chaque pièce est munie au début et à la fin, d'un cachet agréé (3) d'un plomb n° (1).					
12 Competent authority (Name, full address, country) Autorité compétente (Nom, adresse complète, pays)			At on A Le (Signature) (Seal) (Sceau)		

ANEXO II — BILAG II — ANHANG II — ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ II — ANNEX II — ANNEXE II — ALLEGATO II — BIJLAGE II — ANEXO II

País de fabricación Fremstillingsland Herstellungsland Χώρα κατασκευής Country of manufacture Pays de fabrication Paese di fabbricazione Land van vervaardiging País de fabrico	Autoridad competente Kompetent myndighed Zuständige Behörde Αρμόδια υπηρεσία Competent authority Autorité compétente Autorità competente Bevoegde autoriteit Autoridade competente
India Indien Indien Ινδία India Inde India India India India	Textile Committee (para los tejidos de seda) eller (for stoffer af silke) oder (für Gewebe aus Seide) ή (για μεταξωτά υφάσματα) or (for silk fabrics) ou (pour les tissus de soie) o (per i tessuti di seta) of (voor weefsels van zijde) (para os tecidos de seda) Central Silk Board
Pakistan Pakistan Pakistan Πακιστάν Pakistan Pakistan Pakistan Pakistan Pakistan Paquistão	Export Promotion Bureau
Tailandia Thailand Thailand Ταϊλάνδη Thailand Thaïlande Tailandia Thailand Tailândia	Department of Foreign Trade
Bangladesh Bangladesh Bangladesch Μπαγκλαντές Bangladesh Bangladesh Bangladesh Bangladesh Bangladesh	Export Promotion Bureau
Laos Laos Laos Λάος Laos Laos Laos Laos Laos Laos	Service national de l'artisanat et de l'industrie
Sri Lanka Sri Lanka Sri Lanka Σρι Λάνκα Sri Lanka Sri Lanka Sri Lanka Sri Lanka Sri Lanka	Department of Commerce

País de fabricación Fremstillingsland Herstellungsland Χώρα κατασκευής Country of manufacture Pays de fabrication Paese di fabbricazione Land van vervaardiging País de fabrico	Autoridad competente Kompetent myndighed Zuständige Behörde Αρμόδια υπηρεσία Competent authority Autorité compétente Autorità competente Bevoegde autoriteit Autoridade competente
El Salvador El Salvador El Salvador Ελ Σαλβαδόρ El Salvador El Salvador El Salvador El Salvador El Salvador Honduras Honduras Honduras Ονδούρα Honduras Honduras Honduras Honduras Honduras Honduras Indonesia Indonesien Indonesien Ινδονησία Indonesia Indonésie Indonesia Indonesië Indonésia Guatemala Guatemala Guatemala Γουατεμάλα Guatemala Guatemala Guatemala Guatemala Guatemala Argentina Argentina Argentinien Αργεντινή Argentina Argentine Argentina Argentinie Argentina	Dirección de comercio internacional Dirección general de comercio exterior Ministerio de Comercio y de Cooperativas Ministeriet for handel og kooperativer Ministerium für Handel und Genossenschaften Υπουργείο Εμπορίου και Συνεργατισμών Department of Trade and Cooperatives Ministère du commerce et des coopératives Ministero del commercio e delle cooperative Ministerie van Handel en Coöperatieven Ministério do Comércio e das Cooperativas Dirección de comercio interior y exterior Secretaría de Estado y comercio y negociaciones económicas inter- nacionales

COMISSÃO DAS COMUNIDADES EUROPEIAS

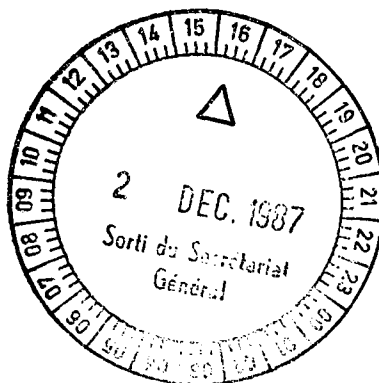
COM(87) 558 final

Bruxelas, 20 de Novembro de 1987

Proposta de
REGULAMENTO (CEE) DO CONSELHO

relativo à abertura, repartição e modo de gestão de um
contingente pautal comunitário de determinados tecidos,
veludos e pelúcias, tecidos em teares manuais (1988)

(Apresentada pela Comissão)



COM(87) 558 final

Proposta de
REGULAMENTO (CEE) Nº DO CONSELHO
de

relativo à abertura, repartição e modo de gestão
de um contingente pautal comunitário de determinados tecidos,
veludos e pelúcias, tecidos em teares manuais (1988)

O CONSELHO DAS COMUNIDADES EUROPEIAS,

Tendo em conta o Tratado que institui a Comunidade Económica Europeia e, nomeadamente, o seu artigo 113^a,

Tendo em conta a proposta da Comissão,

Considerando que, para os tecidos de seda ou de borra de seda (schappe) e os tecidos de algodão, tecidos em teares manuais, das posições ex 50.09 e ex 55.09 da pauta aduaneira comum, a Comunidade se declarou disposta a proceder anualmente à abertura de contingentes pautais comunitários anuais, com isenção de direitos, no limite, para cada um deles, de um valor (valor aduaneiro) que, para 1987, se elevou a 2 316 000 ECUs, para os tecidos de seda, e a 2 069 000 ECUs, para os tecidos de algodão; que a admissão ao benefício desses contingentes pautais comunitários está, todavia, subordinada à apresentação de um certificado de fabrico reconhecido pelas autoridades competentes da Comunidade, à aposição de um carimbo aprovado por essas autoridades no princípio e no fim de cada peça e ao transporte directo entre o país de fabrico e a Comunidade; que convém, portanto, abrir, em 1 de Janeiro de 1988, os contingentes pautais em questão, à razão dos volumes considerados para o ano de 1987;

Considerando que a Comunidade adoptou, com efeitos a partir de 1.1.1988, uma Nomenclatura Combinada das mercadorias que satisfaz, simultaneamente, as exigências da pauta aduaneira comum e das estatísticas do comércio externo da Comunidade e do comércio entre os seus Estados-membros; que, para incluir ao mesmo tempo regulamentações comunitárias específicas, a referida Nomenclatura foi alargada pelo estabelecimento de uma Pauta Integrada das Comunidades Europeias (TARIC); que, a partir dessa data, deve ser utilizada a Nomenclatura Combinada bem como, se for caso disso, os números de código TARIC para a designação dos produtos referidos no presente regulamento;

Considerando que se deve garantir, nomeadamente, o acesso igual e contínuo de todos os importadores a esses contingentes e a aplicação, sem interrupção, da taxa prevista para esses contingentes a todas as importações dos produtos em questão em todos os Estados-membros até ao esgotamento dos mesmos; que um sistema de utilização do contingente pautal comunitário, baseado na repartição entre os Estados-membros, parece susceptível de respeitar a natureza comunitária dos referidos contingentes relativamente aos princípios acima enunciados; que esta repartição deve, para representar o melhor possível a evolução real do mercado dos produtos em questão, ser efectuada proporcionalmente às necessidades, calculadas, por um lado, com base nos dados estatísticos relativos às importações de países terceiros no decurso de um período de referência representativo e, por outro lado, com base nas perspectivas económicas para o ano de contigენტamento em questão;

Considerando, todavia, que os tecidos em questão, tecidos em teares manuais, não estão especificados nas nomenclaturas estatísticas; que, nestas circunstâncias, não foi ainda possível recolher dados estatísticos suficientemente precisos e representativos; que as imputações nas quotas-partes atribuídas aos Estados-membros nos contingentes pautais comunitários abertos para certos desses tecidos foram, em 1984, 1985 e 1986, as seguintes:

1. Tecidos de seda ou de borra de seda

Estados-membros	1984		1985		1986	
	em ECU's	em %	em ECU's	em %	em ECU's	em %
Benelux	31 779	1,82	12 681	0,63	44 204	2,22
Dinamarca	22 891	1,31	41 784	2,09	60 587	3,04
Alemanha	1 095 862	62,78	1 269 934	63,44	1 452 095	72,70
Grécia	0	0	0	0	0	0
França	306 785	17,58	391 287	19,55	237 718	11,90
Irlanda	0	0	0	0	0	0
Itália	130 300	7,47	128 370	6,41	109 000	5,46
Reino Unido	157 850	9,04	157 670	7,88	92 888	4,62

2. Tecidos de algodão

Estados-membros	1984		1985		1986	
	em ECUs	em %	em ECUs	em %	em ECUs	em %
Benelux	59 000	2,91	68 998	3,38	112 000	5,57
Dinamarca	138 001	6,81	267 999	13,12	294 500	14,66
Alemanha	263 192	12,98	325 655	15,94	511 502	25,46
Grécia	0	0	0	0	0	0
França	1 068 000	52,69	852 600	41,74	799 600	39,80
Irlanda	0	0	0	0	0	0
Itália	28 274	1,39	56 805	2,78	15 063	0,75
Reino Unido	470 500	23,22	470 600	23,04	276 404	13,76

que, apenas com estes elementos, não se pode formar uma opinião decisiva a respeito das necessidades reais de cada um dos Estados-membros supracitados no decurso do período de contingentamento em questão; que as necessidades dos novos Estados-membros não podem ser determinadas com exactidão; que, nessas condições, e com vista a permitir uma repartição equitativa dos contingentes pautais comunitários considerados, é permitido avaliar aproximativamente como segue as percentagens de participação inicial nos montantes comunitários:

Estados-membros	Produtos de seda	Produtos de algodão
Benelux	4,58	3,41
Dinamarca	4,58	8,72
Alemanha	41,86	13,05
Grécia	3,17	0,82
Espanha	2,16	1,30
França	22,88	37,17
Irlanda	3,00	2,24
Itália	9,24	3,45
Portugal	0,84	0,09
Reino Unido	7,64	29,75

Considerando que, para ter em conta a evolução eventual das importações dos produtos em questão, convém dividir em duas parcelas os volumes dos contingentes, sendo a primeira parcela repartida entre os Estados-membros e constituindo a segunda parcela uma reserva destinada a cobrir posteriormente as necessidades dos Estados-membros que esgotaram as suas quotas-partes iniciais; que, para garantir aos importadores uma certa segurança, é indicado fixar a primeira parcela de cada contingente comunitário a um nível relativamente importante, ou seja, em cerca de 51%, para os produtos de seda, e em 67%, para os produtos de algodão;

Considerando que as quotas-partes iniciais dos Estados-membros podem ser esgotadas mais ou menos rapidamente; que, para ter em conta este facto e evitar qualquer descontinuidade, importa que qualquer Estado-membro que tenha utilizado quase totalmente uma das suas quotas-partes iniciais proceda ao saque duma quota-parte complementar sobre a reserva correspondente; que esse saque deve ser efectuado por cada Estado-membro quando cada uma das quotas-partes complementares estiver quase totalmente utilizada e tantas vezes quantas o permita cada uma das reservas; que cada uma das quotas-partes iniciais e complementares deve ser válida até ao fim do período de contingentamento; que este modo de gestão requer uma colaboração estreita entre os Estados-membros e a Comissão, a qual deve, nomeadamente, poder acompanhar a situação de esgotamento dos contingentes pautais e informar desse facto os Estados-membros;

Considerando que, se em data determinada do período de contingentamento existe um saldo importante de uma das quotas-partes iniciais em qualquer Estado-membro, é indispensável que esse Estado transfira uma percentagem apreciável para a reserva correspondente, a fim de evitar que uma parte de qualquer dos contingentes comunitários permaneça inutilizada num Estado-membro, quando podia ser utilizada noutros;

Considerando que, pelo facto de o Reino da Bélgica, o Reino dos Países-Baixos e o Grão-Ducado do Luxemburgo estarem reunidos e representados pela União Económica do Benelux, qualquer operação relativa à gestão das quotas-partes atribuídas à referida União Económica pode ser efectuada por um dos seus membros,

ADOPTOU O PRESENTE REGULAMENTO:

Artigo 1º

1. De 1 de Janeiro a 31 de Dezembro de 1987, os direitos aduaneiros aplicáveis na importação dos produtos a seguir designados são suspensos ao nível e no limite dos contingentes pautais comunitários indicados:

Número de ordem	Código da Nomenclatura Combinada	Designação das mercadorias	Volume do contingente (em ECU's)	Direito do contingente (em %)
09.01.01	ex 50.07	Tecidos de seda ou de desperdícios de seda.	2.316.000	0
		- tecidos em teares manuais		
	58.03	Tecidos em ponto de gaze, excepto os artefactos da posição 58.06:		
	ex 58.03.90-10	De seda ou de desperdícios de seda		
		- tecidos em teares manuais		
	ex 52.08	Tecidos de algodão, contendo pelo menos 85%, em peso, de algodão, com peso não superior a 200 g/m ²		
		- (1)		
	ex 52.09	Tecidos de algodão, contendo pelo menos 85%, em peso, de algodão, com peso superior a 200 g/m ² .		
		- (1)		
	ex 52.10	Tecidos de algodão, contendo menos de 85%, em peso, de algodão, combinados, principal ou unicamente, com fibras sintéticas ou artificiais, com peso não superior a 200 g/m ² .		
		- (1)		

(1) Produtos tecidos em teares manuais.

09.01.03	ex 52.11	Tecidos de algodão, con- tendo menos de 85%, em peso, de algodão, com- binados, principal ou unicamente, com fibras sintéticas ou artifi- ciais, com peso supe- rior a 200 g/m ² . - (1)	2.069.000	0
	ex 52.12	Outros tecidos de algo- dão. - (1)		
	58.01	Veludos e pelúcias, te- cidos, e tecidos de froco ("chemille"), ex- cepto os artefactos da posição 58.06. - De algodão:		
	ex 58.01.21-00	- Veludos e pelúcias obtidos por trama, não cortados - (1)		
	ex 58.01.22-00	- Veludos e pelúcias obtidos por trama, cortados, cancela- lados ("côtelés") - (1)		
	ex 58.01.23-00	- Outros veludos e pelúcias obtidos por trama - (1)		
	ex 58.01.24-00	- Veludos e pelúcias obtidos por urdidu- ra, não cortados ("épinglés", - (1)		
	ex 58.01.25-00	- Veludos e pelúcias obtidos por urdidu- ra, cortados - (1)		
	ex 58.01.26-00	- Tecidos de froco ("chenille") - (1)		
	58.03	Tecidos em ponto de ga- ze, excepto os artefac- tos da posição 58.06.		
	ex 58.03.10-00	- De algodão - (1)		

(1) Produtos tecidos em teares manuais.

No âmbito destes contingentes pautais, Espanha e Portugal aplicarão os direitos calculados em conformidade com as disposições fixadas na matéria no Acto de Adesão de 1985.

2. Para efeitos de aplicação do presente regulamento, são considerados:

- a) Teares manuais, os teares que, para o fabrico dos tecidos, são movidos exclusivamente por movimentos das mãos ou dos pés;
- b) Valor aduaneiro, o valor tal como é definido na regulamentação comunitária na matéria.

3. O benefício destes contingentes é, todavia, reservado aos tecidos, veludos e pelúcias:

- a) Acompanhados de um certificado de fabrico reconhecido pelas autoridades competentes da Comunidade Económica Europeia e conforme ao modelo constante do Anexo I (1), visado por uma das autoridades reconhecidas pelo país de fabrico que consta do Anexo II;
- b) Ostentando, no princípio e no fim de cada peça, um carimbo aprovado pelas referidas autoridades (2);
- c) Transportados directamente entre o país de fabrico e a Comunidade Económica Europeia;

4. Para este fim, são consideradas como transportadas directamente:

- a) As mercadorias cujo transporte se efectua sem utilização do território de um país não membro das Comunidades Europeias. Chama-se a atenção para o facto de as escalas feitas nos portos de países não membros das Comunidades Europeias não serem consideradas como interrupção do transporte directo desde que as mercadorias não sejam objecto de transbordo aquando dessas escalas;

(1) Os modelos de certificados considerados no Anexo I do Regulamento (CEE) nº 3745/86, de 28 de Novembro de 1986, podem, todavia, ser aceites até 31 de Dezembro de 1988.

(2) Entende-se que esta alínea não obsta a que um selo aprovado pelas autoridades permita satisfazer as condições previstas na mesma.

- b) As mercadorias cujo transporte se efectua com utilização do território de um ou vários países não membros das Comunidades Europeias, ou com transbordo num tal país, contanto que a travessia destes últimos países ou o transbordo se façam a coberto de um título de transporte único estabelecido no país de fabrico.

Artigo 2º

1. Uma primeira parcela, de volume correspondente a um valor de 1 180 000 ECUs, para os produtos de seda, 1 386 230 ECUs, para os produtos de algodão, é repartida entre os Estados-membros; as quotas-partes que, sem prejuízo do artigo 5º, são válidas de 1 de Janeiro a 31 de Dezembro de 1988, elevam-se aos volumes correspondentes aos valores a seguir indicados:

- a) Para os produtos de seda referidos no nº 1 do artigo 1º:

	(em ECUs)
Benelux	54 000
Dinamarca	54 000
Alemanha	494 000
Grécia	37 400
Espanha	25 500
França	270 000
Irlanda	35 400
Itália	109 000
Portugal	10 500
Reino Unido	90 200

- b) Para os produtos de algodão referidos no nº 1 do artigo 1º:

	(em ECUs)
Benelux	47 270
Dinamarca	120 880
Alemanha	180 900
Grécia	11 300
Espanha	18 000
França	515 260
Irlanda	31 050
Itália	47 825
Portugal	1 250
Reino Unido	412 400

2. A segunda parcela de cada um dos contingentes referidos no nº 1, que corresponde, respectivamente, a 1 136 000 e 682 770 ECUs, constitui a reserva.

3. Para o cálculo dos contravalores em moedas nacionais dos montantes expressos em ECUs aplicam-se os Regulamentos (CEE) nº 2779/78 (1) e (CEE) nº 289/84 (2).

Artigo 3º

1. Se uma das quotas-partes iniciais de um Estado-membro, tal como está fixada no nº 1 do artigo 2º, ou a mesma quota-parte deduzida da fracção transferida para a reserva correspondente em caso de aplicação do artigo 5º, for utilizada em 90% ou mais, esse Estado-membro procede, sem demora, por via de notificação à Comissão, ao saque, na medida em que o montante da reserva o permita, de uma segunda quota-parte igual a 15% da sua quota-parte inicial, arredondada eventualmente para a unidade superior.

2. Se, após esgotamento de qualquer das suas quotas-partes iniciais, a segunda quota-parte sacada por um Estado-membro for utilizada em 90% ou mais, esse Estado-membro procede, nas condições previstas no nº 1, ao saque de uma terceira quota-parte igual a 7,5% da sua quota-parte inicial, arredondada eventualmente para a unidade superior.

3. Se, após esgotamento de qualquer das suas segundas quotas-partes, a terceira quota-parte sacada por um Estado-membro for utilizada em 90% ou mais, esse Estado-membro procede, nas mesmas condições, ao saque de uma quarta quota-parte igual à terceira.

Este procedimento aplica-se até ao esgotamento da reserva.

4. Em derrogação dos nºs 1, 2 e 3, cada Estado-membro pode proceder ao saque de quotas-partes inferiores às fixadas por esses números se existirem razões para considerar que estas não serão esgotadas. Os Estados-membros informam a Comissão dos motivos que os levaram a aplicar o disposto no presente número.

Artigo 4º

Cada uma das quotas-partes complementares sacadas em aplicação do artigo 3º é válida até 31 de Dezembro de 1988.

(1) JO nº L 333 de 30.11.1978, p. 5.
(2) JO nº L 33 de 14.02.1984, p. 2.

Artigo 5º

Os Estados-membros transferem para a reserva, o mais tardar em 1 de Outubro de 1988, a fracção não utilizada da sua quota-parte inicial que, em 15 de Setembro de 1988, exceda 20% do volume inicial. Os Estados-membros podem transferir uma quantidade mais importante, se existirem razões para considerar que esta não será utilizada.

Os Estados-membros comunicam à Comissão, o mais tardar em 1 de Outubro de 1988, o total das importações dos produtos em questão efectuadas até 15 de Setembro de 1988 e imputadas em cada um dos contingentes, bem como, eventualmente, a fracção das suas quotas-partes iniciais que transferem para a reserva correspondente.

Artigo 6º

A Comissão registará os montantes das quotas-partes abertas pelos Estados-membros em conformidade com os artigos 2º e 3º e informará cada um deles, logo que receba as notificações, da situação de esgotamento das reservas.

A Comissão informará os Estados-membros, o mais tardar em 5 de Outubro de 1988, sobre o volume de cada uma das reservas após as transferências efectuadas nos termos do artigo 5º.

A Comissão velará por que o saque que esgota uma das reservas se limite ao saldo disponível e, para este efeito, informará com precisão do seu montante o Estado-membro que procede a este último saque.

Artigo 7º

1. Os Estados-membros tomarão todas as disposições necessárias para que a abertura das quotas-partes complementares que sacaram em aplicação do artigo 3º torne possível as imputações, sem descontinuidade, na sua parte acumulada dos contingentes pautais comunitários.

2. Os Estados-membros garantem aos importadores dos produtos em questão o livre acesso às quotas-partes que lhes são atribuídas.

3. Os Estados-membros procedem à imputação das importações dos produtos em questão nas suas quotas-partes à medida que esses produtos forem apresentados na alfândega a coberto de declarações de introdução em livre prática.

4. A situação de esgotamento das quotas-partes dos Estados-membros é verificada com base nas importações imputadas nas condições definidas no nº 3.

Artigo 8º

A pedido da Comissão, os Estados-membros informá-la-ão sobre as importações dos produtos em questão efectivamente imputadas nas suas quotas-partes.

Artigo 9º

Os Estados-membros e a Comissão colaborarão estreitamente para assegurar a observância do presente regulamento.

Artigo 10º

O presente regulamento entra em vigor em 1 de Janeiro de 1988.

O presente regulamento é obrigatório em todos os seus elementos e directamente aplicável em todos os Estados-membros.

Feito em Bruxelas, em

Pelo Conselho

O Presidente

A. RUMBOLD

ANEXO I — BILAG I — ANHANG I — ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ I — ANNEX I — ANNEXE I — ALLEGATO I — BIJLAGE I — ANEXO I

MODELOS DE CERTIFICADO DE FABRICACIÓN
MODELLER TIL FREMSTILLINGSCERTIFIKAT
MUSTER DER HERSTELLUNGSBESCHEINIGUNG
ΥΠΟΔΕΙΓΜΑΤΑ ΠΙΣΤΟΠΟΙΗΤΙΚΩΝ ΚΑΤΑΣΚΕΥΗΣ
MODEL CERTIFICATE OF MANUFACTURE
MODELES DE CERTIFICAT DE FABRICATION
MODELLI DI CERTIFICATO DI FABBRICAZIONE
MODELLEN VAN CERTIFICAAT VAN VERVAARDIGING
MODELOS DE CERTIFICADO DE FABRICO

Historical Archives of the European Commission

1 Exporter (Name, full address, country) Exportateur (Nom, adresse complète, pays)	2 Number Numéro 00000	
3 Consignee (Name, full address, country) Destinataire (Nom, adresse complète, pays)	CERTIFICATE RELATING TO SILK OR COTTON HANDLOOM PRODUCTS Issued with a view to obtaining the benefit of the preferential tariff regime in the European Economic Community CERTIFICAT CONCERNANT LES PRODUITS DE SOIE OU DE COTON, TISSÉS SUR MÉTIERS À MAIN délivré en vue de l'obtention du bénéfice du régime tarifaire préférentiel dans la Communauté économique européenne	
6 Place and date of shipment — Means of transport Lieu et date d'embarquement — moyen de transport	4 Country of manufacture Pays de fabrication	5 Country of destination Pays de destination
8 Marks and numbers — Number and kind of packages — DETAILED DESCRIPTION OF GOODS Marques et numéros — nombre et nature des colis — DESIGNATION DÉTAILLÉE DES MARCHANDISES	7 Supplementary details Données supplémentaires	
11 CERTIFICATION BY THE COMPETENT AUTHORITY — VISA DE L'AUTORITÉ COMPÉTENTE I, the undersigned, certify that: — the consignment described above contains only handloom textile products of the cottage industry of the country shown in box No 4, — to each piece is attached: — at the beginning and end, an approved stamp (1). — a seal No (2). Je soussigné, certifie que l'envoi décrit ci-dessus contient exclusivement des produits textiles fabriqués sur métiers à main par l'artisanat rural du pays indiqué dans la case n° 4; — chaque pièce est munie { au début et à la fin, d'un cachet agréé (1) { d'un plomb n° (2).	9 Quantity, (1) Quantité (1)	10 FOB value (2) Valeur fob (2)
	12 Competent authority (Name, full address, country) Autorité compétente (Nom, adresse complète, pays) At _____, on _____ A _____ Le _____ (Signature) (Seal) (Sceau)	

(1) Indiquer s'il s'agit d'un nombre de pièces, de mètres, de m² ou de kilogrammes.
 (2) Dans la monnaie du contrat de vente.
 (3) Biffer la mention inutile.

(1) State whether in pieces, metres, square metres or kilograms.
 (2) The currency of the contract of sale.
 (3) Delete as appropriate.

País de fabricación Fremstillingsland Herstellungsland Χώρα κατασκευής Country of manufacture Pays de fabrication Paese di fabbricazione Land van vervaardiging País de fabrico	Autoridad competente Kompetent myndighed Zuständige Behörde Αρμόδια υπηρεσία Competent authority Autorité compétente Autorità competente Bevoegde autoriteit Autoridade competente
India Indien Indien Ινδία India Inde India India Índia	Textile Committee { (para los tejidos de seda) eller (for stoffer af silke) oder (für Gewebe aus Seide) ή (για μεταξωτά υφάσματα) or (for silk fabrics) ou (pour les tissus de soie) o (per i tessuti di seta) of (voor weefsels van zijde) (para os tecidos de seda) } Central Silk Board
Pakistán Pakistan Pakistan Πακιστάν Pakistan Pakistan Pakistan Pakistan Paquistão	Export Promotion Bureau
Tailandia Thailand Thailand Ταϊλάνδη Thailand Thaïlande Tailandia Thailand Tailândia	Department of Foreign Trade
Bangladesh Bangladesh Bangladesch Μπαγκλαντές Bangladesh Bangladesh Bangladesh Bangladesh Bangladesh	Export Promotion Bureau
Laos Laos Laos Λαος Laos Laos Laos Laos Laos	Service national de l'artisanat et de l'industrie
Sri Lanka Sri Lanka Sri Lanka Σρι Λάνκα Sri Lanka Sri Lanka Sri Lanka Sri Lanka Sri Lanka	Department of Commerce

País de fabricación Fremstillingsland Herstellungsland Χώρα κατασκευής Country of manufacture Pays de fabrication Paese di fabbricazione Land van vervaardiging País de fabrico	Autoridad competente Kompetent myndighed Zuständige Behörde Αρμόδια υπηρεσία Competent authority Autorité compétente Autorità competente Bevoegde autoriteit Autoridade competente
El Salvador El Salvador El Salvador Ελ Σαλβαδόρ El Salvador El Salvador El Salvador El Salvador El Salvador El Salvador	Dirección de comercio internacional
Honduras Honduras Honduras Ονδούρα Honduras Honduras Honduras Honduras Honduras Honduras	Dirección general de comercio exterior
Indonesia Indonesien Indonesien Ινδονησία Indonesia Indonésie Indonesia Indonesië Indonésia	Ministerio de Comercio y de Cooperativas Ministeriet for handel og kooperativer Ministerium für Handel und Genossenschaften Υπουργείο Εμπορίου και Συνεργασιμών Department of Trade and Cooperatives Ministère du commerce et des coopératives Ministero del commercio e delle cooperative Ministerie van Handel en Coöperatieven Ministério do Comércio e das Cooperativas
Guatemala Guatemala Guatemala Γουατεμάλα Guatemala Guatemala Guatemala Guatemala Guatemala	Dirección de comercio interior y exterior
Argentina Argentina Argentinien Αργεντινή Argentina Argentine Argentina Argentinie Argentina	Secretaría de Estado y comercio y negociaciones económicas inter-nacionales